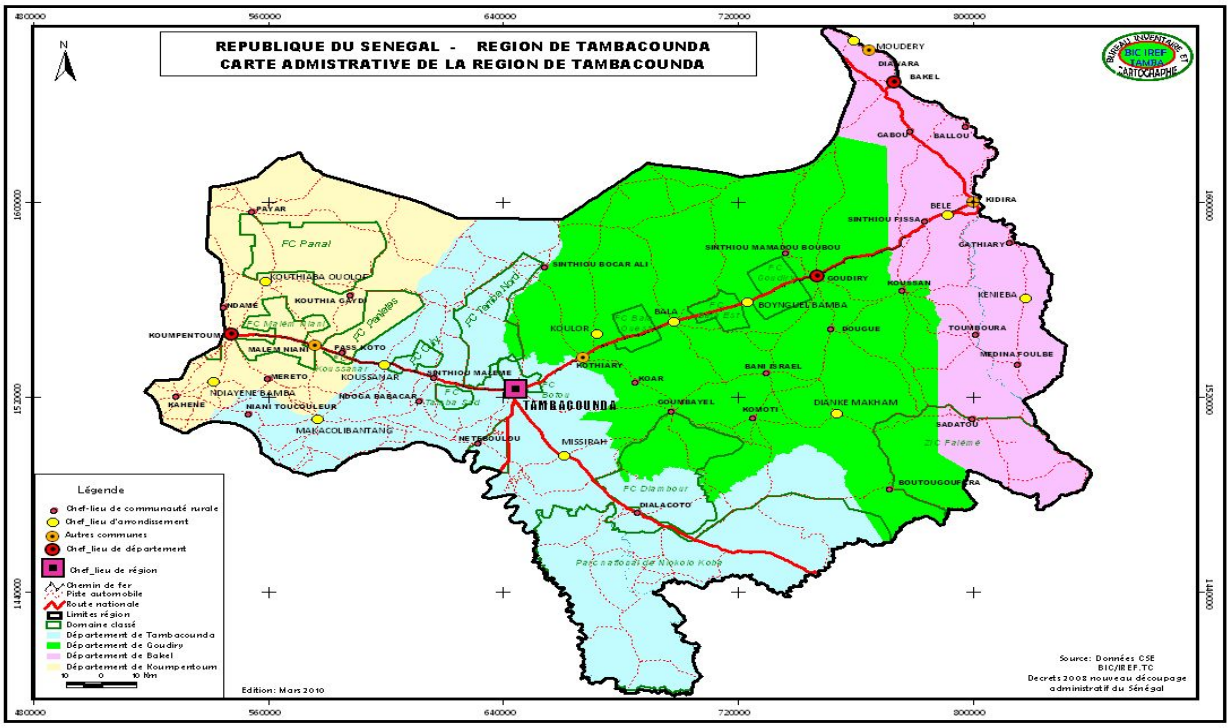
TAMBACOUNDA 2015

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda



SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE REGIONALE 2015

Août 2018

COMITE DE DIRECTION

Directeur Général	Babacar NDIR
Directeur Général Adjoint	Allé Nar DIOP
Conseiller du DG chargé de la coordination de l'Action Régionale	Mamadou DIENG
Conseiller du DG, Président du Comité de Lecture et de Validation (CLV)	Seckène SENE

COMITE DE REDACTION

Hadime	SANE	Chef du Service Régional

COMITE DE LECTURE

Amadou Fall	DIOUF	CPCCI
Serge	MANEL	DSDS
Idrissa	DIAGNE	ENSAE
Mamadou	BALDE	ENSAE
Oumar	SENE	ENSAE
Awa Cissokho	FAYE	DSDS
MM. Ramlatou	DIALLO	DSECN
Mady	DANSOKO	ENSAE
Mamadou	DIENG	CAR
Ndeye Aida Faye	TALL	DSDS
Ndeye Binta Diémé	COLY	DSDS
Mamadou	AMOUZOU	OPCV
Adjibou Oppa	BARRY	OPCV
Bintou Diack	LY	DSECN
Mamadou	BAH	DMIS
El Hadji Malick	GUEYE	DMIS
Abdoulaye	TALL	OPCV
Momath	CISSE	CGP
Mahmouth	DIOUF	DSDS
Mory	DIOUSS	DSDS
Atoumane	FALL	DSDS
Alain François	DIATTA	DMIS

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DELA DEMOGRAPHIE
Rocade Fann –Bel-air–Cerf-volant – Dakar Sénégal. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal
Téléphone (221) 33 869 21 39 - Fax (221) 33 824 36 15
Site web :www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn
Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers
Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda
Adresse : Liberté Est
Tél :33 981 11 82
B.P. : 147

TABLES DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX ____ ***vii***

LISTE DES GRAPHIQUES ____ ***x***

SIGLES ET ABREVIATIONS ____ ***xi***

AVANT-PROPOS ____ ***xii***

RESUME EXECUTIF ____ ***xv***

INTRODUCTION GENERALE ____ ***xvii***

Chapitre I : PRESENTATION DE LA REGION ____ **20**

INTRODUCTION ____ ***20***

I.1. HISTORIQUE DU PEUPLEMENT ____ 21
I.2. LE RELIEF ____ 22
I.3. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ____ 22
I.4. LA PLUVIOMETRIE ____ 22
I.5. LES TEMPERATURES ____ 23
I.6. LES VENTS ____ 23
I.7. LES SOLS ____ 23
I.8. LA VEGETATION ____ 24
I.9. LA FAUNE ____ 24

CONCLUSION ____ ***24***

Chapitre II : DEMOGRAPHIE ____ **25**

II.1. ETAT ET STRUCTUREDE LA POPULATION ____ 25
II.1.1. Niveau et évolution de la population ____ 25
II.1.2. Structure par âge et par sexe ____ 26
II.1.3. Analyse de la pyramide des âges ____ 26
II.1.4. Répartition spatiale de la population et densité ____ 27
II.1.4.1. Répartition spatiale. ____ 27
II.1.4.2. Densités de population ____ 28

Chapitre III : URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT ____ **30**

III.1. URBANISATION ____ 30
III.2. CONSTRUCTION ET HABITAT ____ 31
III.2.1. Evolution des autorisations de construire délivrées à Tambacounda entre 2014 et 2015 ____ 31
III.2.2. Évolution des Nombres d'autorisations de construire délivrées pour les lieux d'habitation entre 2010 à 2015 ____ 32
III.2.3. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les lieux de culte entre 2010 à 2015 ____ 33
III.2.4. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements touristiques entre 2010 à 2015 ____ 33
III.2.5. Lotissement et distribution de parcelles entre 2006 et 2015 ____ 34
III.3. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT ____ 34
III.3.1. LES POTENTIALITES ____ 34
III.3.2. LES CONTRAINTES ____ 35

Chapitre IV : EDUCATION ____ **36**

IV.1. LA PETITE ENFANCE ____ 36
IV.1.1. Les infrastructures ____ 36
IV.1.2. Le personnel ____ 37
IV.1.3. Les effectifs ____ 39
IV.1.4. Quelques indicateurs ____ 40
IV.2. L'ELEMENTAIRE ____ 40

IV.2.1. Les infrastructures 40
IV.2.2. Le personnel 41
IV.2.3. Les effectifs 42
IV.2.4. Quelques indicateurs 43
IV.3. LE MOYEN SECONDAIRE GENERAL 43
IV.3.1. Les infrastructures 43
IV.3.2. Le personnel 44
IV.3.3. Les effectifs 45
IV.3.4. Quelques indicateurs 46
IV.4. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE 46
IV.5. Atouts et contraintes 49
IV.5.1. Atouts et potentialités 49
IV.5.2. Contraintes 50
Chapitre V : SANTE 51
V.1. Les infrastructures de santé 51
V.2. Le personnel de santé 53
V.3. Bilan des programmes de santé 54
V.3.1. Programme national de lutte contre le paludisme 56
V.3.2. Programme de lutte contre la tuberculose 57
V.3.3. Activités de nutrition 58
Chapitre VI : AGRICULTURE 60
VI.1. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES 60
VI.1.1. Les services techniques 60
VI.1.2. Les autres intervenants. 60
VI.2. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 60
VI.2.1. La mise en place des semences 61
VI.2.2. La mise en place des engrais et autres fertilisants 62
VI.2.3. La mise en place des matériels et équipements agricoles 63
VI.3. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 63
VI.3.1. Les cultures vivrières 63
VI.3.2. Les cultures industrielles 64
VI.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR 65
VI.4.1. Atouts 65
VI.4.2. Contraintes 65
VI.4.3. Perspectives 65
Chapitre VII : ELEVAGE 67
VII.1. PRODUCTION ANIMALE 67
VII.1.1. Répartition du cheptel selon le département et l'espèce 67
VII.1.2. Analyse des indicateurs de performance 68
VII.1.3. Les autres intervenants 69
VII.2. Suivi des opérations de distribution de l'aliment de bétail et situation financière 70
VII.2.1. Opérations de distribution de l'aliment de bétail 70
VII.2.2. Situation des recettes financières par département 70
VII.3. Atouts et contraintes du secteur de l'élevage 71
VII.3.1. POTENTIALITES/ATOUTS 71
VII.3.2. CONTRAINTES 71
VII.3.3. Perspectives 72
Chapitre VIII : PECHE 73
VIII.1. SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES 73
VIII.1.1. Services techniques 73
VIII.1.2. Les autres intervenants 74
VIII.1.3. Les infrastructures 74
VIII.2. LA PRODUCTION 75
VIII.2.1. Les espèces mises à terre à Tambacounda en 2015 75

VIII.3. Les réalisations et contraintes de l'année 2015 77
VIII.3.1. Réalisations en 2015 77
VIII.3.2. Les principales contraintes en 2015 78

Chapitre IX : RESSOURCES NATURELLES. 80
IX.1. LES SERVICES TECNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS 80
IX.1.1. Les services techniques 80
IX.1.2. Les autres intervenants 82
IX.2. GESTION DU DOMAINE FORESTIER 83
IX.2.1. .Présentation du domaine forestier 83
IX.2.2. Lutte contre les feux de brousse 83
IX.2.3. Lutte préventive 84
IX.2.4. Lutte active 85
IX.3. Reboisement et conservation des sols 87
IX.3.1. Production de plants 87
IX.3.2. EXPLOITATIONS FORESTIERES 89
IX.4. GESTION DE LA FAUNE ET CHASSE 89
IX.4.1. Potentiel faunique 89
IX.4.2. Résultats des campagnes de chasse 90
IX.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR 91
IX.5.1. Atouts 91
IX.5.2. Contraintes 91
IX.5.3. Perspectives 92

Chapitre X : CHAPITRE X – ENVIRONNEMENT 93
X.1. GESTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES 93
X.2. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) 95
X.3. ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE) 96
X.4. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT FLUVIAL/MARITIME ET DE LA DEGRADATION DES SOLS 97
X.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR 98
X.5.1. Atouts et potentialités 98
X.5.2. Contraintes 99
X.5.3. Perspectives 100

Chapitre XI : EMPLOI ET TRAVAIL 101
XI.1. LES INDICATEURS DE L'EMPLOI EN 2015 101
XI.1.1. La population en âge de travailler 101
XI.1.2. Le taux d'activité habituelle 102
XI.1.3. Le taux d'occupation habituelle 103
XI.1.4. Le taux d'occupation du moment 104
XI.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE 105
XI.3. LES CONTRATS DE TRAVAIL 108
XI.4. LES CONFLITS DE TRAVAIL 109

Chapitre XII : COMMERCE 111
XII.1. COMMERCE 111
XII.1.1. Les marchés 111
XII.1.2. Les commerçants 112
XII.1.3. Evolution des indicateurs de performance du commerce 113
XII.1.4. Les prix et l'approvisionnement du marché 114
XII.1.4.1. La politique des prix 114
XII.1.4.2. L'approvisionnement du marché 114

Chapitre XIII : TOURISME 116
XIII.1. Situation des réceptifs 116
XIII.2. Arrivées selon la nationalité en 2014 et 2015 118
XIII.3. Patrimoine culturel 119
XIII.3.1. Patrimoine matériel 119
XIII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR 120

XIII.4.1. Atouts et potentialités 120
XIII.4.2. Contraintes 120
XIII.4.3. Perspectives 120
CONCLUSION GENERALE *122*
ANNEXE *123*
ANNEXE XIII.7 : DEMOGRAPHIE *123*
ANNEXE XIII.8 : URBANISME,CONSTRUCTION ET HABITAT *125*
ANNEXE XIII.9 : EDUCATION *126*
ANNEXE XIII.10 : SANTE *128*
ANNEXE XIII.11 : PECHE *129*
ANNEXE XIII.12 : RESSOURCES NATURELLES *130*
ANNEXE XIII.13 : EMPLOI ET TRAVAIL *131*
ANNEXE XIII.14 : TOURISME, CULTURE ET LOISIRS *132*

LISTE DES TABLEAUX

Tableau II.1 : Evolution de la population de la région de Tambacounda entre 1976 et l'année 2015 _____ 25

Tableau II.2 : Répartition de la population de la région de Tambacounda par département selon le sexe en 2015 _____ 27

Tableau II.3 : Densités de population de la région de Tambacounda selon le département en 2015 _____ 28

TableauIV.1_____: Evolution des établissements d'accueilde la petite enfance selon le type et la circonscription administrative _____ 37

TableauIV.2_____ : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative _____ 38

TableauIV.3__ : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction et le diplôme académique _____ 38

TableauIV.4____ : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme académique, le sexe et par circonscription administrative _____ 39

TableauIV.5_____ : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et par circonscription administrative _____ 40

TableauIV.6_____ : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon la circonscription administrative et le statut _____ 40

TableauIV.7__ : Effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe, le statut de l'établissement et par circonscription administrative _____ 41

TableauIV.8 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire par sexe selon le diplôme académique et par circonscription administrative _____ 42

TableauIV.9: Effectifs des élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Tambacounda selon le niveau, le sexe et par circonscription administrative _____ 42

TableauIV.10 : Répartition du nombre d'établissements du moyen et du secondaire général selon le statut et par circonscription administrative _____ 43

TableauIV.11: Répartition du personnel enseignant du moyen et du secondaire général selon le sexe, le statut de l'établissement et par circonscription administrative _____ 44

TableauIV.12_____ : Répartition du personnel enseignant du moyen et du secondaire général selon le sexe, le diplômeacadémiqueet par circonscription administrative _____ 45

TableauIV.13_____ : Effectifs des élèves du moyen et du secondaire général selon le sexe, le niveau et par circonscription administrative _____ 46

TableauIV.14_____ Répartition des effectifs des apprenants par âge _____ 47

TableauIV.15__ : Répartition des effectifs d'apprenants par diplôme d'état, par filière selon le sexe au niveau du public _____ 48

TableauIV.16_____ Répartition des enseignants du public par diplôme professionnel _____ 48

TableauIV.17_____: Répartition des enseignants du public par sexe, par établissement et selon la catégorie _____ 49

Tableau V.1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative _____ 52

Tableau V.2_____ : Répartition des structures sanitaires privées par département selon le type _____ 52

Tableau V.3_____ : Indicateurs de couverture sanitaire des populations _____ 53

Tableau V.4___ : Répartition du personnel de santé selon la qualification professionnel, le type de structure et le statut _____ 53

Tableau V.5_____: Répartition des effectifs personnel clé des structures de santé par district sanitaire selon la qualification professionnelle et le niveau de couverture _____ 54

Tableau V.6_____ : Quelques indicateurs de mesure de performance _____ 55

Tableau V.7_____Chimio prophylaxie du paludisme saisonnier (CPS), par district _____ 56

Tableau V.8_____ : Traitement préventif intermittent (TPI) pour les femmes enceintes _____ 57

Tableau V.9_____ : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district _____ 57

Tableau V.10__ : Evolution des résultats des campagnes de supplémentassions en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Tambacounda _____ 58

TableauVI.1_____ : Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015 _____ 61

TableauVI.2_____: Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative _____ 63

TableauVI.3 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative _____ 64

TableauVII.1 _____ Répartition du cheptel selon le département et l'espèce en 2015 _____ 68

TableauVII.2 _____ Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015 _____ 69

TableauVII.3 _____ : Liste des autres intervenants _____ 69

TableauVII.4 _____ : Suivi des opérations de distribution de l'aliment de bétail en 2015 _____ 70

TableauVII.5 _____ : Situation financière en termes de recettes _____ 71

TableauVIII.1___ : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par service_____ 74

TableauVIII.2_ : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures de pêche par circonscription administrative _____ 75

TableauVIII.3_____ : Les espèces mises à terre à Tambacounda en 2015 _____ 75

TableauVIII.4_____ : Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015 _____ 76

TableauVIII.5_____: Débarquements des pêches entre 2014 et 2015 _____ 77

TableauIX.1___ Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service _____ 81

TableauIX.2_____ : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région _____ 82

TableauIX.3_____ : Situation du domaine classé, par circonscription administrative _____ 83

TableauIX.4_____ : Evolution de la situation des comités de lutte contre les feux de brousse, par circonscription administrative _____ 84

TableauIX.5_____ : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative _____ 85

TableauIX.6 : Situation et évolution des pare-feux et feux précoces réalisés par circonscription

administrative 86

TableauIX.7_____ : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative _____ 86

TableauIX.8_____ : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative _____ 87

TableauIX.9_____ : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative _____ 88

TableauIX.10_____ : répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de plantation _____ 88

TableauIX.11__ : Evolution des quantités et valeurs de la production forestière par circonscription administrative _____ 89

TableauIX.12___ : Répartition et évolution du nombre et des superficies des zones amodiées, par circonscription administrative _____ 90

TableauX.1 _____ : Evolution des ICPE selon la nature et la classe _____ 95

Tableau XII.1_____ : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative _____ 112

Tableau XII.2_____ : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative _____ 112

Tableau XII.3_____ : Evolution de quelques indicateurs du commerce _____ 114

Tableau XIII1. _____ : Situation des réceptifs en 2015 _____ 116

Tableau XIII2. _____ Arrivées selon la nationalité entre 2014 et 2015 _____ 118

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique II.1 Pyramide des âges de la région de Tambacounda _____ 26
Graphique II.2 : Répartition de la population régionale selon le département en 2015_____ 28
Graphique V.1 : Comparaison de l'évolution des cas de paludisme de 2013 à 2015 _____ 56
Graphique XI.1 : Répartition des établissements ouverts selon le statut juridique en 2015_____ 107
GRAPHIQUEXII.1:Evolution du nombre de commerçants selon le type_____ 113

SIGLES ET ABREVIATIONS

ASC	:	Agent de Santé Communautaire
ANSD	:	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARMP	:	Agence de Régulation de Marchés Publiques
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BFEM	:	Brevet de Fin d'Etudes Moyen
BTP	:	Bâtiment et Travaux Public
CFEE	:	Certificat de Fin d'Etude Elémentaire
CFPEFS	:	Centre de formation Professionnel en Economie Familiale et Social
CHRTC	:	Centre Hospitalier Régional de Tambacounda
MEN	:	Ministère de l'Education nationale
CLM	:	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CMG	:	Collège d'Enseignement Moyen
CNLS	:	Comité National de Lutte contre le SIDA
CPN	:	Consultation Prénatale
DGP	:	Direction Générale du Plan
DRDR	:	Direction Régionale du Développement Rural
DSRP	:	Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté
EDS	:	Enquête de Démographique et de Santé
EVF	:	Education à la Vie Familiale
GADEC	:	Groupe d'Action pour le Développement Communautaire
GRED	:	Groupe de recherche
GRN	:	Gestion des Ressources Naturelles
GIF	:	GraphicInterchange Format
IA	:	Inspection d'Académie
ICP	:	Infirmier Chef de Poste

IPRESS	:	Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal
IREF	:	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
IRJS	:	Inspection Régionale de la Jeunesse et des Sports
MGF	:	Mutilation Génitale faite aux Femmes
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONAS	:	Office National de l'Assainissement du Sénégal
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PAFR	:	Plan d'Action Forestier Régional
PDMAS	:	Programme de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal
PDU	:	Plan de développement de l'Urbanisme
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PME	:	Petite et Moyenne Entreprise
PNNK	:	Parc National de Niokolokoba
PODES	:	Plan d'Orientation de développement économique et Social
PRDE	:	Plan régional de Développement de l'Education
PRDI	:	Plan Régional de Développement Intégré
PRN	:	Programme de Renforcement Nutritionnel
PS	:	Poste de Santé
PTIP	:	Programme Triennal d'Investissement Public
REVA	:	Retour vers l'Agriculture
RGPH3	:	Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SODEFITEX	:	Société de Développement des Fibres et du Textile
TBS	:	Taux Brut de Scolarité
TSS	:	Travailleurs du sexe
ZIC	:	Zone d'Intérêt Cynégétique

AVANT-PROPOS

La région de Tambacounda, à l'instar des autres régions du Sénégal, dispose d'un Comité Régional de Développement (CRD) sous l'autorité du gouverneur. Ce comité multisectoriel, est composé de chefs de services régionaux et départementaux, de représentants d'ONG, des membres de la société civile, etc. Tous les membres dudit CRD sont souvent convoqués par le gouverneur de la région dans le cadre des ateliers, des réunions de coordination et autres activités connexes. Le Service Régional de la Statistique et de la Démographie est convié à tous les niveaux et fait même partie du comité technique restreint. Il joue un rôle prépondérant notamment dans la mise à disposition des données statistiques de qualité pour tous les acteurs au développement. Face à cette demande importante en informations statistiques, les autorités de l'Agence ont très tôt compris la nécessité de renforcer les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD), en moyens humains et matériels. Cela, pour matérialiser leur ambition de tendre vers une décentralisation plus poussée des activités opérationnelles de l'Agence ; le siège s'occupant des activités d'impulsion, de conception, de coordination, d'harmonisation des concepts, définitions et méthodes, de contrôle et de suivi-évaluation pour l'ensemble du Système Statistique National.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, réalisées chaque année par les SRSD pour l'année N-1, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, encore moins l'exactitude, mais il veut présenter de manière synthétique les modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

Les SES seront complétées par les rapports régionaux des nombreuses enquêtes et autres recensements que l'ANSD est en train de préparer et qui seront davantage décentralisées pour permettre de mieux satisfaire les besoins en informations statistiques des acteurs et décideurs locaux. La présente édition, comme celles qui l'ont précédée, essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Elle met surtout en relief l'information quantitative

et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional. Que les responsables des services techniques de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur collaboration sans faille et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Le Chef du service régional
de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda

Hadime SANE

RESUME EXECUTIF

La superficie de la région de Tambacounda est de 42 706 km². La population est estimée à 730473 habitants en 2015, soit une densité de 17 hbts au km². La région de Tambacounda compte 50 collectivités locales dont 46 Communes et 4 départements, 12 arrondissements et 1434 Villages. La population est majoritairement rurale car plus des deux tiers (76%) résident en milieu rural.

Dans le domaine de l'éducation, on note taux brut de préscolarisation global est de 12,2%avec 11,3% pour les garçons et 13,1% pour les filles. Dans l'élémentaire, le taux brut de scolarisation est de 79,6% dont celui des hommes est de 75,4% et celui des femmes de 84,02%. Au niveau du secondaire général, le taux brut de scolarisation global de l'enseignement moyen est de 37,6% (37,8 pour les garçons et 37,5 pour les filles) et, 21,9% dans le secondaire (25,5 pour les garçons et 18,1 pour les filles). Sur le plan sanitaire des efforts sont en train d'être réalisés avec notamment l'augmentation des infrastructures sanitaires comme les centres de santé et les postes de santé (20%) ainsi que l'exécution de nombreux programmes sanitaires au niveau de la région.

L'agriculture joue un rôle important dans la région malgré la courte période pluviale qui dure entre 4 à 5 mois. Les principales cultures dans la région de Tambacounda sont : L'arachide, le coton, le mil, le maïs, le sorgho, le riz, le niébé, le fonio, la banane, le sésame. Trois systèmes d'élevage sont pratiqués dans la région : le semi-intensif, l'extensif et le mixte. A cela s'ajoute la présence d'un important Projet du Développement de l'Elevage au Sénégal Oriental et en Haute Casamance (PDESOC) qui est un partenaire qui appuie considérablement le secteur.

L'activité de pêche se développe de plus en plus dans la région. La région se situe dans les zones phytogéographiques soudano-sahélienne et soudano-guinéenne. Une telle situation lui confère une biodiversité très importante. Pour ce qui est de la main-d'œuvre le nombre d'établissements ouverts a connu des variations pour certaines activités principales comme l'agriculture et les bâtiments et travaux publics. Sur le plan commercial le nombre de marchés n'a pas connu une grande différence entre 2014 et 2015. Les réceptifs touristiques sont caractérisés par la présence d'hôtels, de

campements et d'auberges. L'urbanisme se développe davantage avec la domination des maisons basses à usage d'habitation.

INTRODUCTION GENERALE

Malgré l'érection de son ancien département de Kédougou devenu région, la région de Tambacounda demeure encore la plus vaste région du pays avec ses 42 706 km².En 2015, la région compte une population résidente de 730473 habitants, soit 5,1 % de la population du pays. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes (51% contre 49%).Du fait de sa très grande superficie et de sa faible population, la région de Tambacounda a une densité de population relativement faible : 17,1 habitants au km². La population de la région est jeune. Dans le domaine de l'éducation, on note un TBPS Global de 12,2 %, un taux brut de scolarisation à l'élémentaire de 79,6 %, un taux brut de scolarisation du moyen de 37,6 % et un taux brut de scolarisation du secondaire de 21,9%. Pour l'indice de parité en 2015, on note 1,2 dans le préscolaire, 1,1 dans l'élémentaire, 1 dans le moyen et 0,7 dans le secondaire. Dans le domaine de la Santé, il y a eu une nette amélioration de certains indicateurs de couverture comme par exemple le nombre d'habitants par poste de santé qui passe de 9301 en 2014 hbts à 5806 hbts en 2015 alors que la norme OMS est à 5000 hbts.

Dans le cadre de la lutte contre les infections causées par un environnement insalubre, la Brigade Régionale de l'Hygiène (BRH) s'investit dans des activités multiples et variées. Parmi ces activités on note : les visites des Etablissements recevant du Public (ERP) et les activités préventives d'IEC. Il faut également ajouter les activités d'assainissement concernant des travaux comme la construction de latrines améliorées, de puisards et de création de fosses septique, le contrôle de l'eau.

Les interventions des Sapeurs-Pompiers en 2015 ont été motivées par les divers incidents dont les incendies et les secours aux personnes accidentées, les secours aux personnes malades ou en danger. Les Sapeurs-pompiers ont également mené des activités humanitaires, notamment les opérations de ravitaillement en eau de la population en cas de pénurie.

L'agriculture occupe une place très importante dans l'économie de la région de Tambacounda. Malgré une installation tardive, l'hivernage 2014/2015 a été

caractérisée par une pluviométrie excédentaire bien répartie dans le temps et dans l'espace. Il faut également noter que durant cette campagne, il ya eu l'introduction du programme national d'autosuffisance en riz. Les principales cultures dans la région de Tambacounda sont : L'arachide, le coton, le mil, le maïs, le sorgho, le riz, le niébé, le fonio, la banane, le sésame.

La bonne pluviosité de cet hivernage conjuguée à une situation phytosanitaire calme et une bonne qualité des semences mises en place ont un effet positif sur le niveau de production. La région de Tambacounda compte beaucoup de potentialités pour le développement de l'élevage avec des pâturages qui représentent 16 % du territoire national. C'est aussi une zone privilégiée pour le développement des activités pastorales, on y pratique trois systèmes d'élevage: le semi-intensif, l'extensif et le mixte. La région compte trois zones écologiques dans lesquelles se sont adaptées les différentes races de ruminants domestiques.

L'activité de pêche se développe de plus en plus dans la région. Les fleuves et les marres constituent les principales zones de production des espèces halieutiques. Les différentes espèces pêchées sont : les sardinelles rondes, les sardinelles plates, ainsi les autres espèces telles que les carpes blanches, les mulets, les carpes rouges, les dorades, les mérous blancs.

Au cours de cette campagne agricole 2014/2015, les comités de lutte les plus équipés sont ceux de Bakel et Goudiry, avec respectivement 83% et 57% de comités équipés. La région de Tambacounda connait un déficit en unités industrielles et autres structures d'accueil pour l'emploi. Les secteurs agricole et agro-forestier demeurent les principaux pourvoyeurs d'emploi. Le secteur des bâtiments et travaux publics participe également à la création d'emplois avec notamment les travaux de chantiers et de construction de route. L'évolution croissante des autorisations de construire accordées illustre la bonne marche du secteur du bâtiment dans la région de Tambacounda. Globalement on note 192 autorisations de construire à lieux d'habitation en 2015 contre 76 en 2014.

La position géographique de la région de Tambacounda lui confère un rôle de plate-forme commerciale ouverte sur la sous régionale avec d'importants flux commerciaux transfrontaliers, à la croisée des corridors Dakar-Bamako, Bissau-Bamako, et Dakar-

Koundara. La région enregistre une prolifération des associations affiliées au mouvement « navétane » et presque toutes les Disciplines sportives y sont pratiquées et sont gérées par des Ligues régionales. La région de Tambacounda est une destination privilégiée pour le tourisme de vision ou de chasse avec ses zones amodiées et la présence du Parc National du NIOKOLO KOBA. La région dispose d'une gamme variée de réceptifs (hôtels, auberges, campements touristiques) de standings différents mais accessibles à différents types de clientèle.

Chapitre I : PRESENTATION DE LA REGION

INTRODUCTION

La nouvelle région de Tambacounda a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er Février 1972 relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale. La nouvelle région couvre actuellement une superficie de 42 706 km². Sa population est estimée à 730473habitants en 2015, soit une densité de 17hbts au km². La région de Tambacounda compte 50 collectivités locales dont 46 Communes et 4 départements, 12 arrondissements, 1434 Villages dont 569 dans le département de Tambacounda soit 40%, 174 villages dans le département de Bakel soit 12%, et 404 dans le département de Goudiry soit 28% et 287 villages dans le département de Koumpentoum soit 20%.

- Département de BAKEL : 3 arrondissements
- Département de GOUDIRY : 4 arrondissements
- Département de KOUMPENTOUM : 2 arrondissements
- Département de TAMBACOUNDA : 3 arrondissements

La région de Tambacounda occupe une position carrefour qui s'est renforcée avec l'ouverture des corridors Tamba-Bamako, Tamba-Moussala et Tamba-Labé. Cette situation fait de Tambacounda le corridor des corridors. C'est la région la plus périphérique du Pays: la région partage 325 Km de frontière avec le Mali à l'Est, 62 Km avec la Mauritanie au Nord-Est et 162 Km avec la Gambie à l'Ouest. La région est limitée, au Nord par la République Islamique de Mauritanie et les régions de Louga et de Matam, au Sud par la région de Kédougou et la république de Guinée, à l'Est par la République du Mali et la République Islamique de Mauritanie, à l'Ouest par la République de Gambie et les régions de Kolda et de Kaffrine. A cela s'ajoute le voisinage avec la république de la Guinée-Bissau.

I.1. HISTORIQUE DU PEUPLEMENT

L'histoire du peuplement de l'aire géographique de la région est fortement liée aux vagues paléo-migratoires qui se sont succédées dans la sous-région à la suite du déclin de l'empire du Ghana et du Mali.
Les premières migrations massives connues sont celles des Mandingues qui se dirigent consécutivement du déclin de l'empire du Ghana vers l'Ouest et le sud-ouest du continent africain.

Le déclin de l'empire du Mali a également occasionné le déplacement de plusieurs groupes ethniques. En ce qui concerne la région de Tambacounda, on note l'installation des Malinkés (qui venaient du Nord et de l'Est) au XIII ème siècle. Les Malinkés succédaient à un certain nombre de populations parmi lesquelles on note les Koniagui, les Soninkés, les djalonkés.

Après le déclin des empires, notamment celui du Mali, en plus des guerres d'islamisation, le contexte était marqué par des conquêtes du pouvoir ou d'expansion territoriale que se livraient les différents royaumes en recomposition. Fuyant ces guerres, des populations ont trouvé refuge dans la région où le peuplement était encore très lâche avec de vastes zones inhabitées.

Au XIXe siècle, l'aire géographique de la région s'est caractérisée par des guerres internes entre certains royaumes et par des invasions dont les motifs sont liés à l'islamisation des populations locales.
Ce fut après cet épisode que commença l'installation des populations islamisées venant du Fouta-Djallon. Des communautés mixtes, composées d'immigrés et d'autochtones vont acquérir peu à peu leur autonomie et leur personnalité propre. C'est le cas notamment du groupe connu sous le nom de Foulbé Bandé dont le fondateur, Alpha Janduan, un Bassari converti à l'islam, va accueillir Samba Dani, un chasseur originaire du Koyin (Fouta-Oriental) et Abdoulaye Kuranlo, un marabout de Saabe (LABE).

La région sera ainsi le point de convergence des migrations provenant aussi bien du Mali que de la Guinée et du Nord Sénégal. Ce mouvement de colonisation va se poursuivre pendant toute la première moitié du XX ème siècle, avec une prédominance de l'immigration en provenance du Sud (Fouta-Djallon). Dès 1911, des marabouts Jaxanké de Tuuba et de Bagadaaji (Mali) en l'occurrence les Sylla, les Gassama et les Diaby, compromis dans le complot de Labé en faveur du retour d'exil d'Alpha Yaya en Guinée, choisiront de s'établir dans le Niokolo encore faiblement contrôlé par l'administration Française. Certains de leurs confrères créèrent le village de Tabadian, dans la subdivision de Tambacounda.

Peuplée essentiellement de Peuls et de Mandingues, la région enregistre dès le début du XX éme siècle, l'arrivée des migrants Wolofs, en particulier dans le Boundou, près de la voie ferrée. De nos jours, malgré l'inexistence du contexte historique qui prévalait à l'époque, la région de Tambacounda continue à être une zone d'accueil des migrants de la sous-région et des autres régions du pays.

I.2. LE RELIEF

Dans l'ensemble, la région est caractérisée par un relief généralement plat avec quelques collines dans le département de Bakel. Ce relief est entrecoupé de légères dépressions constituées de vallées fossiles du Sandougou et du Mayeldiby. Ce terroir régional est également caractérisé par la présence de plusieurs mares dont quelques-unes seulement sont permanentes.

I.3. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La région de Tambacounda est arrosée par un réseau hydrographique très important constitué par le fleuve Sénégal, la Falémé, le fleuve Gambie ainsi que plusieurs affluents et marigots qui drainent chaque année environ 30 milliards de m^3 d'eau.

I.4. LA PLUVIOMETRIE

La région de Tambacounda se situe entre les isohyètes 450 et 800 mm; elle figure parmi les régions les plus pluvieuses du pays. Cependant cette pluviométrie varie dans le temps et dans l'espace : les mois d'août et septembre sont les plus pluvieux, la

saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord. La quantité d'eau et le nombre de jours de pluie sont décroissants du Sud au Nord.

I.5. LES TEMPERATURES

On distingue deux grandes périodes de régime thermique. La période de basses températures, allant de Juillet à février avec plus de fraîcheur aux mois de décembre et de Janvier et la période de hautes températures se situant entre mars et juin.

I.6. LES VENTS

Sous l'effet de l'anticyclone des Açores, la région est soumise aux types de vents que sont les alizés maritimes de secteur Nord, les alizés continentaux de direction Nord-Est, l'harmattan du secteur Est avec de l'air chaud et sec et la mousson avec de l'air chaud et humide. Entre janvier et juin la vitesse des vents observée à Tambacounda est supérieure à 2 m/s.

I.7. LES SOLS

On distingue différents types de sols :

1. Les sols peu évolués que sont constitués (1) sols peu évolués d'érosion : qui doivent leur jeunesse essentiellement à l'érosion qui intervient en relation avec la pente et (2) des sols peu évolués d'apport : formés par renouvellement de matériaux.
2. Les sols ferrugineux tropicaux parmi lesquels on distingue des sols ferrugineux tropicaux peu lessivés, qui sont des terres favorables au développement de la culture du mil et de l'arachide ; les sols ferrugineux tropicaux lessivés : formés sur matériaux divers.
3. Les sols hydro morphes avec quelques variantes comme les sols hydro morphes formés sur matériau alluvial, les sols hydro morphes formés sur matériau sableux, et les sols hydro morphes formés sur matériau gravillonnaires.

I.8. LA VEGETATION

Elle est abondante et variée compte tenu des conditions écologiques favorables à son développement et de la diversité des écosystèmes présents dans la région. Suivant le domaine phytogéographique et la strate, on relève la prédominance de certaines espèces.

Pour la strate arborée, les combrétacées dominent dans le domaine soudano-sahélien, alors que dans le domaine soudano-guinéen le peuplement est plus composite avec au moins huit (8) espèces dominantes et on y note la présence de formations azonales d'essences mono spécifiques, constituées de bambousaie, rôneraie et de raphieraie.

Le tapis herbacé est dominé dans les deux domaines par les grandes andropogonnées annuelles.

I.9. LA FAUNE

La région de Tambacounda constitue le dernier bastion de la faune du Sénégal. En effet, la région renferme une faune riche et variée. On y trouve des oiseaux, des mammifères, des batraciens, des amphibiens, des reptiles, des insectes, etc.

On y rencontre également les espèces soudaniennes, comme l'hippopotame, et les espèces sahéliennes (Gazelle). L'existence de cette faune est la conséquence d'un habitat bien conservé par endroits, avec des conditions de sécurité pour la survie des espèces. C'est la présence de cette faune qui favorise le développement du tourisme cynégétique.

CONCLUSION

Malgré l'érection de son ancien département de Kédougou devenu région, la région de Tambacounda demeure encore la plus vaste région du pays avec ses 42 706 km². Ainsi, les principales caractéristiques développées en font une région carrefour des écosystèmes. Cette situation s'explique par le prolongement des éco systèmes des quatre pays frontaliers.

Chapitre II : DEMOGRAPHIE

INTRODUCTION

En 2015, la population de la région de Tambacounda est estimée à 730473habitants, soit 5% de la population du pays. Les hommes représentent 51% de la population de la région et les femmes 49%. Soit une supériorité de 2 points de pourcentage en faveur des hommes. La population est majoritairement rurale car plus des deux tiers (76%) résident en milieu rural. La position géographique de la région, frontalière avec trois pays (Mauritanie, Mali et Gambie) et son voisinage avec la Guinée explique la présence d'autres nationalités.

Dans ce chapitre, nous avons retenu l'analyse de la structure par âge et par sexe de la population, sa répartition et ses composantes. En effet dans le contexte de la décentralisation, les éléments de structure et les données de population spatialisées répondent aux besoins des utilisateurs et producteurs de statistiques, mais également à ceux des décideurs et des partenaires au développement. Ensuite il y aura la présentation de la pyramide des âges et la répartition spatiale de la population et les densités.

II.1. ETAT ET STRUCTUREDE LA POPULATION

II.1.1. Niveau et évolution de la population

En 1988 la population de la région de Tambacounda était environ de 385982 habitants. En 2015, cette population estimée à 730473 habitants, a presque doublé 27 ans après avec un taux d'accroissement intercensitaire de 3,3%.

Tableau II.1 : Evolution de la population de la région de Tambacounda entre 1976 et l'année 2015

Désignation \ Année	1976	1988	2002	2013	2014	2015
Population résidente	287313	314857	510914	681310	705396	730473
Taux d'accroissement moyen annuel				2,7%	2,7%	2,7%

Source : ANSD, Projections démographiques2015
NB : de 1976 à 2008, il s'agissait de l'ancienne région de Tambacounda

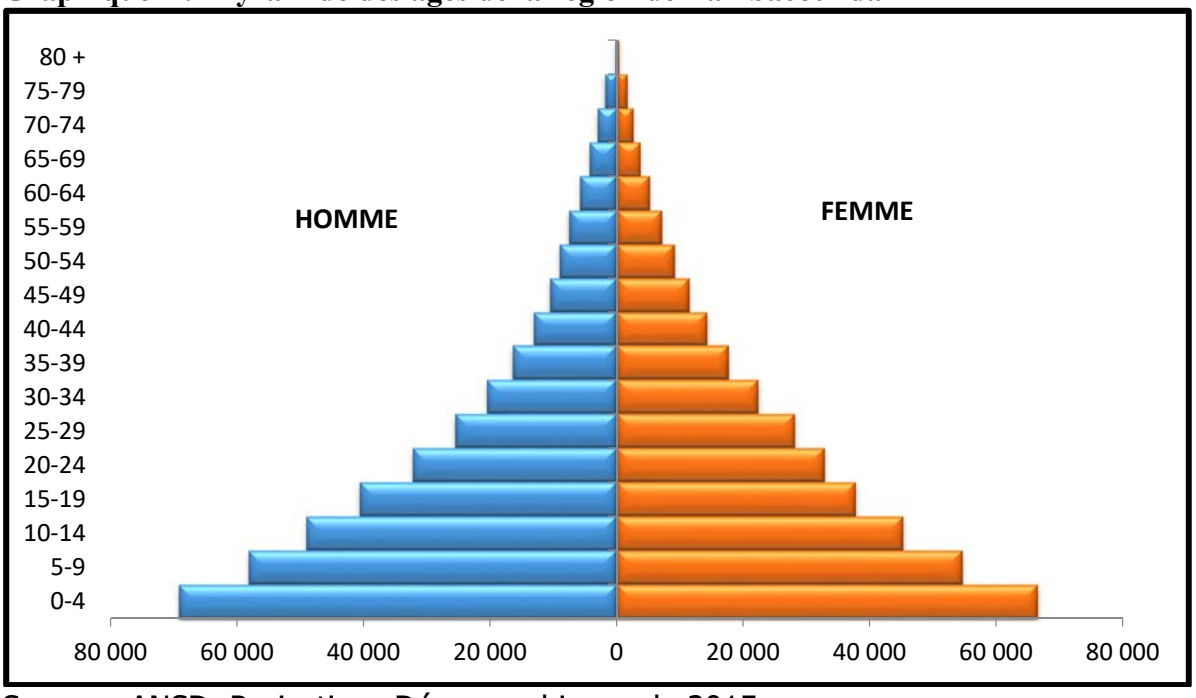
II.1.2. Structure par âge et par sexe

En termes de structure par âge, la population de la région de Tambacounda se caractérise par une extrême jeunesse. L'allure de la pyramide renvoie à la structure typique des populations à fécondité et mortalité élevées. En effet, le rétrécissement rapide de la pyramide aux âges avancés traduit la faible proportion des personnes âgées parmi la population totale de la région.

II.1.3. Analyse de la pyramide des âges

Cette forte jeunesse de la population se traduit à travers l'âge moyen et l'âge médian de la population de la région de Tambacounda. Comme illustré dans le tableau ci-dessous, l'âge moyen de la population de la région de Tambacounda est de 21 contre 22,9 au niveau national. En outre, la moitié de la population de la région est âgée de moins de 17ans.

Graphique II.1 Pyramide des âges de la région de Tambacounda



Source : ANSD, Projections Démographiques de 2015.

Selon le sexe, on note une plus grande jeunesse de la population masculine de la région. Cette forte proportion des garçons de moins de 16 ans peut être liée à une migration sélective des hommes en âge de travailler. L'âge moyen et l'âge médian sont

respectivement de 21 ans et 15 ans chez les hommes et 21 ans et 16 ans chez les femmes.

II.1.4. Répartition spatiale de la population et densité

II.1.4.1. Répartition spatiale.

En 2015, on note une inégale répartition de la population par sexe dans les quatre départements que compte la région de Tambacounda. Dans les départements de Tambacounda, Bakel et Koumpentoum, l'effectif des hommes est en légère hausse par rapport à celui des femmes. Par contre dans le département de Goudiry, les femmes prennent le dessus avec 61330 femmes contre 61804 hommes.

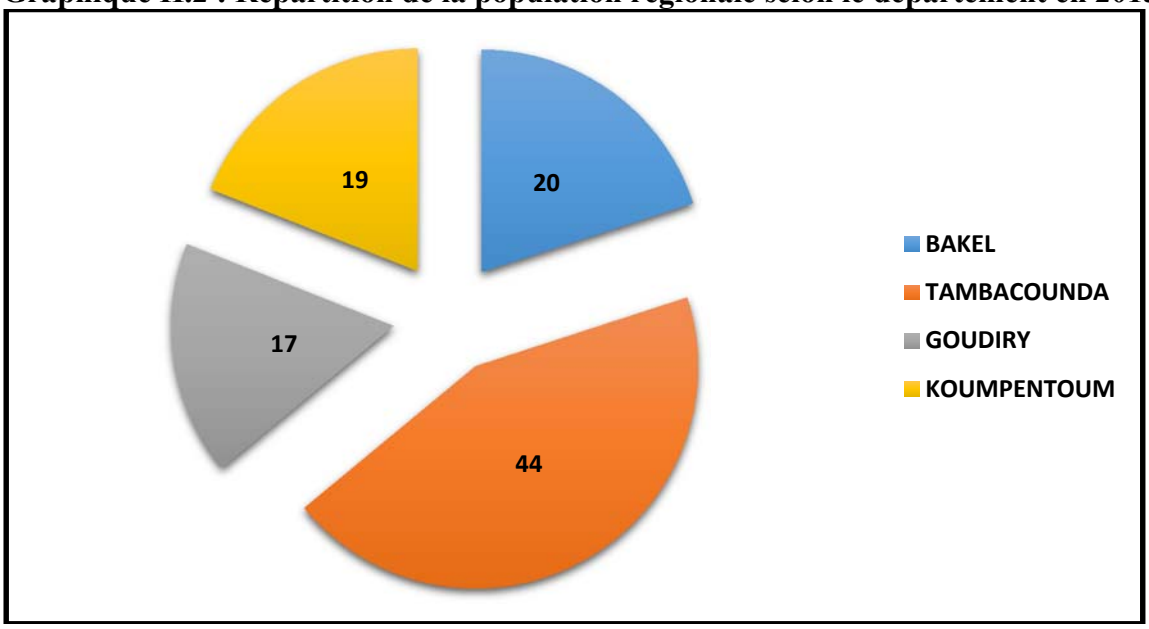
Tableau II.2 : Répartition de la population de la région de Tambacounda par département selon le sexe en 2015

Départements	Effectifs population			
	Masc.	Fém.	Ens.	%
BAKEL	75353	73535	148888	20
TAMBACOUNDA	161900	158850	320750	44
GOUDIRY	61330	61804	123134	17
KOUMPENTOUM	70749	66952	137701	19
Région de TAMBA	369332	361141	730473	100

Source : service régional de la statistique et de la Démographie

La population régionale est inégalement répartie avec une forte concentration (44% de la population) dans le département de Tambacounda qui est ainsi le plus peuplé.Le département de Goudiry est le moins peuplé (17%), tandis que ceux de Koumpentoum et Bakel ont presque le même poids démographique 19 % et 20%.

Graphique II.2 : Répartition de la population régionale selon le département en 2015



Source : ANSD, Projections démographiques2015

II.1.4.2. Densités de population

Du fait de sa très grande superficie et de sa faible population, la région de Tambacounda a une densité de population relativement faible : 17 habitants au km².L'analyse de la densité par département fait ressortir que c'est dans le département de Bakel, qui a la plus petite superficie, où on enregistre la densité la plus élevée avec 26,7 hbts/km2.

Tableau II.3 : Densités de population de la région de Tambacounda selon le département en 2015

Départements	Superficie (km2)	Population (hbts)	Densité (hbts/km2)
BAKEL	5378	148888	27,7
TAMBACOUNDA	13857	320750	23,1
GOUDIRY	17000	123134	7,2
KOUMPENTOUM	6471	137701	21,3
Région de TAMBA	42 706	730473	17,1

Source : ANSD, Projections démographiques2015

Le département de Tambacounda qui regroupe 44 % de la population a une densité de 22,3habitantsau km² alors que le département de Goudiry qui est le moins peuplé affiche en même temps la densité la plus faible 6,9hbts/km2.

CONCLUSION

La population de la région de Tambacounda est jeune. Le département de Tambacounda regroupe 44 % de la population. La région de Tambacounda a une densité de population relativement faible. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes. Elle est aussi essentiellement rurale, malgré une légère amorce d'urbanisation. Cette tendance se poursuivra certainement avec le désenclavement de certaines localités et la mise en œuvre de grands projets structurants.

La population est inégalement répartie, certains départements ont un poids démographique inégalement réparti par rapport à l'étendue de leurs superficies, par conséquent un habitat dispersé et des densités encore faibles.

Chapitre III : URBANISATION, CONSTRUCTION ET HABITAT

INTRODUCTION

Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) est un secteur très visible qui donne une vive illustration des investissements réalisés dans un espace déterminé. Il constitue un moyen de placement durable et participe à la formation brute du capital fixe. Ainsi, la bonne marche du secteur du Bâtiment reflète généralement bien la situation économique du moment. Il s'agira donc dans ce chapitre, à la lumière des données disponibles, d'analyser l'évolution des autorisations de construire délivrées et l'évolution des parcelles loties et distribuées entre 2006 et 2015.

III.1. URBANISATION

En 2015, la population urbaine de la région de Tambacounda est estimée à 173088 hbts soit 24% de la population régionale. Cette population urbaine est inégalement répartie au sein des quatre départements. Le département de Tambacounda compte 66% d'urbains, Bakel 19%, Koumpentoum 8% et enfin Goudiry 7%.

TableauIII.1 Répartition de la population urbaine régionale selon les localités et le sexe.

localités	2015		
	Homme	Femme	Ensemble
Région de Tambacounda			
Département de Tambacounda			
Commune de Tambacounda	57923	57112	115035
Département de Goudiry			
Commune de Goudiry	3811	3551	7363
Commune de Kothiary	2331	2219	4550
Département de Bakel			
Commune de Bakel	7618	6673	14291
Commune de Diawara	3982	4103	8084
Commune de Kidira	5958	4833	10791
Département de Koumpentoum			
Commune de Koumpentoum	5342	5403	10745
Commune de Maleme Niani	1147	1082	2229

Source : Projections. Démographiques.ANSD,2015

III.2. CONSTRUCTION ET HABITAT

III.2.1. Evolution des autorisations de construire délivrées à Tambacounda entre 2014 et 2015

En 2015, les autorisations à construire les plus fréquentes sont les rez-de-chaussée dont 154 lieux d'habitation, 1 lieu de culte et 54 pour les autres catégories. Pour les étages, on constate que 38 autorisations de construire pour lieux d'habitation ont été délivrées en 2015. Globalement on note 192 autorisations de construire des lieux d'habitation en 2015 contre 76 en 2014. Soit une hausse absolue de 116 (du simple à plus du double) autorisations de ce type délivrées. Les autorisations pour établissements commerciaux ont connu une baisse drastique. En effet aucune autorisation de ce type n'a été délivrée en 2015 alors qu'en 2014 on en a autorisé 8.

TableauIII.2 ***Nombre d'autorisations de construire délivrées à Tambacounda en 2014 et en 2015***

Lieux	Rez de chaussée		Etage		Total	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Lieux d'habitation	76	154	0	38	76	192
Etablissements commerciaux	8	0	0	-	8	0
Lieux de culte	0	1	0	-	0	1
Etablissements touristiques	2	1	0	-	2	1
Autres	0	54	0	0	0	54
Total	**86**	**210**	**0**	**38**	**86**	**248**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.3.1 Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements commerciaux entre 2010 à 2015

Globalement, l'évolution du nombre d'autorisations délivrées pour les établissements commerciaux entre 2010 et 2015 a connu des fluctuations d'une année à une autre. Selon le département, Tambacounda est le seul département constant dans la

délivrance des autorisations entre 2010 et 2014. L'année 2012 a enregistré plus d'autorisations délivrées avec un total de 16. Toutefois en 2015, quel que soit le département considéré, aucune autorisation à établissement commercial n'est délivrée.

TableauIII.3 Evolution du nombre d'autorisation de construire délivrées pour les établissements commerciaux entre 2010 et 2015

Départements	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bakel	0	0	0	0	0	0
Goudiry	0	0	0	0	0	0
Koumpentoum	0	0	1	0	0	0
Tambacounda	13	7	15	5	8	0
Région	**13**	**7**	**16**	**5**	**8**	**0**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.2.2. Évolution des Nombres d'autorisations de construire délivrées pour les lieux d'habitation entre 2010 à 2015

En ce qui concerne les autorisations pour les lieux d'habitations en 2015, le département de Tambacounda a enregistré le plus grand nombre avec 177 autorisations de construire (92%), suivi du département de Bakel avec 13 autorisations (7%). Koumpentoum et Goudiry ont délivré chacun une seule autorisation. En termes d'évolution, on constate que le nombre d'autorisations de construire augmente chaque année dans le département de Tambacounda depuis 2010.

TableauIII.4 Evolution du nombre d'autorisation de construire délivrées pour les lieux d'habitation entre 2010 et 2015

Départements	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bakel	0	0	0	0	0	13
Goudiry	0	0	0	0	0	1
Koumpentoum	0	0	0	0	1	1
Tambacounda	52	55	56	58	75	177
Ensemble	**52**	**55**	**56**	**58**	**76**	**192**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.2.3. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les lieux de culte entre 2010 à 2015

Les autorisations de construire pour les lieux de culte sont très faibles au cours des deux dernières années. En deux ans seulement une autorisation n'a été délivrée notamment dans le département de Bakel.

TableauIII.5 Evolution du nombre d'autorisation de construire délivrées pour les lieux de culte entre 2014et 2015

Départements	2014	2015
Bakel	0	1
Goudiry	0	0
Koumpentoum	0	0
Tambacounda	0	0
Région	**0**	**1**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.2.4. Evolution du nombre d'autorisations de construire délivrées pour les établissements touristiques entre 2010 à 2015

Comme pour les lieux de culte, les autorisations pour les établissements touristiques sont très faibles. Seulement une autorisation de construire n'est délivrée en 2015 contre 2 en 2014 notamment dans le département de Tambacounda.

TableauIII.6 Evolution du nombre d'autorisation de construire délivrées pour les établissements touristiques entre 2010 et 2015

Départements	2014	2015
Bakel	0	0
Goudiry	0	0
Koumpentoum	0	0
Tambacounda	2	1
Ensemble	**2**	**1**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.2.5. Lotissement et distribution de parcelles entre 2006 et 2015

Sur les 5374 parcelles loties de 2006 à 2013, 4516 ont été distribuées. Le département de Tambacounda détient plus de la moitié des parcelles loties et des parcelles distribuées. Le département de Koumpentoum a loti 858 parcelles qui ne sont pas distribuées entre 2006 et 2013.En 2015, ce sont 1105 parcelles qui ont été loties dont la distribution est en cours

TableauIII.7 : Nombre de parcelles loties et distribuées

Départements	Parcelles loties de 2006 à 2013	Parcelles distribuées de 2006 à 2013	2014	Parcelles loties et en cours de dsitribution en 2015
Bakel	333 à Kidira en août 2012	333	–	1105
Goudiry	516	516	–	0
Koumpentoum	858	0	–	0
Tambacounda	3667	3667	–	0
Région	**5374**	**4516**	–	**1105**

Source : Service régional de l'Urbanisme et de l'Habitat de Tambacounda

III.3. DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

L'urbanisme dans la région de Tambacounda a connu un essor très important qui se matérialise par des habitations modernes.

III.3.1. LES POTENTIALITES

Les principales potentialités dont dispose le secteur de l'urbanisme dans la région de Tambacounda sont :

- la position frontalière de la région ouvre des perspectives en matière d'échanges commerciaux au niveau de la sous-région et par conséquent stimuler le phénomène d'urbanisation ;
- l'existence de plusieurs relais urbains le long des grands axes de communication

constituent autant de zones potentielles d'urbanisation future ;

- la mise en valeur des potentialités touristiques et le développement d'activités connexes auront un impact certain sur l'urbanisation ;
- la propension des émigrés à investir dans le secteur et leur nombre important ainsi que les moyens financiers dont ils disposent sont un atout

III.3.2. LES CONTRAINTES

Parmi les contraintes que connait le secteur de l'urbanisme nous avons principalement :

- Faible prise en compte du domaine Aménagement du Territoire par les collectivités locales ;
- Manque de plans d'occupation et d'affectation des sols pour les Communautés Rurales ;
- Problème de délimitation entre les communes et les communautés rurales d'une part et entre les communautés rurales d'autre part ;
- Coût élevé du matériel de construction ;
- Droit de superficie est détenu par moins de 1 % des propriétaires ;
- Marché foncier est soumis à une spéculation ;
- Survivance du droit coutumier là où les terres relèvent du domaine national ;
- Existence d'occupants sans titre de propriété
- Occupation irrégulière
- Absorption de village par le périmètre urbain

CONCLUSION :

Globalement on note que les autorisations de construire délivrées en 2015 portent majoritairement sur les lieux d'habitation dont 80% concernent les rez de chaussée et 20% les étages. Le département de Tambacounda à lui seul compte 92% des autorisations d'habitation délivrées et 7% pour le département de Bakel. Les autorisations délivrées pour les lieux de culte, les établissements commerciaux, touristiques et autres sont très faibles dans la région.

Chapitre IV : EDUCATION

INTRODUCTION

Considérée comme l'un des moteurs du développement, l'éducation fait partie des objectifs que les pays souscrits aux OMD se sont fixés afin d'assurer l'éducation pour tous.

A ce titre, Les autorités régionales en charge de l'Education en relation avec les partenaires ont une claire vision pour insuffler une dynamique soutenue de développement du secteur. Cependant, la mise en œuvre de cette vision commande la prise en charge de plusieurs contraintes.

Ce présent chapitre sera articulé essentiellement sur le Bilan de 2013/2014 par rapport à 2014/2015 à travers des thématiques concernant la Petite Enfance, l'Elémentaire, le Moyen Secondaire général, enfin l'Enseignement technique et la Formation professionnelle.

IV.1. LA PETITE ENFANCE

IV.1.1. Les infrastructures

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des établissements d'accueil de la petite enfance par circonscription administrative selon le type. Dans l'ensemble de la région, entre 2013/2014 et 2014/2015, on note une baisse d'un point de pourcentage des établissements d'accueil de la petite enfance. Cette baisse se concentre essentiellement dans le département de Tambacounda (6% de baisse) et concerne les garderies d'enfants et les cases communautaires. Ces dernières sont passées de 6 cases communautaires à une case communautaire soit une baissede 83% de points de pourcentage. Au niveau du département de Goudiry, la situation reste stationnaire alors qu'à Bakel et à Koumpentoum, on note une augmentation du nombre d'établissements d'accueil de la petite enfance notamment en ce qui concerne le nombre d'école maternelle et de garderie d'enfants.

TableauIV.1 : Evolution des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type et la circonscription administrative

Type d'établissement	Année	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	**2013 /2014**	00	00	00	06	**06**
	2014 /2015	00	00	00	01	**01**
	Variation en%	-	-	-	***-83***	***-83***
Case des Tout Petits	**2013 /2014**	12	08	13	30	**63**
	2014 /2015	12	08	13	31	**64**
	Variation en%	***0***	***0***	***0***	***3***	***2***
Ecole maternelle	**2013 /2014**	02	00	00	02	**04**
	2014 /2015	02	00	02	04	**08**
	Variation en%	***0***	***0***	***100***	***100***	***100***
Garderie d'enfants	**2013 /2014**	01	01	01	10	**13**
	2014 /2015	02	01	00	09	**12**
	Variation en%	***100***	***0***	***-100***	***-10***	***- 8***
Total	**2013 /2014**	**15**	**09**	**14**	**48**	**86**
	2014 /2015	**16**	**09**	**15**	**45**	**85**
	Variation en%	***7***	***0***	***7***	***-6***	***-1***

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.1.2. Le personnel

En termes de ressources humaines des établissements d'accueil de la petite enfance, le public classique vient au premier rang avec 88% du personnel de la petite enfance en suite les cases communautaire qui comptent 4% du personnel et enfin le privé catholique et le privé franco-arabe qui compte chacun 3%. Quel que soit le type d'établissement on constate que le personnel féminin est plus élevé que celui des hommes. L'écart le plus important est noté au niveau du public classique avec 37 hommes contre 180 femmes.

TableauIV.2 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et la circonscription administrative

Type d'établissement	Sexe	Dépt de Bakel	Dépt de Goudiry	Dépt de Koumpentoum	Dépt de Tambacounda	Région de Tambacounda
Case communautaire	**Hommes**	03				**03**
	Femmes	08				**08**
	Ensemble	11				**11**
Privé catholique	**Hommes**		03		01	**04**
	Femmes		00		05	**05**
	Ensemble		03		06	**09**
Privé franco arabe	**Hommes**	01		01	00	**02**
	Femmes	01		01	05	**07**
	Ensemble	02		02	05	**09**
Public classique	**Hommes**	04	07	09	17	**37**
	Femmes	35	20	12	113	**180**
	Ensemble	39	27	21	130	**217**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

Le tableau III.3 présente la répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction et le diplôme. Dans l'ensemble, 62% du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance est composé d'éducateurs (trices). Les fonctions qui suivent en termes de poids sont respectivement les directeurs, les femmes de charges, les gardiens, les assistants et les autres personnes administratives.

En termes de diplôme obtenu, 64% du personnel a un niveau BFEM, 12% le baccalauréat et 6% le CFEE. Il faut également noter que 15% du personnel est sans diplôme majoritairement (55%) composé de femmes de charges.

TableauIV.3 : Répartition du personnel des établissements d'accueil de la petite enfance selon la fonction et le diplôme académique

NIVEAU	FONCTION	BFEM	CFEE	BAC	DEUG / BAC+2	Autre	Sans diplôme	Total général
PETITE ENFANCE	Assistant (e)	5	2				4	11
	Autre personnes Admin		2				1	3
	Directeur (trice)	46		5	1			52
	Educateur (trice)	140	12	31	1	1	3	188
	Femme de charge	5	2			2	26	35
	Gardien			1		1	13	15
Total PETITE ENFANCE		**196**	**18**	**37**	**2**	**4**	**47**	**304**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

La répartition selon l'IEF révèle des disparités importantes. Parmi le personnel de niveau BFEM, 18% servent dans l'IEF de Bakel, 7% à Goudiry, 13% à Koumpentoum et 62% à Tambacounda. Cette même tendance est constatéeparmi le personnel ayant un diplôme de baccalauréat puisque près de ¾ des individus de cette catégorie se retrouvent dans le département de Tambacounda. S'agissant du personnel non diplômé, le département de Tambacounda concentre moins de la moitié (45%) alors qu'à Bakel et Goudiry, on y retrouve respectivement 28% et 26% de non-diplômés.
En somme, on note une concentration des personnes ayant les diplômes les plus élevés dans le département de Tambacounda.

TableauIV.4 : Répartition du personnel enseignant des établissements d'accueil de la petite enfance selon le diplôme académique, le sexe et par circonscription administrative

NIVEAU	IEF	SEXE	BFEM	CFEE	BAC	DEUG / BAC+2	Autre	Sans diplôme
PETITE ENFANCE	IEF Bakel	Homme	3	2		1		6
		Femme	32	9	5		3	7
	Ensemble IEF Bakel		**35**	**11**	**5**	**1**	**3**	**13**
	IEF Goudiry	Homme	5		2			3
		Femme	9	1	1			9
	Ensemble IEF Goudiry		**14**	**1**	**3**			**12**
	IEF Koumpentoum	Homme	12					
		Femme	13		2		1	1
	Ensemble IEF Koumpentoum		**25**		**2**		**1**	**1**
	IEF Tamba	Homme	12	1	5			5
		Femme	110	5	22	1		16
	Ensemble IEF Tamba		**122**	**6**	**27**	**1**		**21**
Total PETITE ENFANCE			**196**	**18**	**37**	**2**	**4**	**47**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.1.3. Les effectifs

En 2014/2015, le département de Tambacounda compte 62% de l'effectif total de la petite enfance. Le département de Bakel vient en deuxième position avec 16% et Koumpentoum avec 13% occupe la troisième place. Le département de Goudiry possède l'effectif le plus faible avec seulement 8% de l'effectif total. Ce qui laisse apparaitre des disparités départementales en termes d'effectif. Selon le sexe on note globalement une légère supériorité des filles sur les garçons avec respectivement 52% et 48%. Cette tendance est perceptible dans tous les départements sauf celui de Bakel où les garçons sont légèrement plus représentés.

TableauIV.5 : Répartition des effectifs des établissements d'accueil de la petite enfance selon le type d'établissement, le sexe et par circonscription administrative

NIVEAU	IEF	Classe transitoire			Petite section			Moyenne section			Grande section			TOTAL DIPE		
		Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL
PETITE ENFANCE	IEF Bakel	75	61	136	208	198	406	244	247	491	224	226	450	751	732	1483
	IEF Goudiry				117	116	233	107	143	250	117	105	222	341	364	705
	IEF Koumpentoum	16	16	32	190	208	398	171	229	400	137	167	304	514	620	1134
	IEF Tamba	366	374	740	850	936	1786	724	808	1532	653	742	1395	2593	2860	5453
Total PETITE ENFANCE		**457**	**451**	**908**	**1365**	**1458**	**2823**	**1246**	**1427**	**2673**	**1131**	**1240**	**2371**	**4199**	**4576**	**8775**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.1.4. Quelques indicateurs

En 2014/2015, le taux brut de préscolarisation global est de 12,2% avec 11,3% pour les garçons et 13,1% pour les filles. Pour ce qui est de l'indice de parité, il se situe à 1,16 en 2015 soit 116 filles fréquentant le préscolaire contre 100 garçons.

IV.2. L'ELEMENTAIRE

IV.2.1. Les infrastructures

Globalement le nombre d'établissements de l'élémentaire a connu une hausse de 4% entre 2013/2014 et2014/2015. Cette hausse est seulement observée au niveau des établissements publics (4%). Pour les établissements du privé aucune variation n'est observée. Selon le département, on constate que les établissements publics ont augmenté (10% pour Goudiry, 3% pour Tambacounda et 2% pour Koumpentoum) sauf dans le département de Bakel. Les établissements privés ont enregistré une baisse de 13% dans le département de Bakel.

TableauIV.6 : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement élémentaire selon la circonscription administrative et le statut

Circonscriptions administratives	Année 2013 / 2014			Année 2014 / 2015			Variation en %		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Département de Bakel	140	16	**156**	140	14	**154**	-	-13	**-1**
Département deGoudiry	154	0	**154**	170	0	**170**	10	0	**10**
Département de Koumpentoum	134	1	**135**	137	2	**139**	2	100	**3**
Département de Tambacounda	242	6	**248**	249	7	**256**	3	17	**3**
Région de Tambacounda	670	23	**693**	696	23	**719**	4	0	**4**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.2.2. Le personnel

Sur les 2451 enseignants de l'élémentaire dénombré en 2014/2015, le département de Tambacounda possède l'effectif le plus élevé avec 44% suivi de celui de Bakel avec 27%, Goudiry 15% et enfin Koumpentoum 14%. Dans les départements de la région de Tambacounda, on constate que les hommes sont plus représentés que les femmes dans l'enseignement élémentaire. Le public classique est le type d'établissement le plus fréquenté. A lui seul, l'enseignement public classique compte 93% du personnel enseignant de l'élémentaire.

TableauIV.7 : Effectifs du personnel des établissements d'enseignement élémentaire selon le sexe, le statut de l'établissement et par circonscription administrative

IEF		Privé Catholique	Privé franco arabe	Privé Laïc	Public classique	Publique franco arabe	Total général
IEF Bakel	Homme		69	4	490	8	571
	Femme		7		82	1	90
Ensemble IEF Bakel			**76**	**4**	**572**	**9**	**661**
IEF Goudiry	Homme				321		321
	Femme				55		55
Ensemble IEF Goudiry					**376**		**376**
IEF Koumpentoum	Homme		5	3	285		293
	Femme		1	1	59		61
Ensemble IEF Koumpentoum			**6**	**4**	**344**		**354**
IEF Tambacounda	Homme	18	17	9	714		758
	Femme	19	2	6	275		302
EnsembleIEF Tambacounda		**37**	**19**	**15**	**989**		**1060**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

En 2014/2015, la moitié des enseignants de l'élémentaire ont le BFEM, 46% ont le BAC et seulement 4% ont, un diplôme universitaire. Quel que soit le diplôme considéré, on note que les hommes sont plus représentés que les femmes dans l'élémentaire. Le département de Tambacounda possède le plus d'enseignants diplômés (50% du total BFEM, 38% du total BAC et 26% du total des diplômés du supérieur).

TableauIV.8 : Répartition du personnel enseignant de l'élémentaire par sexe selon le diplôme académique et par circonscription administrative

IEF	SEXE	BFEM	CFEE	BAC	DEUG / BAC+2	Licence	Maitrise/ Master1	Autre	Sans diplome	Total général
IEF Bakel	Homme	235	5	303	8	14	4	1	1	571
	Femme	48		40	2					90
Ensemble IEF Bakel		**283**	**5**	**343**	**10**	**14**	**4**	**1**	**1**	**661**
IEF Goudiry	Homme	142		163	9	4	3			321
	Femme	26		28				1		55
Ensemble IEF Goudiry		**168**		**191**	**9**	**4**	**3**	**1**		**376**
IEF Koumpentoum	Homme	138	2	137	6	7	2		1	293
	Femme	26		31		4				61
Ensemble IEF Koumpentoum		**164**	**2**	**168**	**6**	**11**	**2**		**1**	**354**
IEF Tamba	Homme	408	1	329	8	6	4		2	758
	Femme	199		97	1	2	2		1	302
Ensemble IEF Tamba		**607**	**1**	**426**	**9**	**8**	**6**		**3**	**1060**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.2.3. Les effectifs

En 2014/2015, le nombre d'élèves du cycle élémentaire de la région de Tambacounda est de 99194. Le département de Tambacounda occupe le premier avec 46% de l'effectif total des élèves suivi de celui de Bakel avec 24% et enfin Koumpentoum et Goudiry détient chacun 15%. Les mêmes disparités selon le sexe s'observent également quel que le niveau ou la classe avec une légère supériorité des filles sur les garçons.

TableauIV.9 : Effectifs des élèves de l'enseignement élémentaire dans la région de Tambacounda selon le niveau, le sexe et par circonscription administrative

NIVEAU	IEF	CI			CP			CE1			CE2			CM1			CM2		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Elémentaire	IEF Bakel	2712	2783	5495	2424	2772	5196	2032	1945	3977	1786	1807	3593	1523	1592	3115	1307	1262	2569
	IEF Goudiry	1862	2110	3972	1758	1871	3629	1033	1166	2199	1066	1086	2152	911	999	1910	620	633	1253
	IEF Koumpentoum	1660	1769	3429	1467	1478	2945	1240	1361	2601	1002	1060	2062	824	875	1699	824	914	1738
	IEF Tamba	5445	5386	10831	4291	4308	8599	3726	3923	7649	3462	3540	7002	3026	3084	6110	2718	2751	5469
Total Elémentaire		**11679**	**12048**	**23727**	**9940**	**10429**	**20369**	**8031**	**8395**	**16426**	**7316**	**7493**	**14809**	**6284**	**6550**	**12834**	**5469**	**5560**	**11029**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.2.4. Quelques indicateurs

Pour l'année scolaire2014/2015, le taux brut de scolarisation de l'élémentaire est de 79,57% dont celui des hommes est de 75,43% et celui des femmes de 84,02%. Pour ce qui est de l'indice de parité dans l'élémentaire, il est de 1,11. Ce qui signifie que l'effectif des filles dans l'élémentaire est plus élevé que celui des garçons.

IV.3. LE MOYEN SECONDAIRE GENERAL

IV.3.1. Les infrastructures

L'enseignement moyen et secondaire compte 17 établissements privés et 63 établissements publics en 2014/2015. Les analyses selon le département révèlent que Tambacounda abrite 45% des établissements, Bakel 31%, Goudiry 13% et enfin Koumpentoum 11%.

TableauIV.10 : Répartition du nombre d'établissements du moyen et du secondaire général selon le statut et par circonscription administrative

IEF	Statut	Privé	Public	Total général
IEF Bakel	PRIVE	5		5
	PUBLIC		20	20
Ensemble IEF Bakel		**5**	**20**	**25**
IEF Goudiry	PRIVE	1		1
	PUBLIC		9	9
Ensemble IEF Goudiry		**1**	**9**	**10**
IEF Koumpentoum	PRIVE	1		1
	PUBLIC		8	8
Ensemble IEF Koumpentoum		**1**	**8**	**9**
IEF Tambacounda	PRIVE	10		10
	PUBLIC		26	26
Ensemble IEF Tambacounda		**10**	**26**	**36**
Total par statut		**17**	**63**	**80**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.3.2. Le personnel

En 2014/2015 dans pratiquement tous les IEF de la région de Tambacounda, le personnel enseignant du moyen et secondaire est caractérisé par une supériorité des hommes sur les femmes. On note globalement 84% d'enseignants de sexe masculin et 16% pour le sexe féminin. Comme dans l'élémentaire l'enseignement public classique reste dominant et concentre 82% du personnel enseignant du moyen et secondaire.

TableauIV.11 : Répartition du personnel enseignant du moyen et du secondaire général selon le sexe, le statut de l'établissement et par circonscription administrative

IEF		Privé Catholique	Privé franco arabe	Privé Laïc	Public classique	Total général
IEF Bakel	Homme		11	20	243	274
	Femme			1	40	41
Total IEF Bakel			**11**	**21**	**283**	**315**
IEF Goudiry	Homme				120	120
	Femme				28	28
Total IEF Goudiry					**148**	**148**
IEF Koumpentoum	Homme			12	120	132
	Femme				24	24
Total IEF Koumpentoum				**12**	**144**	**156**
IEF Tamba	Homme	6	37	156	473	672
	Femme	1	4	6	119	130
Total IEF Tamba		**7**	**41**	**162**	**592**	**802**
Total par statut établissement		**7**	**52**	**195**	**1167**	**1421**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

Sur les 1421 enseignants du moyen et secondaire le département de Tambacounda compte 57%, celui de Bakel 22%, Koumpentoum 11% et enfin Goudiry 10%.Selon le diplôme on constate que les enseignants bacheliers constituent la moitié (50%) de l'effectif total. Le niveau BFEM est faiblement représenté (3%). Le niveau universitaire représente 47% de l'effectif total des diplômés du moyen et du secondaire général.

TableauIV.12 : Répartition du personnel enseignant du moyen et du secondaire général selon le sexe, le diplômeacadémiqueet par circonscription administrative

IEF		BFEM	BAC	DEUG / BAC+2	Licence	Maitrise/Master1	DEA/DESS/Master2	Total général
IEF Bakel	Homme	11	136	21	57	49	0	274
	Femme		24	6	9	2	0	41
Total IEF Bakel		**11**	**160**	**27**	**66**	**51**	**0**	**315**
IEF Goudiry	Homme	4	68	8	18	22		120
	Femme		19	1	3	5	0	28
Total IEF Goudiry		**4**	**87**	**9**	**21**	**27**	**0**	**148**
IEF Koumpentoum	Homme	3	54	14	34	27	0	132
	Femme		14	1	3	6	0	24
Total IEF Koumpentoum		**3**	**68**	**15**	**37**	**33**	**0**	**156**
IEF Tamba	Homme	25	298	59	149	140	1	672
	Femme	3	86	3	24	14		130
Total IEF Tamba		**28**	**384**	**62**	**173**	**154**	**1**	**802**
Total par diplôme		**46**	**699**	**113**	**297**	**265**	**1**	**1421**

Source : Inspection d'académie de Tambacounda.

IV.3.3. Les effectifs

Dans l'enseignement moyen, le nombre d'élèves dénombrés au cours de l'année scolaire2014/2015 est de 25814 élèves. Selon le département, il apparait clairement que Tambacounda possède l'effectif le plus élevé avec 51% de l'effectif total des élèves. Bakel vient en deuxième position avec 26%, Koumpentoum 13% et enfin Goudiry 10%.

Pour la même année le secondaire compte 9977 élèves de la seconde à la terminale. Comme précédemment, le département de Tambacounda possède plus de la moitié des élèves (69%), Bakel pour sa part compte 14%, Koumpentoum 12% et enfin Goudiry 5%.

TableauIV.13 : Effectifs des élèves du moyen et du secondaire général selon le sexe, le niveau et par circonscription administrative

IEF		Sixième			cinquième			quatrième			troisième		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
MOYEN	IEF Bakel	1102	1114	2216	840	816	1656	866	863	1729	635	526	1161
	IEF Goudiry	556	441	997	380	272	652	290	213	503	233	183	416
	IEF Koumpentoum	492	453	945	406	425	831	351	318	669	450	371	821
	IEF Tamba	2107	1967	4074	1532	1511	3043	1620	1446	3066	1651	1384	3035
Total MOYEN		**4257**	**3975**	**8232**	**3158**	**3024**	**6182**	**3127**	**2840**	**5967**	**2969**	**2464**	**5433**
IEF		**Seconde**			**Première**			**Terminale**					
		G	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**	**G**	**F**	**T**			
SECONDAIRE	IEF Bakel	370	230	600	224	159	383	263	134	397			
	IEF Goudiry	123	46	169	116	33	149	145	59	204			
	IEF Koumpentoum	247	191	438	246	133	379	301	114	415			
	IEF Tamba	1172	866	2038	1189	823	2012	1613	1180	2793			
Total SECONDAIRE		**1912**	**1333**	**3245**	1775	**1148**	**2923**	**2322**	**1487**	**3809**			

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

IV.3.4. Quelques indicateurs

Pour l'année 2014/2015, on note un taux brut de scolarisation global de l'enseignement moyen de 37,6% (contre 35,8% en 2013/23014), dont 37,8 pour les garçons et 37,5 pour les filles. L'indice de parité du moyen est de 0,99. En ce qui concerne le secondaire, on note globalement un taux brut de scolarisation de 21,93% dont 25,53 pour les garçons et 18,07 pour les filles. L'indice de parité dans le secondaire est de 0,71.

IV.4. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La région de Tambacounda dispose aujourd'hui des structures de formation professionnelles et techniques pour répondre aux besoins des jeunes en matière d'apprentissage. Ces structures de formation sont caractérisées par des filières diverses afin d'augmenter les chances d'insertion des jeunes dans le milieu professionnel.

L'âge des apprenants dans les structures de formation varie entre 16 et 25 ans quel que soit le statut de l'établissement. Dans les établissements publics, on note qu'à tous les âges les filles sont largement plus nombreuses que les garçons sauf à l'âge avancé de 25 ans. Par contre dans les établissements privés l'effectif des garçons est supérieur à celui des filles sauf pour les âges de 19 et 25 ans.

TableauIV.14 Répartition des effectifs des apprenants par âge

Région	Statut	Sexe	AGES										Total Général
			16 ans	17 ans	18 ans	19 ans	20 ans	21 ans	22 ans	23 ans	24 ans	25 ans	
Tambacounda	Privé	Filles		3	4	23	17	17	16	30	21	22	153
		Garçons		6	12	17	33	36	25	45	33	11	218
	Public	Filles	60	49	47	64	48	40	37	20	10	1	376
		Garçons	9	19	27	37	23	28	13	8	4	3	171

Source : Annuaire Statistique FPT 2015

En 2015, le diplôme le plus élevé délivré par les centres de formation professionnels de la région de Tambacounda est le Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP). Globalement les filles sont surtout nombreuses dans les filières comme la coiffure et la coupe couture et la confection avec respectivement 5 filles et aucun garçon, 7 filles contre 1 garçon à Kidira (la même tendance s'observe à Bakel et à Tambacounda). Pour la restauration et l'hôtellerie aussi bien à Bakel, à Kidira et à Tambacounda, on note aussi plus de filles que de garçons. Pour ce qui est des filières comme l'électricité et le froid climatisation, les garçons sont plus nombreux que les filles avec 34 garçons contre une fille dans le premier cas, et 22 garçons contre 2 filles dans le deuxième cas, notamment à Bakel. La même tendance s'observe dans le département de Tambacounda.

TableauIV.15 : Répartition des effectifs d'apprenants par diplôme d'état, par filière selon le sexe au niveau du public

REGION	CAP		Total	
NOM ETABLISSEMENT	F	G	F	G
Tambacounda	124	97	124	97
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CFP de BAKEL	16	76	16	76
Dessin bâtiment	13	12	13	12
Electricité	1	34	1	34
Froid climatisation	2	22	2	22
Tôlerie	0	8	0	8
CETF BAKEL	24	7	24	7
Coupe Couture et confection	3	0	3	0
Restauration hôtellerie	21	7	21	7
CETF de Kidira	21	13	21	13
Coiffure	5	0	5	0
Coupe Couture et confection	7	1	7	1
Electricité	2	11	2	11
Restauration hôtellerie	7	1	7	1
CRETF DE TAMBACOUNDA	63	1	63	1
Coiffure	14	0	14	0
Coupe Couture et confection	19	0	19	0
Restauration hôtellerie	30	1	30	1

Source : Annuaire Statistique FPT 2015

La répartition des enseignants du public par diplôme dans l'enseignement professionnel et technique montre globalement que les hommes sont plus diplômés que les femmes (68 hommes contre 23 femmes, soit une différence de 45 enseignants de plus). Les femmes sont pour la plupart titulaires du CAEP (Certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel) et du CAEEFS.

TableauIV.16 Répartition des enseignants du public par diplôme professionnel

REGION	SEXE	CAES /CAESTP	CAEM /CAEMTP	CAECEM	CAEEFS	CAEP	Autre	Sans diplôme	Total général
Tambacounda	Femme				4	1	18		23
	Homme	6	3	3	3	1	51	1	68

Source : Annuaire Statistique FPT 2015

En 2015, les enseignants contractuels de l'enseignement professionnel et technique représentent 96% de l'ensemble des enseignants et les fonctionnaires 4%. Parmi les contractuels les femmes représentent 24% et les hommes 76%.

TableauIV.17 : Répartition des enseignants du public par sexe, par établissement et selon la catégorie

Région de Tambacounda	Sexe	Contractuel	Fonctionnaire	Total général
Lycée d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle de Tambacounda	Homme	6		
CRETF Tambacounda	Femme	9	1	10
	Homme	13	2	15
CETF Kidira	Femme	5	1	6
	Homme	9	-	9
CETF Bakel	Femme	2	-	2
	Homme	8	-	8
Centre Régional de Formation en Santé	Femme	5	-	5
	Homme	18	-	18
Centre de Formationj Professionnelle CFP de Bakel	Homme	12	-	12

Source : Annuaire Statistique FPT 2015

IV.5. Atouts et contraintes

Le secteur éducatif de la région de Tambacounda possède d'énormes d'atouts importants favorables à son épanouissement mais également connait beaucoup de contraintes.

IV.5.1. Atouts et potentialités

Comme principaux atouts nous avons :

- L'existence d'une diaspora comme source de développement de partenariats féconds
- L'importance des disponibilités foncières.
- La possibilité de diversifier l'offre éducative avec l'implantation d'écoles franco-arabes.
- La vocation agro-sylvo-pastorale de la zone pour la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur.
- Le nouveau découpage administratif (encadrement de proximité)
- Début d'installationd'établissement public du supérieur

IV.5.2. Contraintes

Les principales contraintes du secteur éducatif sont :

- Taux élevé de l'analphabétisme
- Les pesanteurs socioculturelles : mariages précoces et forcés.
- Prépondérance des écoles à cycle incomplet.
- La faiblesse de l'intervention du secteur privé
- L'offre d'éducation peu diversifiée (modèle classique)
- La position de zone carrefour par rapport à certains fléaux.
- L'émigration massive des jeunes.
- L'instabilité en milieu scolaire
- L'étendue de la région
- la dispersion et la faible taille démographique des établissements humains
- le nombre encore élevé d'abris provisoires même si l'académie vient de réceptionner entre autres trente (30) écoles du PAQEEB avec un paquet de service intégré (03 SDC, 01 BH, 01 BM, 01 PE, 01 MC pour chaque école) et de la faible prise en compte de la dimension PE, inclusive,
- la faible fréquentation des établissements scolaires surtout en milieu rural ;
- le déficit en équipements et en locaux fonctionnels ;
- l'absence d'un système d'enseignement supérieur public ;
- le nombre élevé de classes spéciales (CDF et CMG) et d'écoles à cycle incomplet ;
- le retrait progressif du PAM passant de 649 écoles bénéficiaires de cantines scolaires en 2014 à 363 en 2015 ;
- le manque d'établissements d'enseignement technique et professionnel à Goudiry et à Koumpentoum;
- depuis 2008, la construction du lycée technique est toujours en chantier ;
- 31704 élèves ne disposent pas de pièce d'état civil soit 32% des effectifs à l'élémentaire ;

CONCLUSION :

En 2015, on constate que globalement, les établissements d'accueil de la petite enfance ont une connu une baisse par rapport à 2014. Dans l'élémentaire par contre on note une hausse de 4% du nombre d'établissements du cycle entre 2014 et 2015. A l'exception du développement intégré de la petite enfance, le personnel enseignant est majoritairement constitué d'hommes.

Chapitre V : SANTE

INTRODUCTION

Durant la période 2005-2009, la mise en œuvre du Programme National de Développement Sanitaire dans la région a été marquée par la création de 3 nouveaux districts sanitaires, ainsi, la région passe de **4** à **7** districts. Cette forte modification de la carte sanitaire a eu pour effet bénéfique d'améliorer :

- ✓ la gestion de proximité de la santé des populations ;
- ✓ la répartition dans l'espace des formations sanitaires ;
- ✓ les capacités de pénétration dans l'arrière-pays avec le renforcement du désenclavement sanitaire de toutes les zones frontalières à la Gambie, au Mali et à la nouvelle région de Kédougou ;
- ✓ l'accès géographique des populations à des soins de santé d'un niveau plus élevé avec la création de 3 nouveaux centres de santé dotés de moyens d'hospitalisation et de diagnostic;
- ✓ la poursuite voire l'intensification du Programme de Renforcement du Système de Santé avec l'arrivée, dans le panier des partenaires, de la Banque Islamique de Développement (BID) et de la Coopération Japonaise (JICA) venus renforcer les actions de développement sanitaire de la Banque Africaine de Développement (BAD) et des autres institutions d'appui notamment celles du système des Nations Unies (OMS, UNICEF, UNFPA, etc.) ;
- ✓ la mise en œuvre des initiatives de gratuité notamment pour les accouchements et les césariennes ainsi que le plan Sésame pour les personnes âgées de plus de 60 ans, toutes les initiatives qui ont permis de renforcer la lutte contre l'exclusion et la discrimination dans l'accès aux structures sanitaire.

V.1. Les infrastructures de santé

En 2015, le nombre d'hôpitaux de la région de Tambacounda n'a pas connu de variation par rapport à l'année 2014. Pour ce qui est des centres de santé et des postes de santé, on note globalement une hausse de 20%. Les cases de santé ont connu aussi une hausse d'un point de pourcentage. La hausse dans le premier cas est surtout

imputable à la hausse du nombre d'infrastructures dans le département de Tambacounda (53%), ensuite de Koumpentoum (13%) et enfin de Goudiry (9%). Toutefois on note que les départements de Koumpentoum et de Goudiry sont les moins dotés en termes de postes et de centres de santé.

Tableau V.1 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques selon le type, par circonscription administrative

Type de Structure de santé	Année	Département de Bakel	Département de Goudiry	Département de Koumpentoum	Département de Tambacounda	Région de Tambacounda
Hôpital	2014	0	0	0	1	1
	2015	0	0	0	1	1
	Variation en %	0	0	0	0	0
Centre de santé / Poste de santé	2014	38	22	15	32	107
	2015	38	24	17	49	128
	Variation en %	0	9	13	53	20
Case de santé	2014	15	23	35	54	127
	2015	15	25	36	52	128
	Variation en %	0	9	3	-4	1
Total	2014	53	45	50	86	234
	2015	53	49	53	101	256
	Variation en %	0	9	6	17	55

Sources : Région médicale de Tambacounda rapport 2015

Au total la région de Tambacounda a connu, en 2015, une hausse de 55% de ses structures sanitaires par rapport à l'année 2014.

Tableau V.2 : Répartition des structures sanitaires privées par département selon le type

Structures sanitaires privées	Année	Département de Bakel	Département de Goudiry	Département de Koumpentoum	Département de Tambacounda	Région de Tambacounda
Hôpital	2014	0	0	0	0	0
	2015	0	0	0	0	0
	Variation en %	0	0	0	0	0
Clinique	2014	0	0	0	**2**	**2**
	2015	0	0	0	**2**	**2**
	Variation en %				0	0
Poste de santé connu	2014	**2**	**1**	**2**	**8**	**13**
	2015	**2**	**1**	**2**	**8**	**13**
	Variation en %	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Poste de santé d'entreprise	2014	-	-	-	**1**	**1**
	2015	-	-	-	**1**	**1**
	Variation en %				**0**	**0**
Officine de Pharmacie	2014	**3**	**2**	**1**	**8**	**14**
	2015	**2**	**4**	**1**	**7**	**14**
	Variation en %	**-33**	**1**	**0**	**-13**	**0**

Sources : Région médicale de Tambacounda Rapport 2015

En 2015, la région compte 14 Officines de pharmacie dont 7 dans le département de Tambacounda, 2 dans le département de Bakel, 4 dans le département de Goudiry, et 1 dans le département de Koumpentoum.

Il y a eu une nette amélioration de certains indicateurs de couverture comme par exemple le nombre d'habitants par poste de santé qui passe de 7176 à 5806 proche de la norme OMS fixée à 5000 hbts par poste de santé.

Tableau V.3 : Indicateurs de couverture sanitaire des populations

Indicateurs	2014	2015	Normes OMS
Nombre d'habitants par poste de santé	7176	5806	**1/5 000**
Nombre d'habitants par centre de	102520	[1]	**1/100**
Nombre d'habitants par hôpital	717643	730473	**1/150**

Sources : Région médicale de Tambacounda Rapport 2015

V.2. Le personnel de santé

En 2015, le personnel dominant des structures parapubliques et privées est constitué d'infirmiers et de sages-femmes. Dans le secteur étatique, ils représentent 89% de l'ensemble du personnel et pour le privé ils se situent à 37%. Toutefois on note une absence totale des chirurgiens-dentistes dans les deux secteurs.

Tableau V.4 : Répartition du personnel de santé selon la qualification professionnel, le type de structure et le statut

Catégorie professionnelle	Total	STATUT	
		Etat	Privé
Médecin	8	1	7
Pharmacien	6		6
CHIRUR DENT	0	0	0
IDE/AS	23	17	6
SFE	12		12
TS Labo	1		1
TSO	2	1	1
PERS S	1		1
ASC	8		8
GEST DEPOT	1		1
AUTRES			

Sources : Région médicale de Tambacounda Rapport 2015

[1] Pour la partie non renseignée, l'information n'est pas disponible

En 2015, on constate que seul le district de Tambacounda est proche de la norme de couverture de l'OMS (1 médecin pour 10000 hbts) pour la catégorie des médecins avec 1 médecin pour 10295 hbts. Pour le ratio de couverture des infirmiers, (1 infirmier pour 3000 hbts) le district de Kidira vient en première position avec 1 infirmier pour 2760 hbts. Bakel occupe le second rang avec 1 infirmier pour 2933 hbts. DiankéMakha et Koumpentoum sont les districts les plus éloignés dans le respect de cette norme. Pour la couverture des sages-femmes concernant les femmes en âge de reproduction, le district sanitaire de Koumpentoum est le seul dont le ratio est loin de la norme c'est-à-dire 1 sage-femme pour 5000 hbts.

Tableau V.5 : Répartition des effectifs personnel clé des structures de santé par district sanitaire selon la qualification professionnelle et le niveau de couverture

Districts	Population totale	Médecins	Ratio /pop.	Infirmiers	Ratio /pop.	FAR + [2]	Sage-Femme	ratio/FAR
Bakel	90 924	2	45 462	31	2 933	20 913	8	2 614
Dianké Makha	78 546	1	78 546	8	9 818	18 066	6	3 011
Goudiry	44 588	2	22 294	12	3 716	10 255	4	2 564
Kidira	57 965	3	19 322	21	2 760	13 332	11	1 212
Koumpentoum	137 700	3	45 900	17	8 100	31 671	3	10 557
Maka	73 656	3	24 552	18	4 092	16 941	4	4 235
Tambacounda*	247 091	24	10 295	83	2 977	56 831	38	1 496
Région	**730 470**	**38**	19 223	**190**	3 845	**168 008**	**74**	2 270
* Inclus le personnel du CHRTc, la Région Médical, le secteur parapublic* et privé*								

Sources : Région médicale de Tambacounda Rapport 2015

V.3. Bilan des programmes de santé

Plusieurs programmes de santé sont exécutés dans la région dont le Programme national de lutte contre le paludisme et le Programme de lutte contre la tuberculose.
Les indicateurs de performance obtenus en 2015 montrent que des efforts ont été effectués par rapport à l'année 2014.Il s'agit notamment du taux d'accouchement assisté par du personnel qualifié qui a connu une hausse de 5%, de la proportion d'enfants âgés de 0 à 11 mois complètement vaccinés (hausse de 23,3%) mais aussi de l'augmentation du nombre de personnes vivant avec le VIH et mises sous ARV qui passe de 2038 à 2468 en 2015 soit une augmentation de 21,1%. Néanmoins des

[2] FAR signifie Femme en Age de Reproduction

insuffisances ont été constatées au niveau de l'achèvement de la consultation prénatale qui a connu une baisse de 20% entre 2014 et 2015. L'effectif des personnes de 15-49 ans ayant été dépistées du VIH a également connu une baisse absolue de 275 individus.

Tableau V.6 : Quelques indicateurs de mesure de performance
Source : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2015

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015	Ecart/ Taux de réalisation de 2015	Ecart entre 2014 et 2015 (réalisations)
Santé et nutrition					
Taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié	42%	47%	65%	72%	+5%
Taux de prévalence contraceptive	9%	9%	8%	112%	0%
Taux d'achèvement (couverture adéquat) en CPN	15%	12%	12%	100%	-3%
UREN					
Prévalence de l'insuffisance pondérale	-	21.3%	10%	-	-
Proportion d'enfants malnutris guéris	-	78 ,5%	*75%*	-	-
CREN					
Prévalence de l'insuffisance pondérale	ND	ND	ND	ND	ND
Proportion d'enfants malnutris guéris	-	86 ,5%	*75%*	-	-
Proportion d'enfants âgés de 0-11 mois complètement vaccinés	65%	80.15%	90%	88%	+15,5%
Nombre de PVVIH mises sous ARV	2038 (2014)	2468 (2015)	2631	93%	430
Nombre de personnes âgées de 15 à 49 ans ayant bénéficié du dépistage du VIH au cours de l'année	40944 (2014)	40669 (2015)	57328	71%	-275
Nombre de décès maternel	97	113			+16

V.3.1. Programme national de lutte contre le paludisme

Il apparait clairement que tous les districts ont dépassé l'objectif de 80% sur la chimio prévention du paludisme. Le nombre de passages mis en œuvre dans la région se situe à trois. Koumpentoum et MakaColibantang sont les districts dont la couverture est plus importante avec respectivement 102,5% et 100,9%.

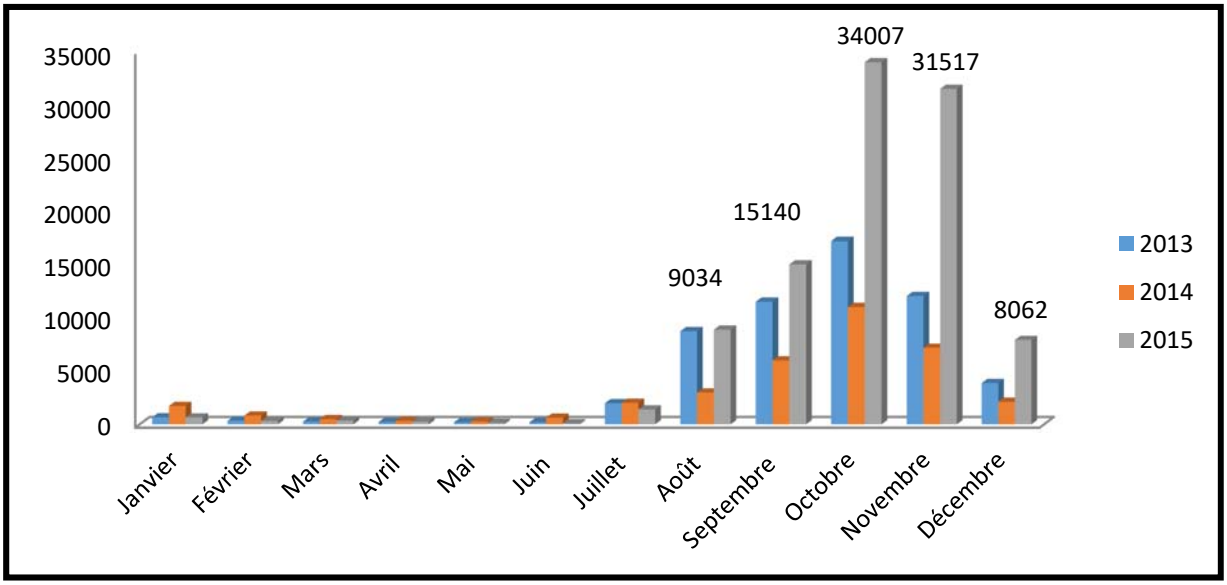
Tableau V.7 Chimio prophylaxie du paludisme saisonnier (CPS), par district

DISTRICTS	CIBLE	Enfants traités Passage 1	Enfants traités Passage 2	Enfants traités Passage 3	Couverture
Bakel	27 279	25 687	25 140	25 314	92,8%
DiankéMakha	13 378	12 212	11 684	11 944	89,3%
Goudiry	23 565	23 120	22 227	22 505	95,5%
Kidira	13 243	15 720	15 590	14 524	83,5%
Koumpentoum	41 312	44 074	42 883	42 336	102,5%
MakaColibantang	22 098	24 837	23 922	22 298	100,9%
Tambacounda	74 129	67 890	68 013	68 546	92,5%
Région	215 004	213 540	209 459	207 467	96,5%

Source : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2015

De 2013 à 2015, on note que le nombre de cas de paludisme est surtout élevé entre le mois d'août et le mois de décembre. Quel que soit l'année les cas de paludisme sont surtout répandusau mois d'octobre. L'année 2015 a enregistré plus de cas par rapport aux deux années précédentes.

Graphique V.1 : Comparaison de l'évolution des cas de paludisme de 2013 à 2015



Source : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2015

En 2015, ce sont 386 femmes enceintes qui ont reçu plus de 3 doses de sulfadoxine-pyriméthamine (sp) en traitement préventif intermittent. Le district sanitaire de Bakel a enregistré le plus grand nombre (28%) de femmes enceintes ayant reçu plus de trois doses de sulfadoxine-pyriméthamine suivi du district sanitaire de MakaColibantang avec 24%. Le district sanitaire de DiankéMakha est celui qui a enregistré l'effectif le plus faible (moins de 1%).

Tableau V.8 : Traitement préventif intermittent (TPI) pour les femmes enceintes

Districts	Nombre femmes enceintes ayant fait la première CPN. (1er Contact).	Nombre femmes enceintes ayant reçu la première dose de SP1.	Nombre femmes enceintes ayant reçu la deuxième dose de SP2.	Nombre femmes enceintes ayant reçu la troisième dose de SP3.	Nombre femmes enceintes ayant reçu plus de 3 doses de
Bakel	3092	2795	2217	1365	107
DiankéMakha	1012	790	542	230	2
Goudiry	2780	2318	1730	1032	65
Kidira	1757	1393	1122	478	11
Koumpentoum	5894	4532	3137	1599	20
MakaColibantang	2984	2617	1833	844	92
Tambacounda	8600	6626	4255	1791	89
Région	26119	21071	14836	7339	386

Sources : Région Médicale Tambacounda, Rapport 2014

V.3.2. Programme de lutte contre la tuberculose

Le tableau suivant montre qu'en 2015, le taux de détection de la tuberculose sous toutes ses formes varie d'un district à un autre. Tambacounda et Bakel ont enregistré les taux de détection les plus élevés avec respectivement 81% et 29% des détections dans la région. Les districts sanitaires de DiankéMakha et de MakaColibantang sont caractérisés par des taux de détection très faibles avec respectivement9% et10%.

Tableau V.9 : Evolution du Taux de détection de la tuberculose selon le district

Districts	Pop2015	Cas TPM+ attendus	NC TPM+ détectés	Taux de détection TPM+	Cas ttes formes détectés	Cas ttes formes attendus	Taux Détection toutes formes en %	Nbre de cas de TB de moins de 15 ans
Bakel	90 924	90	26	29%	26	90	29	0
DiankéMakha	78 546	44	2	5%	4	44	9	0
Goudiry	44 588	82	19	23%	19	82	23	0
Kidira	57 965	56	6	11%	7	56	13	0
Koumpentoum	137 700	134	28	21%	35	134	26	0
MakaColibantang	73 656	73	6	8%	7	73	10	0
Tambacounda	247 091	242	101	42%	195	242	81	14
Région	730 470	723	186	26%	255	724	35	14

Sources : Région médicale de Tambacounda, rapport 2015

V.3.3. Activités de nutrition

Dans les zones PRN telles que le district de Koumpentoum, la prise en charge des enfants dure 2 mois. Ainsi, le nombre d'enfants réhabilités et supplémentés en vitamine A sera disponible durant le mois d'octobre 2015.

Tableau V.10 : Evolution des résultats des campagnes de supplémentassions en vitamine A et de déparasitage menées dans la région de Tambacounda

Trimestre	District	Pesée (0-23 mois)				Dépistage MA (6-59 mois)				
		Nombre d'Inscrits			Nombre d'enfants pesés	Nombre d'Inscrits			Nombre d'enfants dépistés	
		Anc.	Nouv.	Total		Anc.	Nouv.	Total		
Trim 1	Région de Tamba counda	11071	1971	13042	12329	8453	742	21524	11529	
Trim 2		17257	1031	18288	11491	1353	69	12913	10519	
Trim 3		9565	446	10011	9915	364	48	412	19051	
Trim 4	Koumpentoum	8778	282	9060	8383	22348	0	22348	19918	
	Makacolibantang	761	88	849	849	4517	183	4700	4700	
	Tamba counda	59	576	635	635	0	100	100	100	
	Goudiry	99	9	108	72	0	0	0	0	
	Dianké makhan	552	131	683	680	126	0	126	126	
	Bakel	194	25	219	219	0	0	0	0	
	Kidira	124	5	129	129	94	2	96	96	
	Total	**10567**	**1116**	**11683**	**10967**	**4737**	**285**	**5022**	**24940**	

Trimestre	District	Insuffisance pondérale			Malnutrition Aigüe (MA)					Nombre d'enfants de 6-59 mois supplémentés en vitamine A
		Inadéquat	Inadéquat 2 mois de suite	Nombre d'enfants avec statut incorrect (Jaune + Rouge)	MAM dépistés	MAM pris en charge (FARNE, VAD, Regroupement hebdo.)	MAS référés	MAS contre référés et suivis	MAM / MAS réhabilités	
Trim 1	Région de Tamba counda	6259	4	874	442	1563	45	45	266	37
Trim 2		263	39	29	3	1762	0	0	0	659
Trim 3		3133	0	580	1291	1300	143	143	4	3
Trim 4	Koumpentoum	3244	84	582	1357	1357	130	125		
	Makacoli bantang	217	6	34	191	191	36	36		
	Tambacounda	11	0	24	9	33	5	5		
	Goudiry	16	0	0	0	0	0	0		
	Dianké makhan	0	0	0	0	0	0	0		
	Bakel	15	0	0	0	0	0	0		
	Kidira	7	0	0	0	0	0	0		
	Total	**3510**	**90**	**640**	**1557**	**1548**	**166**	**36**		

Sources : Région médicale de Tambacounda, rapport 2015

CONCLUSION

Globalement on note qu'en 2015, le nombre de centre de santé et de poste de santé a connu une hausse de 20% par rapport à l'année 2014.Les cases de santé ont connu une hausse d'un point de pourcentage. Pour ce qui est du nombre d'hôpitaux, aucun changement n'est noté. Le personnel sanitaire est surtout caractérisé par une forte présence d'infirmiers et de sages-femmes avec 89% dans le secteur étatique. D'où la question du manque criard de personnel spécialisé (docteurs et médecins spécialistes) dont la population de la région de Tambacounda ne cesse de solliciter auprès des autorités.

Chapitre VI : AGRICULTURE

INTRODUCTION

L'Agriculture occupe une place importante dans les activités socioéconomiques de la région de Tambacounda. Cette dernière dispose d'un certain nombre de facteurs favorables pour le développement de l'agriculture.

Les principales cultures dans la région de Tambacounda sont : L'arachide, le coton, le mil, le maïs, le sorgho, le riz, le niébé, le fonio, la banane, le sésame.

La bonne pluviosité de cet hivernage conjuguée à une situation phytosanitaire calme et une bonne qualité des semences mises en place ont un effet positif sur le niveau de production.

Dans ce chapitre, nous allons faire le point sur les services techniques, autres intervenants et infrastructures, les systèmes de cultures, les résultats enregistrés par spéculation dans la région, ainsi que les intrants utilisés.

VI.1. LES SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VI.1.1. Les services techniques

Le principal service technique régional qui exerce la tutelle dans le domaine de l'Agriculture est la Direction régionale de l'Agriculture (DRDR) et ses services déconcentrés en l'occurrence, les quatre Services départementaux du développement rural (SDDR).

VI.1.2. Les autres intervenants.

Parmi les autres acteurs intervenants dans le secteur on note l'ANCAR, la SODEFITEX et le PADAER.

VI.2. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

La préparation de la campagne agricole a été menée conjointement avec la participation de tous les acteurs du secteur à l'occasion des réunions de concertation présidées par l'autorité administrative régionale.

VI.2.1. La mise en place des semences

Parmi les semences mises en place il y'a : le maïs local, le maïs hybride, le mil, le sorgho local, le sorgho hybride, le riz et le niébé.

Le Taux de couverture des besoins céréaliers est de l'ordre de 84%.La bonne pluviosité de cet hivernage conjuguée à une situation phytosanitaire calme et une bonne qualité des semences mises en place ont eu un effet positif sur le niveau de production. Ainsi, on a noté en 2015 une nette progression de la culture du maïs et du sorgho, de 113110 tonnes de céréales (mais et sorgho) en 2014 on est à 136 626 tonnes en 2015 soit un bond de 23516 tonnes dépassant de 9% la cible. La production de riz paddy est en hausse de 2 128 tonnes en 2014 elle est passée à 6 843 tonnes en 2015. La cible des 12 000 tonnes est atteinte à 50% tandis que la superficie cultivée a connu une baisse de 138 ha. Avec de vastes terres aptes à l'agriculture pluviale et à la culture irriguée, une bonne pluviométrie, d'appréciables ressources en eau de surface, et une nouvelle dynamique organisationnelle des producteurs et l'accompagnement des projets et programmes, la riziculture, la région de Tambacounda jouera d'une manière significative sa partition dans la bataille nationale pour l'autosuffisance en riz. La culture arachidière a connu une augmentation très satisfaisante de la production. De 49 594 en 2014 elle est passée à 91 500 tonnes en 2015 soit un surplus de 41906. Si l'objectif n'a pas été atteint il faudra tout de même apprécier cet effort remarquable réalisé.

TableauVI.1 : Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015

	Réalisations				
Indicateurs	**2014**	**2015**	**Cibles 2015**	**Taux de réalisation**	**Ecart 2014 entre 2015**
Besoins céréaliers (%)	71,5	84	100	84	12,5
Production céréales (tonnes)	113110	136626	125000	109%	23516
Production riz paddy	5683	6843	12000	57%	1160
Superficies riz (Ha)	2128	1990	4000	50%	-138
Production arachidière (tonnes)	49 594	91500	100000	92%	41906
Production oignon (tonnes)	ND				
Production banane (tonnes)	22 000	25 000			3 000
Exportations horticoles (tonnes)	N.D				

Source : DRDR région de Tambacounda rapport 2015

Les semences de Maïs local reçues pour la campagne 2014/2015 tournent autour de 60,3 tonnes contre 55 tonnes vendues et le mil avec 23,5 tonnes reçues et 23,5 tonnes vendues ; le sorgho local avec 46,5 tonnes reçues contre 43,8 tonnes vendues.

VI.2.2. La mise en place des engrais et autres fertilisants

Le PADAER qui est un des principaux acteurs dans ce secteur a eu à faire les réalisations suivantes :

- Appui à 157 Organisation de Producteurs ;
- L'accès à 307 tonnes d'engrais, 18 tonnes de semences certifiées pour 1003 ménages en 2014 et de 1279 tonnes d'engrais, 12 737 litres d'herbicides et 135,9 tonnes de semences certifiées pour 3981 ménages en 2015 ;
- Emblavures de 814 ha de Maïs et 36 ha de riz pluvial en 2014 et de 2000 ha de Maïs et 1681,75 ha de riz pluvial en 2015 ;
- Formation de 1173 producteurs sur : les itinéraires techniques de production riz et maïs, la gestion financière, le leadership, les techniques de DRS, la législation semencière, les techniques de pépinières forestières, les techniques de conduite de motofaucheuses, le coaching commercial ;
- Mise à disposition de 1154 unités de petits équipements agricoles (semoirs, houe sine, charrues et charrettes), 170 animaux de trait (chevaux) et 121968 sacs de 50 kg ;
- Production de 18 tonnes de riz et 1956 tonnes de maïs en 2014 et de 5197 tonnes de maïs et 4544 tonnes de riz pluviales en 2015 ;
- Appui à la commercialisation de 526 tonnes de produits agricoles (maïs et riz) pour un montant de 83 449 400 F CFA ;

VI.2.3. La mise en place des matériels et équipements agricoles

La mise en place du matériel au titre de la campagne 2014/2015 a concerné le matériel de culture attelé notamment : la Houe occidentale à 3 dents, la Charrue UCF et le Semoir Super-éco + 3 disques.

VI.3. BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

VI.3.1. Les cultures vivrières

En 2015, quel que soit le département considéré, on constate que la production de mil a connu une hausse par rapport à l'année 2014. Les départements de Koumpentoum et de Tambacounda ont enregistré les productions les plus importantes avec respectivement 27766 tonnes et 16315 tonnes. La production de mil la plus faible est notée dans le département de Bakel. Pour les autres céréales, si une hausse est constatée dans certains départements, la production a connu une baisse dans d'autres.Pour ce qui est du rendement par espèce, il est favorable dans la plupart des départements sauf pour le mil et le maïs dont les rendements ont baissé respectivement dans les départements de Goudiry (9%) et Koumpentoum (16%).

TableauVI.2 : Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative

Spéculations		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum		
		Campagne 2014/	Campagne 2015 / 2016	Variation %	Campagne	Campagne 2015 /	Variation %	Campagne	Campagne 2015 /	Variation %	Campagne 2014/	Campagne 2015 / 2016	Variation %
Mil	Sup (Ha)	9385	193333	1960	2204	3763	71	8000	9899	24	17385	30245	74
	Rdt (Kg/Ha)	800	844	6	800	1142	43	1060	968	-9	800	918	15
	Prod(T)	13908	16315	17	1764	4298	144	8480	9582	13	20800	27766	33
Sorgho	Sup (Ha)	13993	13596	- 3	6671	2641	-60	6540	6154	-6	11978	11700	-2
	Rdt(Kg/Ha)	915	950	4	700	1980	183	900	930	3	900	928	3
	Prod(T)	12803	12916	1	4670	5230	12	5886	5723	-3	10780	10860	1
Maïs	Sup (Ha)	10028	12500	25	2944	4461	52	8000	6922	-13	5700	6659	17
	Rdt (Kg/Ha)	1000	1004	0	1100	2125	93	1100	1290	17	1100	922	-16
	Prod(T)	10028	12544	25	3238	9479	193	8800	8929	1	6270	6141	-2
Riz	Sup (Ha)	1500	860	-43	380	400	5	193	530	175	55	200	264
	Rdt (Kg/Ha)	2000	2750	38	6500	7000	8	1050	2750	162	150	1100	633
	Prod(T)	3000	2365	-21	2472	2800	13	203	1458	618	8	220	2650

Source : DRDR région de Tambacounda

Le Maïs est cultivé dans tous les départements de la région avec une production qui varie de 3238 tonnes dans le département de Bakel à 10800 tonnes dans le département de Tambacounda. L'introduction du nouveau programme national d'autosuffisance en riz, cité à l'entame du chapitre semble porter ses fruits avec 3000 tonnes dans le département de Tambacounda et 2472 tonnes à Bakel en 2014/2015.

VI.3.2. Les cultures industrielles

Les principales cultures industrielles dans la région sont l'arachide d'huilerie et le coton. Dans une moindre mesure on peut citer la pastèque, le sésame et le niébé qui atteignent des seuils de production assez raisonnables.

En 2015, les superficies emblavées de l'arachide d'huilerie, de la pastèque et du sésame dans la région de Tambacounda ont connu une hausse respective de 44%, 28% et 77% par rapport à l'année 2014. Pour le niébé par contre une baisse de 37% des surfaces emblavées est enregistrée. Parallèlement, on note une augmentation de la production notamment de 84% pour l'arachide, de 28% pour la pastèque et de 2160% pour le sésame. Selon le département, on note une augmentation de la production de l'arachide et du sésame avec respectivement 101% et 23% à Tambacounda et, 88% et 63 tonnes de plus à Bakel.

TableauVI.3 : Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative

Spéculations		Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		Campagne 2014/ 2015	Campagne 2015 / 2016	Variation %	Campagne 2014/ 2015	Campagne 2015 / 2016	Variation %	Campagne 2014/ 2015	Campagne 2015 / 2016	Variation %	Campagne 2014/ 2015	Campagne 2015 / 2016	Variation %	Campagne 2014/ 2015	Campagne 2015 / 2016	Variation %
Arachide d'huilerie	Sup (Ha)	22000	33702	53	1299	2441	88	5000	7382	48	34000	46046	35	62299	89571	44
	Rdt (Kg/Ha)	800	1052	32	650	971	49	790	1214	54	800	971	21	3040	4208	38
	Prod(T)	17600	35458	101	844	2370	181	3950	8961	127	27200	44711	64	49594	91500	84
Pastèque	Sup (Ha)	117	163	39	0	0	0	0	0	0	88	100	14	205	263	28
	Rdt (Kg/Ha)	17500	17500	01	0	0	0	0	0	0	17500	17500	0	35000	35000	0
	Prod(T)	2048	2859	40	0	0	0	0	0	0	1546	1750	13	3594	4609	28
Sésame	Sup (Ha)	165	204	24	0	84	-	0	0	0	1948	3450	77	2113	3738	77
	Rdt (Kg/Ha)	750	750	0	0	750	-	0	0	0	750	750	0	1500	2250	50
	Prod(T)	124	153	23	0	63	-	0	0	0	-	2587	0	124	2803	2160
Niébé	Sup (Ha)	1523	260	-83	120	117	-3	100	85	-15	278	810	191	2021	1272	-37
	Rdt (Kg/Ha)	600	489	-19	750	726	-3	720	500	-31	600	500	-17	2670	2215	-17
	Prod(T)	914	127	-86	90	85	-6	72	43	-40	167	405	143	1243	660	-47

Source : DRDR région de Tambacounda rapport 2015

VI.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Le secteur agricole de la région de Tambacounda possède d'énormes potentialités favorables à l'expansion de l'agriculture. Toutefois le secteur connait aussi d'énormes difficultés ou contraintes liées à plusieurs facteurs. Les perspectives à mettres en œuvre permettraient ainsi de pallier ces contraintes.

VI.4.1. Atouts

La disponibilité d'importantes terres aptes à l'agriculture pluviale (900 000ha) ;
La disponibilité d'importantes ressources en eau de surface (32 milliards de m^3) et en eau souterraine (12,5 milliards de m^3) ;
L'existence de terres irrigables (150000 ha) ;
L'adaptation des variétés aux différents écosystèmes ;
Une pluviométrie favorable comprise entre 450 et 1200 mm ;
L'amorce d'une dynamique organisationnelle des producteurs ;
La disponibilité de la fumure organique.

VI.4.2. Contraintes

L'impact des changements climatiques qui est à noter dans les variations de la pluviométrie (sécheresse ou inondation), le comportement des plantes (photopériodisme).
Prix élevés de l'engrais, du gasoil pour l'irrigation des bananeraies
Inondation des champs de banane
Marché mondial des produits agricoles exigeant
Manque de compétitivité de nos produits face aux subventions extérieures
Relief accidenté

VI.4.3. Perspectives

- Equipement en matériel agricole du Monde rural
- Construction des infrastructures de stockage
- Augmentation du Capital semencier

- Aménagement des zones de production : développement des cultures irriguées et des cultures pluviales
- Promotion de la banane locale (centre de conditionnement, transformation, plants)
- Promotion des cultures maraîchères
- Désenclavement des zones de production
- Amélioration de la production cotonnière.

CONCLUSION

Globalement le rendement par espèce des cultures vivrières est positif dans la plupart des départements sauf pour le mil et le maïs dont les rendements ont baissé respectivement dans les départements de Goudiry (9%) et Koumpentoum (16%). Pour ce qui est des cultures industrielles, on note une augmentation de la production de l'arachide et du sésame avec respectivement 101% et 23% à Tambacounda et, 88% et 63 tonnes de plus à Bakel.

Chapitre VII : ELEVAGE

INTRODUCTION

La région de Tambacounda compte beaucoup de potentialités pour le développement de l'élevage avec des pâturages qui représentent 16 % du territoire national. C'est aussi une zone privilégiée pour le développement des activités pastorales, on y pratique trois systèmes d'élevage: le semi-intensif, l'extensif et le mixte. La région compte trois zones écologiques dans lesquelles se sont adaptées les différentes races de ruminants domestiques. A cela s'ajoute la présence d'un important Projet du Développement de l'Elevage au Sénégal Oriental et en Haute Casamance (PDESOC) qui est un partenaire qui appuie considérablement le secteur.

La région de Tambacounda, compte tenu de sa superficie et de son climat, constitue un domaine propice à l'activité de l'élevage. La pluviométrie est favorable à la constitution du tapis herbacé, facilitant ainsi l'alimentation du cheptel. Toutes les espèces animales domestiques sont suivies par l'Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) qui s'occupe non seulement de la santé animale mais aussi de l'amélioration des races et de la productivité des espèces.

VII.1. PRODUCTION ANIMALE

VII.1.1. Répartition du cheptel selon le département et l'espèce

Les espèces animales sont inégalement réparties entre les quatre départements de la région de Tambacounda. Le département de Tambacounda possède à lui seul la moitié des petits ruminants (50%), le département de Goudiry occupe la seconde place pour cette espèce avec 18% du total des ruminants de la région. Pour les équidés, Goudiry compte 34% du total des équidés de la région et Koumpentoum possède l'effectif le plus faible avec 10%. Les bovins sont surtout plus représentés dans le département de Tambacounda avec 39% du total de la région, Goudiry vient en seconde position avec 26%. L'espèce comme la volaille est surtout plus répandue dans le département de Koumpentoum qui possède plus de la moitié de la volaille (62%) de la région. Le

département de Tambacounda compte pour sa part 16% et occupe ladeuxième position pour cette espèce.

TableauVII.1 Répartition du cheptel selon le département et l'espèce en 2015

Départements	Petits ruminants	Equidé	Bovins	Volaille
Tambacounda	1183660	17730	282400	29500
Goudiry	427900	21100	190700	20200
Koumpentoum	394590	5940	94200	115161
Bakel	349970	17300	156000	20550
Total région	**2356120**	**62070**	**723300**	**185411**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Tambacounda

VII.1.2. Analyse des indicateurs de performance

La production de lait est passée de 13 670 730 litres en 2014 à 14 326 502 soit une hausse de 655 772 litres représentant 4,6% de réalisation.

Ce résultat est le fruit d'énormes efforts déployés pour l'éradication de maladies infectieuses meurtrières qui ravageaient le troupeau.

La production d'œufs, quant à elle, est passée de 6 416 440 en 2014 à 6 918 730 en 2015 soit un écart de 502 290 qui représente une réalisation de 7,3%. On distingue deux types d'aviculture : L'aviculture traditionnelle dominante et celle moderne. Le climat non favorable caractérisé généralement par une forte température tournant aux environ de 42° constitue la principale contrainte. Malgré tout, avec l'appui des projets et programmes, l'aviculture commence à mobiliser les populations.

Le nombre de bovins abattus à la SOGAS et contrôlés par les services vétérinaires est passé de 432 100 kg en 2014 à 448 910 tonnes en 2015 soit un écart de 16 810 tonnes représentant une réalisation de 3,7%. Au niveau des petits ruminants, cette même tendance se confirme avec 140 182 tonnes en 2014 contre 140 869 tonnes en 2015 soit un écart 687 tonnes. Contrairement aux bovins, l'évolution du taux d'abattage est restée très faible environ 0,3%.

TableauVII.2 Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015 (3)	Ecart / Taux de réalisations de 2015 (2)/ (3)	Ecart entre 2014-2015 (réalisations) (2) – (1)
	2014 (1)	2015 (2)			
Quantité de lait par an (en millions de litres)	13 670 730	14 326 502	313490197	4,57 %	655 772
Quantité d'œufs de consommation par an en (en millions d'unités)	6 416 440	6 918 730	95430759	7,25 %	502 290
Quantité de cuirs exportés par an (en tonnes)	4 710	5 315	46705	11,38 %	605
Quantité de peaux exportées par an (en tonnes)	1 2 980	13 740	248463	5,53 %	760
Quantité des abattages contrôlés Bovins (tonnes)	432 100	448 910	12002941	3,74 %	16 810
Quantité des abattages contrôlés Petits ruminants (tonnes)	140 182	140 869	52173704	0,27 %	687

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Tambacounda

VII.1.3. Les autres intervenants

Parmi les autres acteurs intervenants dans le secteur on note le Projet de Développement de l'Elevage du Sénégal Oriental et de la haute Casamance (PDESOC), l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural(ANCAR), et le Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat(PADAER).

TableauVII.3 : Liste des autres intervenants

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc.)	Domaine d'intervention	Zone d'intervention
Le PDESOC	**Programme de développement,**	ELEVAGE	Régions Tambacounda, Kédougou et Kolda
L'ANCAR	**Programme de développement,**	AGRICULTURE, ELEVAGE	dans toutes les régions
LE PADAER	**Programme de développement,**	AGRICULTURE, ELEVAGE	Tambacounda, Kédougou et Kolda

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Tambacounda

Le principal intervenant direct dans le secteur de l'Elevage est le PDESOC, qui avait comme objectifs de renforcements des capacités des agents de l'élevage, de la

prévention de la santé animale et de mise en place d'infrastructures et qui est clôturé le 31 mars 2015. Le PDESOC finançait les porteurs de projet dans le cadre de la promotion de l'auto emploi. Les résultats jugés peu satisfaisants ont amené la Banque Africaine de Développement (BAD) à proposer la prolongation du projet jusqu'en 2016.

VII.2. Suivi des opérations de distribution de l'aliment de bétail et situation financière

VII.2.1. Opérations de distribution de l'aliment de bétail

L'aliment de bétail est très important dans l'élevage car y dépend la santé et la survie des animaux. Au total ce sont 2500 tonnes de bétail qui sont distribuées en 2015. Koumpentoum et Goudiry ont reçu les quantités les plus importantes (750 tonnes) alors que les deux autres départements ont eu les parts les plus faibles (500 tonnes). La couverture est quasi totale dans les quatre départements de la région.

TableauVII.4 : Suivi des opérations de distribution de l'aliment de bétail en 2015

Départements	Quota (T)	Fournisseurs		Total reçu (T)	Reliquat (T)	Taux (%) de Couvert.	Vendu (T)	Nombre bénéficiaire	A vendre (T)
		NMA	AUTRES						
Koumpentoum	750	750		750	0	100	698,12	3 310	51,88
Tambacounda	500	500		500	0	100	499,36	11 860	0,64
Goudiry	750	750		750	0	100	746	3 528	4
Bakel	500	500		500	0	100	499,2	2 222	0,8
Total Région	**2 500**	**2 500**		**2 500**	**0**	**100**	**2 442,68**	**20 920**	**57,32**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Tambacounda

VII.2.2. Situation des recettes financières par département

Pour ce qui est de la situation financière, Goudiry couvre 31% des recettes totales, Koumpentoum vient en deuxième position avec 29% des recettes, Tambacounda 20% et Bakel 20%. Il apparait donc clairement que la contribution de chaque département dans les recettes totales est inégale.

TableauVII.5 : Situation financière en termes de recettes

Départements	Situation financière (F CFA)				
	Recettes opération	Commissions opération	Recettes-commissions	N° Comptes CNCAS	Positions comptes au 15/02/2016
Koumpentoum	87 265 000	1 745 300	**85 519 700**	01056879-07-N	**119 076 200**
Tambacounda	62 420 000	1 248 400	**61 171 600**	01056879-01-G	**94 790 700**
Goudiry	93 750 000	1 875 000	**91 875 000**	01056879-03-U	**133 501 350**
Bakel	62 400 000	1 248 000	**61 152 000**	01056879-02-P	**90 028 800**
Total Région	**305 835 000**	**6 116 700**	**299 718 300**	----------	**437 397 050**

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires (IRSV) Tambacounda

VII.3. Atouts et contraintes du secteur de l'élevage

Le secteur de l'élevage de la région de Tambacounda possède d'énormes potentialités naturelles et animales susceptibles de développer la production animale. Néanmoins le secteur connait aussi des contraintes.

VII.3.1. POTENTIALITES/ATOUTS

- Des pâturages encore sous exploitées, qui représentent 16% de la superficie de la région.
- L'existence de races animales adaptées aux conditions écologiques et climatiques
- Des sous-produits découlant de l'agriculture qui sont non valorisés et pouvant servir à l'alimentation du bétail
- L'existence d'un marché national de la viande et de sous-produits agricoles

VII.3.2. CONTRAINTES

- Pression et impact négatif de la mobilité pastorale sur les ressources naturelles
- La faible pratique de collecte, de culture et conservation de fourrages

- Difficulté d'accès à la zone de la Falémé pour les services vétérinaires
- La destruction des pâturages naturels par les feux de brousse
- Vente informelle de produits vétérinaires et pratique illicites de médicine vétérinaire
- Manque d'équipement de conservation, de transformation des productions animales et insuffisance de parcs à vaccination
- Vol de bétail
- Tarissement précoce des points d'eau et de leur insuffisance

VII.3.3. Perspectives

- Promotion et facilitation de l'accès au crédit pour les éleveurs
- Renforcement des capacités des éleveurs
- Augmentation des infrastructures d'élevage
- Renforcer le personnel et le budget des services vétérinaires
- Subvention des intrants et équipements pastoraux
- Poursuite des opérations d'insémination artificielle
- Augmentation de la disponibilité en eau
- Lutte contre le vol de bétail
- Lutte contre les feux de brousse

CONCLUSION

Il apparait donc clairement que le département de Tambacounda occupe la première position en termes de disponibilité d'espèces comme les petits ruminants, les équidés et les bovins avec respectivement 50,2%, 28,6% et 39% du total de chaque espèce. Pour ce qui est de la volaille, le département de Koumpentoum vient en première position avec 62,1 % du total de la volaille de la région. Les indicateurs de performance obtenus en 2015 sont aussi meilleurs que ceux de 2014.

Chapitre VIII : PECHE

INTRODUCTION

L'activité de pêche se développe de plus en plus dans la région. Les fleuves et les marres constituent les principales zones de production des espèces halieutiques. Les différentes espèces pêchées sont : les sardinelles rondes, les sardinelles plates, ainsi que les autres espèces telles que les carpes blanches, les mulets, les carpes rouges, les dorades, les mérous blancs, etc. Les départements de Bakel et de Tambacounda comportent les principaux sites de débarquement. Le secteur de la Pêche intéresse de plus en plus de nombreux acteurs qui s'investissent dans la commercialisation du poisson dans les villages environnants et les marchés hebdomadaires.

VIII.1. SERVICES TECHNIQUES, AUTRES INTERVENANTS ET INFRASTRUCTURES

VIII.1.1. Services techniques

Le principal service technique intervenant dans ce secteur est le Service régional des Pêches (SRP) avec notamment ses deux Antennes départementales de Tambacounda et Bakel.

Le SRP est cependant caractérisé par la faiblesse de ses effectifs composés d'Inspecteurs des Pêches, de techniciens supérieurs des Pêches et d'agents techniques.

TableauVIII.1 : Répartition et évolution des effectifs du personnel des services de pêche selon le diplôme, par service

Diplômes	Sexe	SRP[3]			Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Inspecteur des pêches	Masc.	1	1	0				1	1	0	-	-	-	-	-	-	2	2	0
	Fem.	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Tot.	1	1	0				1	1	0	-	-	-	-	-	-	2	2	0
Technicien supérieur des pêches	Masc.				1	1	0	1	2	50	-	-	-	-	-	-	2	3	33
	Fem.										-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Tot.				1	1	0	1	2	50	-	-	-	-	-	-	2	3	33
Agent technique des pêches	Masc.				1	1	0	2	2	0	-	-	-	-	-	-	3	3	0
	Fem.	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Tot.				1	1	0	2	2	0	-	-	-	-	-	-	3	3	0
Autres	Masc.	6	4	-33	2	2	0				-	-	-	-	-	-	8	6	-25
	Fem.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Tot.	6	4	-33	2	2	0				-	-	-	-	-	-	8	6	-25
Ensemble	Masc.	7	5	-28	4	4	0	4	5	20	-	-	-	-	-	-	15	14	-7
	Fem.	-	-	--	-	-	-	--	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Tot.	7	5	-28	4	4	0	4	5	20	-	-	-	-	-	-	15	14	-7

Source : Service régional des Pêches de Tambacounda

Les effectifs ont évolué négativement entre 2014 et 2015 passant de 15 agents à 14 Agents soit une baisse de7%. Les femmes ne sont pas représentées dans le secteur et cela dans tous les départements et quel que soit le diplôme.

VIII.1.2. Les autres intervenants

En lieu et place des autres intervenants qui n'existent pas dans la région, il faut souligner que sur un financement de l'UEMOA, des enquêteurs ont été formés pour le suivi des statistiques concernant les mises à terre au niveau de certains sites comme Gouloumbou, Nettéboulou et Dialacoto.

VIII.1.3. Les infrastructures

Parmi les infrastructures, on note une absence totale de quai de Pêche et surtout l'existence de 3 Complexes frigorifiques dont 2 dans le département de Tambacounda et 1 dans celui de Bakel.

[3] SRP = Service Régional des Pêches

TableauVIII.2 : Répartition et évolution du nombre d'infrastructures de pêche par circonscription administrative

Infrastructures	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Quais de pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Complexes frigorifiques	2	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0

Sources : Service Régional des pêches de Tambacounda

Il n'existe pas dans la région des Fabriques de glace, des Marchés modernes aux poissons, encore moins d'usines de transformation de produits halieutiques.

VIII.2. LA PRODUCTION

VIII.2.1. Les espèces mises à terre à Tambacounda en 2015

En 2015, les espèces mises à terre à Tambacounda ont atteint 1 209418 kilogrammes correspondant à 1209,418 tonnes. La valeur commerciale estimée de ces espèces est de 1345813646 F CFA. Les espèces comme le Clarias spp, le Tilapia spp et le Labeospp sont les productions les plus importantes avec respectivement 17%, 16% et 9% de la production totale. Toutefois, les espèces comme le Tilapia spp, le Clarias spp et Latesniloticus contribuent plus au chiffre d'affaire avec respectivement 22%, 19% et 12% de la valeur commerciale estimée totale.

TableauVIII.3 : Les espèces mises à terre à Tambacounda en 2015

Especes	Total	VCE (fcfa)
Alestes spp	31061	**15530500**
Auchenoglanisbiscutatus	101386,17	**50693085**
Bagrusspp	60075,02	**90112530**
Brycinusspp	39340	**19670000**
Chrysichthusspp	41945,72	**20972860**
Citharinuscitharus	46125,05	**57656312,5**
Clarias spp	200747,74	**250934675**
Distichodusspp	15512	19390000
Gymnarchusniloticus	2193	**3289500**
Heterobranchusspp	17722	**26583000**

Hydrocynusforskalii	54080,95	**67601187,5**
Labeospp	109806,49	**137258112,5**
Latesniloticus	81623,73	**163247460**
Mormyropssp	65931,79	**32965895**
Synondontisspp	79761,75	**39880875**
Tilapia spp	193036,24	**289554360**
Divers	69069,35	**60473293,07**
Total	**1209418**	**1345813646**

Sources : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Le retard et le déficit de la pluviométrie de 2014 ainsi que le temps de rétention d'eau au niveau des zones de reproduction ont beaucoup impacté sur la baisse de la production de 2015. Dans certaines zones de reproductions la durée de la crue et l'étendue de l'inondation sont des facteurs déterminants de l'abondance des stocks ichtyologiques (poissons osseux et cartilagineux pouvant servir à une étude spécifique). La production des pêcheries de 2015 ne dépend pas de l'intensité des crues au cours des années antérieures.

Par contre le mareyage a connu une légère augmentation. Ceci est dû au fait que les apports extérieurs tendent souvent à combler le déficit en poisson surtout dans les zones de pêche où à un moment de l'année, les ménages sont obligés de se rabattre sur les poissons marins notamment les sardinelles pour leur consommation. C'est ce qui explique l'augmentation de 205,02 par rapport à 2014.

La production aquacole qui est 3,5 tonnes est restée stationnaire entre 2014 et 2015.Le service régional qui vient de démarrer ses activités a eu à faire des visites de prospections et des aménagements de quelques fermes.

TableauVIII.4 : Principaux indicateurs d'analyse des performances de 2015

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015 (3)	Ecart/taux de réalisations de 2015 (2)/(3)	Ecart entre 2014 – 2015 (2)- (1)
	2014 (1)	2015 (2)			
Volume de la pêche artisanale en tonne	1 225	1 209,42	ND	ND	-15,58
Apports extérieurs en tonne	3799,95	4004,97	ND	ND	205,02
Nombre de fermes aménagées	1	3	ND	ND	2
Nombre d'empoissonnements	0	4			4
Nombres de pirogues immatriculées	78	78	412	334	0

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015 (3)	Ecart/taux de réalisations de 2015 (2)/(3)	Ecart entre 2014 – 2015 (2)- (1)
	2014 (1)	2015 (2)			
Nombres de plans d'aménagement des pêcheries mise en œuvre	ND	ND	ND	ND	ND
Production aquacole (en tonnes)	3,5	3,5	3,5	1	0

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

Entre 2014 et 2015 la production de la pêche artisanale est passée de 1 225 tonnes en 2014 à 1 209,42 tonnes en 2016 soit une baisse 15,58 tonnes. Soit une baisse relative de 1%. Cette baisse est compensée par l'intervention des apports extérieurs qui est passée de 3 799,95 à 404,97 tonnes soit une augmentation de 205,02 tonnes, correspondant à une hausse relative de 5%.

TableauVIII.5 : Débarquements des pêches entre 2014 et 2015

Pêche	2014	2015	Variation %
Débarquements pêche artisanales (tonnes)	1225	1209	-1%
Débarquements pêche maritime (apports extérieurs) (tonnes)	3799	4004	5%

Source : Service Régional des Pêches de Tambacounda

VIII.3. Les réalisations et contraintes de l'année 2015

VIII.3.1. Réalisations en 2015

En 2015, le service régional de la pêche a effectué de nombreuses réalisations au niveau des sites de pêché et de conservations des espèces halieutiques. Parmi celles-ci nous avons :

- Adduction d'eau et d'électricité des complexes frigorifiques de Tambacounda et Koussanar.
- Réalisation des enquêtes du Programme UEMOA.
- Réalisation d'un ouvrage de rétention d'eau sur le marigot de Padan
- Mise en place de GIE de pêche dans plusieurs sites de pêche et marchés aux poissons
- Dotation aux pêcheurs de Gouloumbou de deux pirogues motorisés et d'une motopompe.

- Réhabilitation de blocs maraîchers.
- Dotation aux pêcheurs de Gouloumbou par le Ministère en charge de l'environnement de deux pirogues motorisées et d'un moteur hors-bord, de deux motopompes non encore livrés et la réalisation d'étangs piscicoles toujours en cours.
- La distribution d'un lot de matériel de pêche, offert par la Direction de la Pêche continentale aux GIE de pêcheurs situés sur le fleuve Gambie.

Dans le cadre de la promotion de l'aquaculture dans la région, l'Agence Nationale de l'Aquaculture qui est présente dans la région en 2015 a eu à réaliser 2 étangs, 8 bassins en béton, 4 bags en fibre verre.

VIII.3.2. Les principales contraintes en 2015

Les contraintes enregistrées dans le secteur de la pêche concernant la région de Tambacounda sont principalement les suivantes :

- utilisation des techniques non conventionnelles ;
- insuffisance et vétusté du matériel de pêche ;
- faible niveau d'organisation et de formation des acteurs ;
- impacts négatifs des changements climatiques (irrégularité de la crue, ensablement de plans d'eau) ;
- moyens de transport et de conservation insuffisants et inadaptés ;
- absence de marchés aux poissons répondant aux normes ;
- enclavement des sites de production ;
- insuffisance de crédits adaptés à la pêche et à la pisciculture ;
- insuffisance du personnel technique ;
- absence d'un programme d'appui au développement de la pêche.

Pour l'aquaculture, les contraintes identifiées sont :

- le manque de station de production d'alevins dans toute la zone est ;
- le manque de personnel technique ;
- enclavement des sites de production ;
- manque d'unités de production d'aliments et de transformation ;

CONCLUSION

Les quantités de poissons recueillies dans les principaux sites de débarquement sont insuffisantes eu égard à la demande. Cependant, le mareyage constitue un appoint important dans l'approvisionnement de la population en poissons frais. Le marché local est régulièrement approvisionné en poissons à partir des différentes zones de pêche établies dans les autres régions du pays grâce au mareyage.

Chapitre IX : RESSOURCES NATURELLES.

INTRODUCTION

La région de Tambacounda, zone éco-géographique de l'Est et du Sud-Est, compte 11 855,59 km² de superficies classées (soit 27,76 du territoire régional). Elle est caractérisée par un relief généralement plat avec quelques collines dans le département de Bakel. Elle présente également quelques dépressions constituées de vallées fossiles et, entre autres, celles du fleuve Sandougou et du Mayeldiby. Le terroir régional est caractérisé par la présence de plusieurs mares dont quelques rares sont permanentes.

La région se situe dans les zones phytogéographiques soudano-sahélienne et soudano-guinéenne. Une telle situation lui confère une biodiversité très importante. Elle est entre les isohyètes 450 et 1200mm, ce qui la place parmi les régions les plus pluvieuses du pays. Les mois d'août et septembre sont les plus pluvieux. La saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord. La quantité d'eau et le nombre de jours de pluie sont croissants du Nord au Sud.

Dans ce chapitre, largement documenté par le Rapport annuel de l'Inspection des Eaux et Forêts, nous avons retenu de développer: les services techniques et les autres intervenants, la gestion du domaine forestiers, la lutte contre les feux de brousse, le reboisement et la conservation des sols, l'exploitation forestière, la gestion de la faune et chasse.

IX.1. LES SERVICES TECNIQUES ET LES AUTRES INTERVENANTS

IX.1.1. Les services techniques

Le Principal service technique intervenant dans le secteur des ressources naturelles est L'Inspection régionale des Eaux et Forêts (IREF) et ses services déconcentrés comme les Brigades et Postes de contrôle.

Les effectifs sont composés d'Ingénieurs des Eaux et forêts, d'Ingénieurs des travaux des Eaux et Forêts, d'Agents Techniques des Eaux et Forêts, de Gardes Forestiers, et de personnel contractuels.

En 2015, l'effectif des ingénieurs des eaux et forêts ainsi que celui des ingénieurs des travaux des eaux et forêts n'ont pas connu de variation, quel que soit le département, par rapport à l'année 2014.Par contre pour les agents des travaux des eaux et forêts, une hausse de 18% de leur effectif a été constatée notamment dans le département de Tambacounda. Il en est de même pour le nombre de gardes forestiers qui est passé du simple au triple dans le même département ainsi que le personnel contractuel qui a augmenté de 20% dans la région essentiellement à l'IREF. Globalement dans tous les départements, c'est seulement celui de Tambacounda que des variations ont été observées. Le personnel disponible dans les autres départements n'a pas connu de variation quel que soit le diplôme considéré.

TableauIX.1 Evolution des effectifs du personnel des services des Eaux et Forêts selon le diplôme, par service

Diplômes	Sexe	IREF[1]			Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2014	2015	Variation	2014	2015	Variation	2014	2015	Variation	2014	2015	Variation	2014	2015	Variation	2014	2015	Variation
Ingénieur des Eaux et Forêts	Masc.	2	2		0	0		0	0		0	0		0	0		2	2	
	Fem.	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
	Total	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0
ITEF[2]	Masc.	1	1		0	0		1	1		1	1		1	1		4	4	
	Fem.	1	1		0	0		0	0		0	0		0	0		1	0	
	Total	2	2	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	5	5	0
ITPN[3]	Masc.	0	0		1	1		0	0		0	0		0	0		1	1	
	Fem.	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
	Total	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Agent technique des Eaux et Forêts	Masc.	2	2		11	13		4	4		8	8		6	6		31	33	
	Fem.	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
	Total	2	2	0	11	13	18	4	4	0	8	8	0	6	6	0	31	33	6
Gardes Forestiers	Masc.	0	0		1	1		0	0		1	1		1	1		3	3	
	Fem.	0	0		1	1		0	0		0	0		0	0		1	1	
	Total	0	0	0	2	6	200	0	0	0	1	1	0	1	1	0	4	8	100
Personnel Contractuel	Masc.	5	6		1	1		2	2		1	1		0	0		9	10	
	Fem.	0	1		1	1		0	0		0	0		0	0		1	2	
	Total	5	7	40	2	2	0	2	2	0	1	1	0	0	0	0	10	12	20
Ensemble	Masc.	10	11	10	14	16	14	7	7	0	11	11	0	8	8	0	50	53	6
	Fem.	1	2	100	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	4	33
	Total	11	13	18	16	18	13	7	7	0	11	11	0	8	8	0	53	57	8

Source : Inspection régionale des Eaux et forets

IX.1.2. Les autres intervenants

Les autres intervenants dans le secteur sont le Projet de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (POGEDE), le Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale (PAPIL), et le PEDESOC.

TableauIX.2 : Autres intervenants selon le statut, les domaines et zones d'intervention dans la région

Intervenants	Statut (ONG, Association, Projet, Programme de développement, etc...)	Domaines d'intervention	Zones d'intervention
PROGEDE 2	**Projet, Programme de développement**	Formation des populations pour la gestion durable des massifs forestiers aménagés	Les communes de la région concernée par la gestion des massifs aménagés
PAPIL	**Projet, Programme de développement**	Lutter contre l'érosion et conserver les eaux de surface au profit de l'agriculture	La réhabilitation d'anciennes marres et la restauration des zones les plus touchées par l'érosion
PEDESOC	**Projet, Programme de développement**	Consolidation et développement du pastoralisme	Zone de prédilection d'éleveurs notamment à Koumpentoum

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

Ces autres intervenants sont des Projet et Programme de développement qui ont mission :

- La formation des populations pour la gestion durable des massifs forestiers aménagés
- La lutte contre l'érosion et la conservation des eaux de surface au profit de l'agriculture
- La consolidation et le développement du pastoralisme

IX.2. GESTION DU DOMAINE FORESTIER

IX.2.1. .Présentation du domaine forestier

A l'image de la région, le domaine forestier régional est caractérisé par son immensité avec ses 5082,51 km².Le département de Tambacounda à lui seul compte 2882,11 km² soit un taux de classement de 51%. Le département de Goudiry enregistre le taux de classement le plus faible (13%) suivi de celui de Koumpentoum (36%).Le taux de classement au niveau régional est estimé à 12%.

TableauIX.3 : Situation du domaine classé, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Superficie (km²)	Forêts Classées		Taux de classement (%)
		Nombre	Superficie (ha)	
Département Bakel	une partie de la zone d'intervention cynégétique de la Falémé			
Département Goudiry	709,4	4	70950	13%
Département Koumpentoum	1991	4	199100	36%
Département Tambacounda	2882,11	6	288211	51%
Région	**5582,51**	**14**	**558251**	100%

Taux de classement calculé sans les données de Bakel car pas encore publiées

Source : Inspection régionale des eaux et Forêts

On retrouve dans le département de Bakel une partie de la Zone d'intervention cynégétique de la Falémé (ZIC) et une partie du Parc national du Niokolokoba dans le département de Tambacounda. On note également 14 Forêts classées et plus d'une vingtaine de Zones amodiée dans la région.

IX.2.2. Lutte contre les feux de brousse

L'origine des feux de brousse est dans la plupart des cas inconnue, mais émane souvent de l'action de l'homme, car les feux naturels comme ceux occasionnés par la foudre sont rares. Dans tous les cas, la fréquence des feux prouve d'une part que le travail de sensibilisation entrepris dans ce domaine auprès des populations est insuffisant et doit être poursuivi. Les superficies brûlées varient d'un département à un autre avec beaucoup plus de perte au niveau du tapis herbacé qui reste très vulnérable.

IX.2.3. Lutte préventive

En 2015, un nombre non négligeable de comités de lutte contre les feux de brousse des départements ont été équipés. Les comités de lutte les plus équipés sont ceux de Bakel et Goudiry avec des pourcentages respectifs de 83% et 57%. Il convient également de noter que les départements de Koumpentoum et de Tambacounda abritent un nombre important de comités non équipés en matière de lutte contre les feux de brousse.

TableauIX.4 : Evolution de la situation des comités de lutte contre les feux de brousse, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Comités de lutte contre les feux de brousse				
		Equipés	Sous - équipés	Pas du tout équipés	Total	%
Département Bakel	2014	18	20	2	40	45
	2015	45	-	9	54	83
	Variation %	150		350	35	84
Département Goudiry	2014	19	20	8	47	40
	2015	31	-	23	54	57
	Variation %	63		188	15	43
Département Koumpentoum	2014	21	110	2	133	16
	2015	71	-	114	185	38
	Variation %	238		5600	39	138
Département Tambacounda	2014	16	130	3	149	11
	2015	49	-	103	152	32
	Variation %	206		3333	2	191
Région	2014	74	280	15	369	20
	2015	196	-	384	445	44
	Variation %	165		2460	21	120

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

Dans pratiquement tous les départements de la région, le nombre de séances d'animation en 2015 est plus important qu'en 2014 sauf dans le département de Bakel où une baisse relative de 79% est constatée. Parallèlement à cette augmentation du nombre de séances d'animation en 2015, le nombre de personnes touchées a également connu une hausse. En revanche et comme effet de la diminution du nombre de séances, le département de Bakel a enregistré une baisse de 40% en termes de nombre de personnes touchéespar rapport à 2014. Ce nombre a d'ailleurs globalement

baissé entre 2015 et 2014 dans la région de Tambacounda (32%) et dans le département du même nom (46%).

TableauIX.5 : Evolution du nombre de séances d'animation et de personnes touchées par celles-ci par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Séances d'animation		Personnes touchées	
		Nombre	%	Nombre	%
Département Bakel	2014	14	15	735	3
	2015	03	1	440	3
	Variation %	- 79		-40	
Département Goudiry	2014	11	11	300	1
	2015	51	17	1742	11
	Variation %	364		481	
Département Koumpentoum	2014	16	17	984	4
	2015	168	55	2000	13
	Variation %	950		103	
Département Tambacounda	2014	55	57	20450	92
	2015	85	27	11042	73
	Variation %	55		-46	
Région	2014	96	100	22469	100
	2015	307	100	15224	100
	Variation %	220		-32	

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

IX.2.4. Lutte active

Globalement le nombre de pare-feux ouverts varie en 2015 d'un département à un autre. Une baisse du réseau de pare-feux est constatée dans les départements de Tambacounda, de Bakel et de Goudiry avec respectivement 47%, 59% et 63%. Seul le département de Koumpentoum a connu une hausse de 5% de son réseau de pare-feux. Pour ce qui est des superficies de forêts traitées avec des feux précoces, on note globalement une baisse de 75% par rapport à l'année 2014.

TableauIX.6 : Situation et évolution des pare-feux et feux précoces réalisés par circonscription administrative

Destinations	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Réseau de pare-feux															
Pare-feux ouverts (km)	75	10,6	-85	2	5	150	44	10	-77	12	14	16	133	39,6	-70
Pare-feux réhabilités (km)	62	75	-20	10	4	-60	12	20	66	62	76	22	146	175	19
Pare-feux non réhabilités (km)	25			10			27			11			73		
Total réseau pare-feux (km)	162	85,6	-47	22	9	-59	83	30	-63	85	90	5	352,00	214,6	-39
Feux précoces															
Longueur axes routiers traités avec des feux précoces	80000			12000			4500			16900			113400		
Superficies de forêts traitées avec des feux précoces	150000			300			8000	41800	422,5	17000	490	-97	175300	42290	-75

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

Globalement le nombre de cas de feux de brousse et les superficies brulées ont baissé entre 2014 et 2015 avec respectivement 70 cas et 64 cas et touchant 11060 ha et 6347,3 ha. Le département de Goudiry a connu plus de cas (29) et plus de dommages en termes de superficies brulées (2812 ha) en 2015.

TableauIX.7 : Evolution de la situation des feux de brousse par circonscription administrative

Circonscription administrative	2014		2015		Variation en %	
	Nb de cas	Superficies brulées (ha)	Nb de cas	Superficies brulées (ha)	Nb de cas	Superficies brulées
Département de Bakel	40	2500	9	788	-78	-68
Département de Goudiry	12	3280	29	2812	142	-14
Département de Koumpentoum	6	2180	8	222,3	33	-90
Département de Tambacounda	12	3100	18	2525	50	-19
Région	70	11060	64	6347,3	-9	-43

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

La forêt a subi moins de ravage des feux de brousse dans le département de Koumpentoum avec 8 cas et 222,3 ha en 2015 contre 6 cas et 2180 ha en 2014. Dans cette lutte il faut y associer l'engagement des partenaires comme le PAPIL, la RTS, le PROGEDE etc.…

IX.3. Reboisement et conservation des sols

IX.3.1. Production de plants

En 2015, on constate globalement que le nombre de pépinières et de plants ont connu une baisse respective de 33% et 66% dans la région. Cette baisse s'observe aussi au niveau des départements de Tambacounda, de Bakel et de Koumpentoum avec respectivement 33% et 95%, 14% et 58% et 40% et 24%, contrairement dans celui de Goudiry où on a enregistré en 2015 une hausse particulièrement du nombre de plants avec une différence absolue de 48086 par rapport à 2014.

TableauIX.8 : Répartition et évolution du nombre de pépinières et de plants produits par circonscription administrative

Type de pépinière		Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
		2014	2015	Variati	2014	2015	Variati	2014	2015	Variati	2014	2015	Variati	2014	2015	Variation
Régie	pépinières	4	4	0	2	2	0	6	4	-33	4	4		16	14	-13
	plants	350000	154815	-55	15000	51000	240	25000	65036	160	91000	70500	-23	481000	341351	-29
Villageoises	pépinières	6	2	-67	0	0		0	0		0	0		6	2	-67
	plants	6000	14270	137,3	0	0		0	0		0	0		6000	14270	138
Communautaires	pépinières	0	1		0	1		1	2	100	1	0		2	4	100
	plants	0	1144		0	813		350	4000	1043	180	0		530	5957	1024
Privées / Individuelles	pépinières	17	11	-35	0	2		1	3	200	5	2	-60	23	18	-22
	plants	61000	16655	-72	0	1600		600	5000	733	4500	2549	-43	66100	25804	-61
Scolaires	pépinières	0	0		10	0	-1	0	0		0	0		10	0	-100
	plants	0	0		15000	0	-1	0	0		0	0		15000	0	-100
Total	pépinières	27	18	-33	12	5	-14	8	9	13	10	6	-40	57	38	-33
	plants	417000	18684	-95	30000	25950	-58	25950	74036	185	95680	73049	-24	568630	191719	-66

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

L'analyse des plants selon l'espèce montre que, entre 2014 et 2015, ceux ayant connu une hausse de leur nombre de plants sont les espèces forestières et fruitières avec respectivement 138% et 21%. Pour ce qui est des espèces ornementales et fruitière-forestières, on note une baisse respective de 82% et 16%. Cette baisse est surtout perceptible dans les départements de Tambacounda (55%) et Koumpentoum (24%).

TableauIX.9 : Répartition et évolution du nombre de plants produits selon l'espèce, par circonscription administrative

Espèces	Département Tamba			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Forestières	211250	131329	-38	15800	37535	138	16998	52027	206	78800	51334	-35	322848	272225	-16
Fruitières	18000	17264	-4	4561	4934	8	456	6839	1400	6540	6748	3	29557	35785	21
Fruitières forestières	4009	21066	425	2000	6021	201	4512	8346	85	7800	8234	6	18321	43667	138
Ornementales	183741	17225	-91	7639	4923	-36	3984	6824	71	2540	6733	165	197904	35705	-82
Total	417000	186884	-55	30000	53413	78	25950	74036	185	95680	73049	-24	568630	387382	-32

Source : Inspection régionale des Eaux et Forêts

En 2015, les plantations des régies sont les plus fréquentes (90,6%) et ceci quel que soit l'espèce considérée (97,7% pour les espèces ornementales, 94,7% pour les espèces forestières, 94,0% pour les espèces fruitières-forestières et 53,2% pour les espèces fruitières).

Les plantations villageoises viennent en deuxième position (5,1%). Les plantations de types scolaires sont pratiquement inexistantes quel que soit l'espèce.

TableauIX.10 :répartition du nombre de plants produits selon l'espèce, par type de plantation

Type de plantation	Espèces								
	Forestières		Fruitières		Fruitières forestières		Ornementales		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
régie	183084	94 ,7	14580	53,23	33010	93,98	16963	97,68	247637
villageoise	3014	1,56	10068	36,76	687	1,96	156	0,09	13925
communautaire	1777	0,92	406	1,48	367	6,71	0	0	2550
Privée/individuelle	5470	2,53	2334	8,52	1062	3,02	247	1,42	9113
scolaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Région	193325	100	27388	100	35126	100	17366	100	273225

Source : Inspection régionale des Eaux et Forets

Parmi les espèces produites c'est surtout celles forestières qui sont dominantes et on note en outre une nette progression des espèces ornementales.

IX.3.2. EXPLOITATIONS FORESTIERES

L'exploitation forestière concerne principalement la production de charbon de bois, de bois artisanal, de bois de chauffe et les produits de cueillettes. Entre 2014 et 2015, l'exploitation du charbon de bois a augmenté avec une différence absolue de 861716 quintaux. Le bois de chauffe a également connu une hausse de 7342 stères. Pour ce qui est du bois artisanal, une baisse de 4721 pieds a été enregistrée.

TableauIX.11 : Evolution des quantités et valeurs de la production forestière par circonscription administrative

Région				
		2014	**2015**	Variation %
Charbon de bois	Qté (quintaux)	391631	1253347	220%
	Valeur (fcfa)	274 141 700	1 394 688 600	409%
Bois d'artisanat	Qté (pied)	11460	6 739	-41%
	Valeur (fcfa	73630500	41 099 450	-44%
Bois de chauffe	Qté(stères)	75475	82 817	10%
	Valeur(FCFA)	37 737 500	41 408 500	9%
Produits de cueillette	Qté (tonnes)	1324	-	
	Valeur (fcfa)	11136750	28724195	158%

Source : Inspection régionale des Eaux et Forets

IX.4. GESTION DE LA FAUNE ET CHASSE

IX.4.1. Potentiel faunique

La région de Tambacounda constitue un des derniers bastions de la faune du Sénégal. En effet, la région renferme une faune riche et variée. On y trouve des oiseaux, des mammifères, des batraciens, des amphibiens, des reptiles, des insectes, etc.

On y rencontre également les espèces soudaniennes, comme l'hippopotame, et les espèces sahéliennes (Gazelle). L'existence de cette faune est la conséquence d'un habitat bien conservé par endroits, avec des conditions de sécurité pour la survie des espèces

Le principe de l'amodiation consiste, dans le respect de la législation en matière de gestion des terres du terroir, à attribuer en dehors des aires protégées un territoire de chasse sur lequel le droit de chasse, exclusivement dévolu à l'Etat, est loué à une personne physique ou morale. Cette location par l'Etat de ses droits de chasse est formalisée par un contrat dont les clauses sont fixées par un cahier de charge.

On note globalement dans la région une zone amodiée de moins entre 2015 et 2014. Cette baisse est la résultante des baisses constatées dans les départements de Koumpentoum et de Tambacounda, avec respectivement deux zones de moins et une zone de moins,et de l'augmentation de deux zones amodiées dans le département de Goudiry.

TableauIX.12 : Répartition et évolution du nombre et des superficies des zones amodiées, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Nombre de Zones amodiées			Superficie (en ha)		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Département de Bakel	3	3	0	120000	120000	0
Département de Goudiry	8	10	25	474000	497000	50
Département de Koumpentoum	3	1	-67	170000	50000	-71
Département de Tambacounda	**6**	5	-17	256000	327429	28
Région	**20**	**19**	**5**	**1020000**	**994429**	**-3**

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forets

IX.4.2. Résultats des campagnes de chasse

Dans le cadre du tourisme de chasse, en plus du Parc National de NiokoloKoba, il existe dans la région de Tambacounda plusieurs campements de chasse bien aménagés pour recevoir des touristes. Chaque campement organise des safaris touristiques à bord de véhicules bien adaptés sur le territoire de la zone amodiée qui lui a été attribuée.

IX.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Le secteur forestier possède des atouts majeurs mais connait aussi de nombreuses contraintes. Toute fois des perspectives sont envisageables.

IX.5.1. Atouts

Parmi les atouts nous avons principalement :

L'Inspection des Eaux et Forêts de Tambacounda contribue à la préservation et à la conservation durable des ressources forestières. En outre, celle-ci participe à la fourniture régulière de bois énergie (bois de chauffe, charbon de bois) au niveau national à travers les massifs aménagés. L'IREF participe aussi à la réduction de la pauvreté en développant des activités génératrices de revenus (apiculture, pisciculture, aviculture, transformation des produits non ligneux etc.).

On note, en outre, comme atout dans le secteur les éléments suivants :

- Existence de formation forestière diverse (3.589366 ha soit un taux de 84,19%).
- Existence de 15 forets classés.
- Importance du domaine forestier confère à la région le titre de centre d'exploitation forestière.
- Existence d'une faune riche et diverse allant des grands herbivores à l'avifaune terrestre.

IX.5.2. Contraintes

Malgré les résultats remarquables de terrain onnote une insuffisance d'agents forestiers et de moyens roulants au regard de la superficie de la région de Tambacounda qui est la plus vaste du pays. Depuis que la gestion des ressources naturelles est transférée aux élus locaux, ces derniers ne prennent pas leurs responsabilités pour les activités de lutte contre les feux de brousse, de reboisement des axes routiers et des places publiques.

Les contraintes du secteur sont essentiellement les suivantes :

- Extension des défrichements
- Persistance de l'exploitation clandestine des ressources
- Erosions éolienne et hydrique

- Croissance démographique et ses corollaires au niveau des zones d'orpaillage traditionnel
- Déficit en ressources humaines
- Surexploitation des ressources forestières
- Feux de brousse

IX.5.3. Perspectives

Face à la forte croissance démographique du Sénégal, le service forestier est assujettie à augmenter les offres des biens et services des massifs forestiers. C'est pourquoi celui-ci s'inscrit dans une logique à aménager de façon durable plus de massifs à fin de répondre à la demande nationale.

CONCLUSION :

La région de Tambacounda est caractérisée par une superficie classée assez vaste soit 27,76% du territoire régional. Les exploitations forestières portent principalement sur le charbon de bois, le bois artisanal, le bois de chauffe et les produits de cueillettes. C'est aussi une des grandes réserves fauniques du Sénégal avec la plus grande partie du Parc Niokolokoba qu'elle abrite.

Chapitre X : CHAPITRE X – ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

Si on définit l'environnement comme « l'ensemble des éléments qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins », ou encore comme « l'ensemble des conditions naturelles et culturelles susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines, force est de constater que la région de Tambacounda qui représente un tiers du territoire national mérite qu'on accorde une attention toute particulière au secteur de l'Environnement.

X.1. GESTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

La région de Tambacounda est confrontée à des problèmes de pollutions et nuisances aussi bien de la population que de l'environnement. Mais, il faut noter dans ce secteur l'absence d'indicateurs fiables et de mesures appropriées quant au niveau de pollution. Cependant, de façon empirique, les observations effectuées montrent des niveaux de pollution et de nuisance importants. Cette situation est également remarquée au niveau des zones de culture où l'on constate une utilisation abusive de produits chimiques dont le contrôle de pesticides et d'engrais chimiques est insuffisant.

A l'image des autres régions du Sénégal, le problème de la gestion du cadre de vie se pose avec acuité dans la région de Tambacounda qui ne dispose pas de décharge contrôlée répondant aux normes environnementales. La seule décharge provisoire existante au niveau de la commune de Tambacounda et qui est utilisée actuellement est une ancienne carrière située à la périphérie de la ville.
Avec l'accroissement de la population, l'urbanisation croissante et le développement des quartiers périphériques, les pratiques les plus courantes en matière de gestion des ordures ménagères sont le dépôt sauvage et l'incinération. Il en est de même dans la zone rurale.

En termes d'élimination, aucune commune ne dispose d'une décharge contrôlée ou de Centre d'Enfouissement Technique. La décharge sauvage constitue la règle dans toutes

les communes. Le risque est d'autant plus grand que ces décharges reçoivent tous les types de déchets : ménagers, industriels et même hospitaliers. Ces types de déchets sont retrouvées en général tout le long de la filière, depuis la collecte jusqu'aux lieux de rejets (décharges).

La prolifération de ces dépotoirs sauvages est à l'origine de beaucoup de désagréments sur le plan humain et environnemental; cependant, des efforts importants sont en train d'être réalisés par la Commune de Tambacounda à travers son projet Système Intégré de Nettoiement et de Valorisation des déchets(SINVAD). Ce projet est en train d'expérimenter la valorisation des déchets en compost en rapport avec les Comité de Développement de Quartier(CDQ) ; mais, cette formule n'a pas encore produit de grands résultats.

Il convient de noter que malgré ces efforts, des dépotoirs sauvages d'ordures ménagères subsistent toujours dans certaines localités du fait que ce projet n'intervient que dans une dizaine quartiers sur les 30 que compte la commune.

De même, les communes de Bala, Diawara, Kothiary, Goumbayel, Koar et Kidira sont en train de mener des actions en mettant en place des dispositifs de gestion des ordures ménagères. La commune de Kidira a déjà élaboré son projet d'assainissement durable (ADK).

L'absence de système collectif d'évacuation des eaux usées dans la région fait que, l'assainissement s'effectue le plus souvent grâce à des réseaux individuels de latrines ou de fosses septiques et la plupart des foyers rejettent leurs eaux usées dans la rue, dans de petites fosses crée à cet effet ; Ce qui constitue autant de conditions favorables à la dégradation du cadre de vie des populations. Pendant l'hivernage, on peut noter des phénomènes d'effondrements de maisons notamment en banco, de ruptures de digues de protection, de destruction de routes et d'ouvrages d'art, d'accentuation de l'érosion hydrique, d'inondations d'habitations avec perte d'effets vestimentaires et de vivres, d'inondations de périmètres irrigués avec des motopompes emportées souvent par les eaux, d'accentuation du phénomène d'érosion des berges du fleuve, etc.

Par ailleurs, la région de Tambacounda est l'une des principales régions forestières du Sénégal. Cependant, ce couvert végétal subit de fortes pressions du fait notamment de l'exploitation clandestine destinée à la satisfaction des besoins de l'artisanat local (menuiserie). Les espèces végétales les plus prisées sont le Venne (Pterocarpuserinaceus), le Dimb (Cordylapinnata), le kapokier (Bombax costatum) et le Ngediane (Anogeisusleiocarpus). Ce phénomène affecte considérablement l'environnement en général et le cadre de vie en particulier. De plus, des dépôts d'hydrocarbures se sont installés dans la vallée du fleuve Gambiepour les besoins de l'exploitation des périmètres de bananeraie.

X.2. GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Le tissu industriel de la région se caractérise essentiellement par sa faiblesse; il est presque impropre de parler d'industries pour la région qui ne compte que deux usines (SENELEC, SODEFITEX) et des boulangeries, des dépôts de gaz, des dépôts d'hydrocarbures, des stations-services, des scieries ou menuiseries-cieries, etc.
Les installations classées pour la protection de l'environnement sont pratiquement tous de deuxième classe (boulangerie, dépôt de gaz butane, dépôt d'hydrocarbures, station-service, scierie et menuiseries-scieries, etc.). En effet, des privés exploitent des installations de deuxième classe des fois sans autorisation.

TableauX.1 : Evolution des ICPE selon la nature et la classe

ICPE selon la nature et la classe	Nombre
Nombre d'installation de première classe	2
Nombre d'installation de deuxième classe	45
Nombre de dossiers ICPE et d'établissement humains instruits	8
Commission de protection civile	3
Nombre de projets ayant fait l'objet d'EIES et soumis pour validation	4
Nombre de microprojets	1

Source : Inspection régionale des Eaux et Forets

Le recouvrement des droits et taxes des installations classées pour la protection de l'environnement pose un grand problème. Dans la perspective d'amélioration du taux de recouvrement de la taxe, des campagnes de sensibilisation seront menées ultérieurement.

Le problème de sécurité se pose avec acuité dans le domaine de la commercialisation des produits pétroliers. En effet, en l'absence d'une station-service et avec l'importance du produit pour les ménages et les agriculteurs, des revendeurs se sont installés le long du fleuve et au sein même des maisons. Ce qui, représente un risque grave d'incendie ou d'explosion de ces produits inflammables. Les produits pétroliers y sont stockés sans aucune mesure de sécurité de conservation. En plus de ces installations classées, la région dispose d'un nombre important de dépôts d'hydrocarbures de boulangeries traditionnelles, des ressources minières et des carrières.

X.3. ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE)

C'est la première et la principale étude visant la protection de l'environnement dans l'exécution d'un projet. Cette étude permet, au moment des études de faisabilité, de prendre en compte les contraintes environnementales, au même titre que les contraintes techniques, économiques et sociales. Ces données environnementales permettent d'améliorer les choix décisionnels.

Selon les catégories de projets, la législation exige : soit une étude d'impact légère (EIL), soit une étude d'impact approfondie(EIA). Dans le cas d'une étude d'impact approfondie, une étude de danger est exigée par la règlementation. Cette étude de danger fait l'objet d'un guide méthodologique et a pour finalité d'évaluer les risques que peuvent présenter les installations classées et de proposer des mesures de maitrise correspondantes.

Conformément aux dispositions de la loi N° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement et du décret d'application N° 2001-282 du 12 avril 2001, toute politique, tout plans, programme ou projet de développement ou même toute activité susceptible de porter atteinte à l'environnement et à la santé des populations, de même que les devra faire l'objet d'une évaluation environnementale des impacts potentiels avant sa mise en œuvre.

En effet, pour certains projets et programmes intervenant dans la région, la prise en compte de la dimension environnementale s'est traduite par l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) dont la mise en œuvre nécessite un suivi et une surveillance de la part des services techniques concernés sous la conduite de la Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés de Tambacounda.

X.4. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT FLUVIAL/MARITIME ET DE LA DEGRADATION DES SOLS

La région de Tambacounda ne dispose pas de mer. Le fleuve Gambie et la Falémé subissent des phénomènes d'érosion par endroits. L'érosion des berges est un mal qui n'a pas encore connu de solution définitive. Ce phénomène est d'autant plus grave qu'elle provoque le recul de la berge, d'où une diminution de la surface cultivable qui va influer sur la pression foncière et par ricochet sur la baisse du rendement et du revenu des ménages. Un risque environnemental à prendre en compte dans l'aménagement des périmètres irrigués.

Comme solution, la stabilisation des berges par la mise en place d'ouvrage antiérosive ou des plantations linéaires avec des espèces comme le vétiver, peuvent changer le cours des choses.
Il sévie également dans ces zones des problèmes de pollution due à l'utilisation de produits chimiques (cyanure, mercure, pesticides) et d'hydrocarbures issus des motopompes liés à l'exploitation des périmètres de bananeraies et les activités d'orpaillage.

En dehors du secteur de l'agriculture, d'autres secteurs ont des impacts négatifs sur l'environnement, notamment sur l'érosion des sols.
Ainsi, dans le secteur de l'élevage, les émondages pratiqués par les bergers en période de soudure, de même que les piétinements des troupeaux autour des cours d'eaux constituent un obstacle à la régénération des espèces végétales et accélèrent par conséquents la dégradation des terres (érosion des sols).

Dans le secteur énergétique, l'utilisation massive de bois ajoutée à la dégradation des conditions climatiques de la région s'est manifestée par une forte régression des ressources forestières. Cette disparition du couvert végétale s'accompagne souvent d'une dégradation sévère des sols.

Sous la pression conjuguée de facteurs climatiques sévères et d'une exploitation excessive des écosystèmes, la dégradation des sols s'est accentuée, se traduisant par une baisse de la productivité et une forte réduction des productions végétales.Pour lutter efficacement contre la dégradation continue des sols, il faut développer l'intensification et la modernisation des productions agricoles et animales sur l'ensemble des zones éco géographiques et mettre en place des ouvrages de DRS/CES pour l'ensemble

X.5. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

Le secteur de l'environnement possède de nombreux atouts et potentialités mais aussi rencontre de nombreuses difficultés.

X.5.1. Atouts et potentialités

Les principaux atouts sont :

- ✓ L'existence du code de l'environnement ;
- ✓ L'élaboration de la nomenclature des installations classées ;
- ✓ L'élaboration des guides sectoriels pour les études d'impact environnemental ;
- ✓ L'existence d'un guide de danger ;
- ✓ La mise en place du comité régional de validation des évaluations environnementales ;
- ✓ L'existence de circulaires primatoriales sur l'application des dispositions du code de l'environnement relative aux études d'impact environnemental ;
- ✓ L'existence des normes de rejets des eaux ;
- ✓ L'existence de normes sur la qualité de l'air ;

- ✓ L'ensoleillement moyen annuel (7 à 8 heures/Jour), peut contribuer à la valorisation de l'énergie solaire ;
- ✓ L'élaboration d'un Plan d'action environnemental régional
- ✓ Ressources forestières et fauniques très importantes ;
- ✓ Ressources en eau en quantité et en qualité pour les eaux de surface et les eaux souterraines ;
- ✓ Excellentes potentialités minières dans le département
- ✓ Existence d'un système d'informations sur l'environnement (base de données Access) pour le suivi des différentes activités de la DREEC ;
- ✓ Niveau de pollution atmosphérique très faible au niveau de la région compte tenu du faible tissu industriel.

X.5.2. Contraintes

Les contraintes rencontrées sont, entre autres :

- Le manque de personnels d'appui qualifié ;
- La vétusté du véhicule entrainant de lourdes charges d'entretien et de réparation. Ceci contribue au frein de la bonne marche du service ;
- La faible implication des collectivités locales dans la mise en œuvre des compétences transférées ;
- La difficulté pour la régularisation de certaines ICPE (existence de plusieurs Installations classées en situation irrégulière) ;
- Gestion encore défaillante des déchets sur toute la filière (tri, collecte, transport, traitement) ;
- Faible adoption des solutions alternatives de la prise en charge des déchets ;
- L'absence de site pour l'élimination des déchets dans la majorité des communes ;
- Le non-respect des procédures liées à l'évaluation environnementale surtout pour les projets de l'Etat ;
- Le déversement régulier de matières dangereuses (hydrocarbures, produits chimiques) ;
- L'absence de Gendarmerie de l'environnement et d'urgence environnement dans la région ;

- Les problèmes d'érosions hydrique, éolienne et d'excavation du sol accrue ;
- Le non systématisation de l'évaluation environnementale
- Déforestation accentuée occasionnant la perte de la biodiversité, la dégradation des sols, l'érosion aérienne et hydrique, la baisse de la fertilité des sols, etc.
- Forte vulnérabilité des secteurs clés (agriculture, élevage, ressources en eau, pêche, etc.) face aux effets des changements climatiques ;
- Inexistence de décharge contrôlée et de centre d'enfouissement technique pour la région ;
- Non-respect de la réglementation en matière d'évaluation environnementale par certains projets et programmes ;
- Utilisation non rationnelle des produits chimiques (pesticides et engrais) dans le secteur agricole

X.5.3. Perspectives

Afin d'améliorer la conduite des missions de la DREEC, il serait nécessaire de prendre en compte, entre autres, les propositions suivantes :

- Recruter du personnel qualifié pour la DREEC ;
- Mettre en place une brigade chargée de l'environnement au niveau des régions ou à défaut organiser des visites de terrain avec la brigade de l'environnement pour faire respecter les dispositions du code de l'environnement ;
- Faire bénéficier la région des projets de la DEEC pour une meilleure visibilité de nos activités ;
- Renforcer les capacités du personnel de la DREEC en pratiques administratives et en gestion de l'environnement de façon générale (évaluation environnementale, gestion des déchets et des produits chimiques, changements climatiques, développement durable, etc.)

CONCLUSION :

La gestion des pollutions et des nuisances constitue un problème majeur dans la région de Tambacounda. A cela s'ajoute le manque de décharge qui répond aux normes environnementales. Toute fois des efforts ont été réalisés notamment avec les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Chapitre XI : EMPLOI ET TRAVAIL

INTRODUCTION

Au niveau régional, le service qui assure la tutelle de l'Emploi et le travail est l'Inspection régionale du travail et de la sécurité sociale (IRTSS).

La région de Tambacounda connait un déficit en unités industrielles et autres structures d'accueil pour l'emploi. Le secteur agricole et agro-forestier demeure le principal pourvoyeur d'emploi. Le secteur des bâtiments et travaux publics participe également à la création d'emplois avec notamment les travaux de chantiers et de construction de route. Dans les communes et en milieu rural, les ONG et les projets de développement jouent un rôle non négligeable dans la promotion de l'emploi des jeunes. Le secteur du Tourisme et de l'Hôtellerie occupe un bon nombre de salariés. Les établissements de pharmacie, de Boulangerie et de Station d'essence participent aussi à la création d'emplois.

Ainsi, en se fondant sur les données de l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES, 2015) et celle de l'IRTSS, nous allons analyser dans ce chapitre, l'évolution du nombre d'établissements ouverts, l'évolution du nombre d'établissements fermés, l'évolution du nombre de contrats de travail selon le type, la situation des conflits de travail.

XI.1. LES INDICATEURS DE L'EMPLOI EN 2015

En 2015, l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES) réalisée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), a fourni un certain nombre d'indicateurs permettent de quantifier, de façon générale, la situation de l'emploi au Sénégal et dans la région de Tambacounda en particulier.

XI.1.1. La population en âge de travailler

En 2015, la population ayant 15 ans et plus est inégalement répartie entre les groupes d'âges. Cette population est aussi définie comme celle étant en âge de travailler. Les groupes d'âges [15-20[, [20-25[et [30-35[ont les effectifs les plus élevés avec respectivement 21,6%, 12,7% et 11,5%. La population en âge de travailler dans les groupes d'âges quinquennaux diminue au fur et à mesure que l'âge augmente.

TableauXI.1 Répartition de la population de 15 ans et plus par groupe d'âges en 2015

Groupe âges quinquennaux	Population en âge de travailler
[15-20[	21,6
[20-25[	12,7
[25-30[	10,9
[30-35[	11,5
[35-40[	10,0
[40-45[	8,0
[45-50[	6,4
[50-55[	5,6
[55-60[	3,8
[60-65[	4,0
[65-70[	1,8
[70-75[	1,8
[75-80[	1,0
[80-85[	0,8
[85-90[	0,1
[90-95[	0,0
[95 &+[	0,1
Total	**100**

Source : ANSD, Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015

XI.1.2. Le taux d'activité habituelle

Ce taux désigne le rapport entre les actifs ou main-d'œuvre et la population en âge de travailler c'est-à-dire âgée de 15 ans ou plus .Le niveau d'activité habituelle fait référence aux 12 derniers mois. Dans la région de Tambacounda, le taux d'activité habituelle en 2015 est de 62,1% alors qu'au niveau national il se situe à 59,6%. La région de Tambacounda vient en cinquième position après celles de Kaffrine, Louga, Kolda et Ziguinchor.

TableauXI.2 : Répartition du taux d'activité habituelle selon la région en 2015

Régions	Taux d'activité habituelle des 15 ans et +
DAKAR	62,1
ZIGUINCHOR	68,0
DIOURBEL	58,1
SAINT-LOUIS	47,3
TAMBACOUNDA	62,1
KAOLACK	43,4
THIES	62,5

LOUGA	70,6
FATICK	61,7
KOLDA	70,1
MATAM	45,2
KAFFRINE	77,6
KEDOUGOU	47,6
SEDHIOU	42,8
SENEGAL	**59,6**

Source : ANSD, Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015

Les régions de Sédhiou, Saint-Louis et Kédougou ont les taux d'activité habituelle les plus faibles avec respectivement 42,8%, 47,3% et 47,6%.

XI.1.3. Le taux d'occupation habituelle

Cet indicateur mesure la part des personnes occupées au cours des 12 derniers mois c'est-à-dire ayant un emploi parmi les personnes en âge de travailler à savoir celles ayant au moins 15 ans. Dans la région de Tambacounda, le taux d'occupation habituelle en 2015 est de 57,5% contre 51,9% au niveau national. Ce qui montre qu'il est au-dessus de la moyenne nationale.

TableauXI.3 : Répartition du taux d'occupation habituelle selon la région en 2015

Régions	Taux d'occupation pour les 15 ans et +
DAKAR	53,1
ZIGUINCHOR	62,7
DIOURBEL	44,9
SAINT-LOUIS	41,8
TAMBACOUNDA	57,5
KAOLACK	35,0
THIES	53,4
LOUGA	68,2
FATICK	57,6
KOLDA	66,8
MATAM	39,0
KAFFRINE	75,5
KEDOUGOU	36,7
SEDHIOU	30,0
SENEGAL	**51,9**

Source : ANSD, Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015

XI.1.4. Le taux d'occupation du moment

Cet indicateur mesure la part des personnes occupées au cours des 7 derniers jours précédant le passage de l'enquêteur c'est-à-dire ayant un emploi parmi les personnes en âge de travailler à savoir celles ayant au moins 15 ans. Comme pour le taux d'activité habituelle, la région de Tambacounda vient en cinquième position avec 50,5%, après les régions de Louga, Kaffrine, Kolda et Ziguinchor (cf. Tableau). Le taux d'occupation du moment pour la région de Tambacounda est au-dessus de la moyenne nationale (45%).

TableauXI.4 : Répartition du taux d'occupation du moment selon la région en 2015

Régions	Taux d'occupation pour les 15 ans et +
DAKAR	48,4
ZIGUINCHOR	52,9
DIOURBEL	42,6
SAINT-LOUIS	33,6
TAMBACOUNDA	50,5
KAOLACK	25,6
THIES	47,3
LOUGA	58,1
FATICK	45,7
KOLDA	55,2
MATAM	36,6
KAFFRINE	56,7
KEDOUGOU	28,9
SEDHIOU	28,1
SENEGAL	**45,0**

Source : ANSD, Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015

X.2.5 Le taux de chômage

Le taux de chômage est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs à la population active âgée de 15 ans ou plus. Est considéré comme chômeur au sens du Bureau international du Travail (BIT), tout actif sans emploi au courant de la semaine de référence, qui est activement à la recherche d'un travail et qui est immédiatement disponible ou est disposé à en occuper un dans les deux semaines suivant la date de l'interview. En 2015, le taux de chômage de la région de Tambacounda (9,7%) est en dessous de la moyenne nationale (15,7%). Le taux de chômage le plus élevé est noté

dans la région de Kédougou avec 26,4%. Alors que les régions de Louga et Kolda ont le taux de chômage le plus faible (9,7%).

TableauXI.5 : Répartition du taux de chômage selon la région en 2015

Régions	Taux de chômage pour les 15 ans et +
DAKAR	16,8
ZIGUINCHOR	9,3
DIOURBEL	23,4
SAINT-LOUIS	16,4
TAMBACOUNDA	9,7
KAOLACK	21,8
THIES	17
LOUGA	7,9
FATICK	9,8
KOLDA	7,9
MATAM	14,3
KAFFRINE	13,4
KEDOUGOU	26,4
SEDHIOU	24,3
SENEGAL	**15,7**

Source : ANSD, Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015

XI.2. L'ACTIVITE ECONOMIQUE

En 2015, le nombre d'établissements ouverts a connu des variations pour certaines activités principales. Ainsi pour l'agriculture et le secteur des bâtiments et travaux publics, le nombre d'établissements ouverts a connu une baisse respective de 63% et de 13% notamment dans le département de Tambacounda. Par contre pour le commerce on note une hausse (56%) du nombre d'établissements ouverts en 2015. Le département de Bakel a enregistré un établissement de moins par rapport à 2014 notamment dans le secteur préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiments ou de génie civil. Globalement le nombre d'établissements ouverts en 2015, toute activité confondue, a connu une baisse de 17% par rapport à 2014.

TableauXI.6 : Evolution du nombre d'établissements ouverts dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative

Activité principale	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Goudiry			Département Koumpentoum			Région		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Agriculture, élevage et chasse	07	02	-71		01		01						08	03	-63
Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires	01			01						01			03		
Industries laitières	01												01		
Préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	13	11	-15	03	02	-33					01		16	14	-13
Autres commerces	08	12	50		02		01						09	14	56
Transport et communication				02									02		
Hôtels, bars et restaurants	02	05	1,5										02	05	150
Activités immobilières				02									02		
Education		01		01	01								01	02	100
Total	34	31	-9	09	06	-33	02			01	01		46	38	-17

Source: IRTSS de Tambacounda

Selon le statut juridique, on constate que le nombre d'établissements ouverts a connu une hausse dans le département de Tambacounda notamment pour les sociétés anonymes (2 établissements de plus par rapport à l'année 2014) et les autres types d'établissements (22 établissements de plus par rapport à l'année 2015). Selon le département, on note une augmentation du nombre de sociétés anonymes et des autres types de structures passant respectivement de 3 à 5 et de 3 à 19 en 2015 dans le département de Tambacounda. Pour les SARL et SUARL, on note une baisse respective de 80% et de 50% dans le même département.

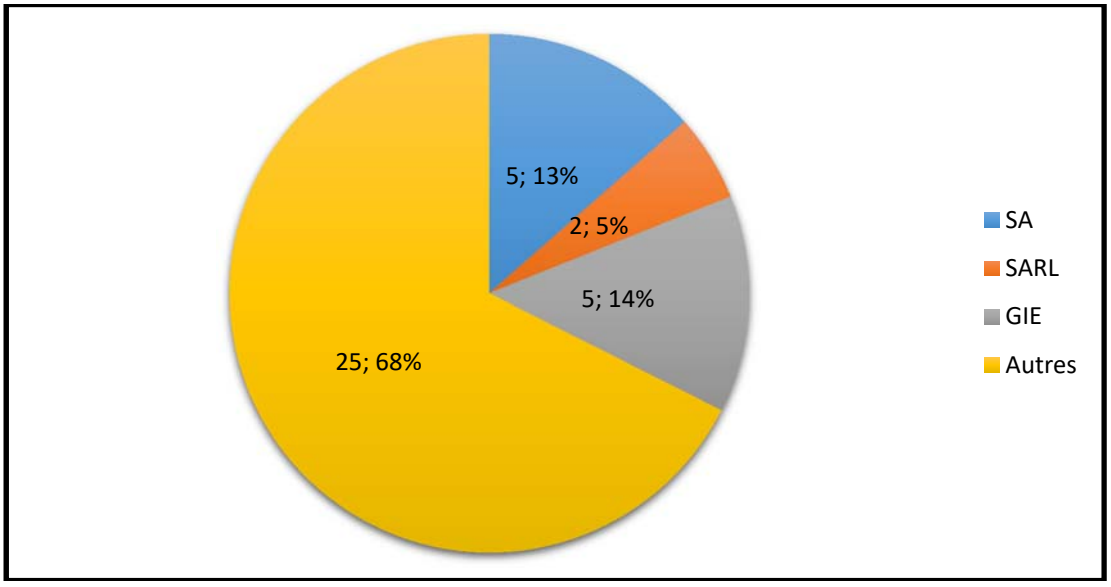
TableauXI.7 : Evolution des établissements ouverts selon le statut juridique, par circonscription administrative

Circonscription administrative	Année	Statut juridique							Total
		EI	SA	SARL	SUARL	GIE	ONG	Autres	
Département Bakel	2014	07				02			09
	2015			01				04	05
	Variation %								-44
Département Goudiry	2014	01				01			02
	2015							01	01
	Variation %								
Département Koumpentoum	2014			01					01
	2015							01	01
	Variation %								
Département Tambacounda	2014	11	03	05	01	10	01	03	34
	2015		05	01		05		19	30
	Variation %		67	-80		-50		533	-12
Région	2014	20	03	06		13	01	03	46
	2015		05	02		05		25	37
	Variation %		67	-67		-62		733	-20

Source : IRTSS de Tambacounda

La répartition des établissements ouverts montre que les autres catégories de structures occupent le premier rang avec 68% du total des structures ouvertes en 2015. Les GIE viennent en seconde position avec 14% et les sociétés anonymes avec 13 % occupent la troisième place. Les SARL occupent l'effectif le plus faible avec 5% du total.

Graphique XI.1 : Répartition des établissements ouverts selon le statut juridique en 2015



Source: IRTSS de Tambacounda

On constate, par ailleurs, qu'en 2015 le nombre d'établissements fermés a baissé dans le secteur de l'agriculture car aucune fermeture n'est constatée en 2015 contre 3 en 2014 dans le département de Tambacounda. Pour les établissements du BTP fermés, on note un établissement de plus par rapport à l'année 2014.

TableauXI.8 : Evolution du nombre d'établissements fermés dans la région selon l'activité principale, par circonscription administrative

Activité principale	Département Tambacounda			Département Bakel			Département Koumpentoum			Région		
	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %	2014	2015	Variation %
Agriculture, élevage et chasse	03	00	-1							03	00	-1
Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires	01									01		
Autres industries mécaniques	01									01		
Préparation de sites et construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	02	03		01	01		00	01		03	04	33
Autres commerces	02	03	50							02		
Education	O1	01			00					01	02	100
Total	10	07	-30	01	01	00	00	01	-	11	06	-45

Source: IRTSS de Tambacounda

XI.3. LES CONTRATS DE TRAVAIL

En 2015, sur les 787 contrats des 126 établissements enregistrés par l'inspection régionale du travail et de la sécurité sociale, les CDI représentent 14% du total des contrats (dont 70% pour les hommes et 30% pour les femmes), 67% pour les CDD (dont 81% pour les hommes et 19% pour les femmes), les contrats de saison 14% (dont 96% pour les hommes et 4% pour les femmes). Pour ce qui est des contrats de travail temporaire et des autres catégories, on note respectivement 2% (dont 79% pour les hommes et 21% pour les femmes) et 3% (dont 77% pour les hommes et 23% pour les femmes).

TableauXI.9 : Evolution du nombre de contrats de travail selon la branche d'activités

Conventions collectives	Nombre d'Ets concernés	Types de contrat														TOTAL
		CDI		CDD		C. Saison		C. Stage		C. Apprentis		Contrat de travail. Temporaire.		Autres[4]		
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Professions agricoles et assimilées	04	01		20	02	14										37
Industries alimentaires																
Industries extractives, chimiques et minières	02	03														03
Boulangeries	03			12	01											13
Bâtiment et Travaux Publics	17			152	16											168
Commerce	72	38	19	201	67	01								17	05	348
Hôtellerie & Restauration	01			04	11	01				02						18
Transport Public Routier	01											11	03			14
Communication & informatique																
Banque & Etablissements Financ.	01			01	01											02
Enseignement privé catholique	01	03	01	12	04											20
Enseignement privé	05		10	06		01										17
Industries de production et de distribution d'énergie électrique	01			01	01											02
Industries textiles	01	02	01	10		78	03									94
Collectivités Locales	13	25	02	08												35
Mécanique générale																
Chasse	01	01				11	01									13
Industries polygraphiques																
Sociétés d'assurances																
Systèmes financiers décentralisés	01	01														01
Sans convention collective	02	02														02
TOTAL	126	76	33	437	103	97	04			02		11	03	17	05	**787**

Source : IRTSS de Tambacounda

XI.4. LES CONFLITS DE TRAVAIL

En 2015, les conflits répertoriés concernent 11 individus dont 9 hommes et 2 femmes. Les plus fréquents d'entre eux portent sur le secteur du commerce et celui des bâtiments et travaux publics. Parmi les conflits enregistrés, 3 ont abouti à une conciliation et 5 à une non conciliation. Les conflits classés sans suite sont au nombre de 2.

[4] Autres contrats : il s'agit des contrats de missions, de tâcheronnat par exemple/ Préciser le nombre de contrats de type Etat/Employeurs visés. = ……..

TableauXI.10 : Conflits individuels du travail par branche d'activité en 2015

Conventions collectives	Nombre d'Etabl.	Nombre de personnes Concernées			Suite réservée aux conflits		
		H	F	TOT	Conciliation	Non conciliation	Sans suite
Industries extractives, chimiques et minières	1	1		1	1		
Bâtiment et Travaux Publics	3	3		3		3	
Commerce	5	4	1	5	2	2	
Enseignement privé catholique	1	1	1	2			2
TOTAL	10	9	2	11	3	5	2

Source: IRTSS de Tambacounda

Pour les conflits collectifs, seulement 7 hommes sont concernés. Le secteur correspondant est les bâtiments et travaux publics. Le non-paiement des salaires est le principal motif enregistré dans les conflits collectifs. La durée moyenne est de 2 jours.

TableauXI.11 : Situation du nombre de conflits collectifs de travail selon le secteur d'activité de l'établissement

Raison sociale	Activité principale	Nombre de travailleurs Concernés			Motifs principaux	Suite [5]	Durée du Traitement du dossier
		Hommes	Femmes	Total			
ETS Amadou LO	BTP	7	0	7	Paiement de salair		2
TOTAL	01	7	0	7			2

Source: IRTSS de Tambacounda

CONCLUSION :

Globalement pour l'année 2015, le nombre d'établissements ouverts toute activité confondue, est inférieur à celui obtenu en 2014. Cette baisse est surtout perceptible au niveau du département de Tambacounda notamment pour les secteur de l'agriculture (63%) et des bâtiments et travaux publics (13%). Les contrats de travail les plus fréquents sont les CDD et représentent 67% du total des contrats, les CDI (14%) et les contrats de saison (14%). Les contrats de travail temporaire et les autres catégories de contrats représentent au total 5%.

Chapitre XII : COMMERCE

INTRODUCTION

Au niveau de la région de Tambacounda, le rôle économique du commerce est révélé par les importants flux de biens et services. En effet, les approvisionnements des marchés en produits sont d'un niveau correct et régulier tout au long de l'année pour la satisfaction des besoins des populations en biens de consommation.

La position géographique de la région de Tambacounda lui confère un rôle de plateforme commerciale ouverte sur la sous régionale avec d'importants flux commerciaux transfrontaliers, à la croisée des corridors Dakar-Bamako, Bissau-Bamako, et Dakar-Koundara. Les potentialités agricoles (céréales coton, arachide), maraichères (banane), pastorales et la présence des produits de cueillette (pain de singe), les produits forestiers (charbon de bois, bois de chauffe, bois d'œuvre, bois de service), y encourage l'exercice d'activités comme l'artisanat d'art, de production et service.

Ainsi, entre autres points très importants, nous allons analyser, dans ce chapitre, l'évolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative, l'évolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative, le commerce des principales denrées consommées, l'évolution des stocks de ces denrées.

XII.1. COMMERCE

XII.1.1. Les marchés

En 2015, le nombre de marchés de la région de Tambacounda, comparé à celui de 2014, a connu une légère variation aussi bien pour les marchés permanents que pour les marchés hebdomadaires. Pour le premier type, on note un marché de moins par rapport à 2014. Alors que les marchés hebdomadaires ont connu une hausse (un marché de plus par rapport à 2014). Selon le département, on constate que Bakel et Tambacounda ont enregistré respectivement un marché permanent de moins et un marché hebdomadaire de plus en 2015.

Tableau XII.1 : Evolution du nombre de marchés selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Marchés permanents	Marchés hebdomadaires	Total
Département de Bakel	**2014**	5	4	9
	2015	4	4	8
Département de Goudiry	**2014**	1	2	3
	2015	1	2	3
Département de Koumpentoum	**2014**	1	5	6
	2015	1	5	6
Département de Tambacounda	**2014**	4	11	15
	2015	4	12	16
Région	**2014**	11	22	33
	2015	10	23	33
	Variation %	-9	5	0

Source : Service régional du commerce de Tambacounda

XII.1.2. Les commerçants

En 2015, on constate globalement que le nombre de commerçants inscrits au service régional du commerce a connu une baisse de 20% par rapport à l'année 2014. Cette baisse est surtout perceptible au niveau des demi-grossistes et des détaillants avec respectivement 18% et 21%. Selon le département, Tambacounda et Koumpentoum ont connu une hausse respective de 211 et de 2 commerçants inscrits au service régional du commerce en 2015. Par contre Bakel et Goudiry ont enregistré une baisse respective de 456 et de 2 commerçants par rapport aux inscriptions de 2014.

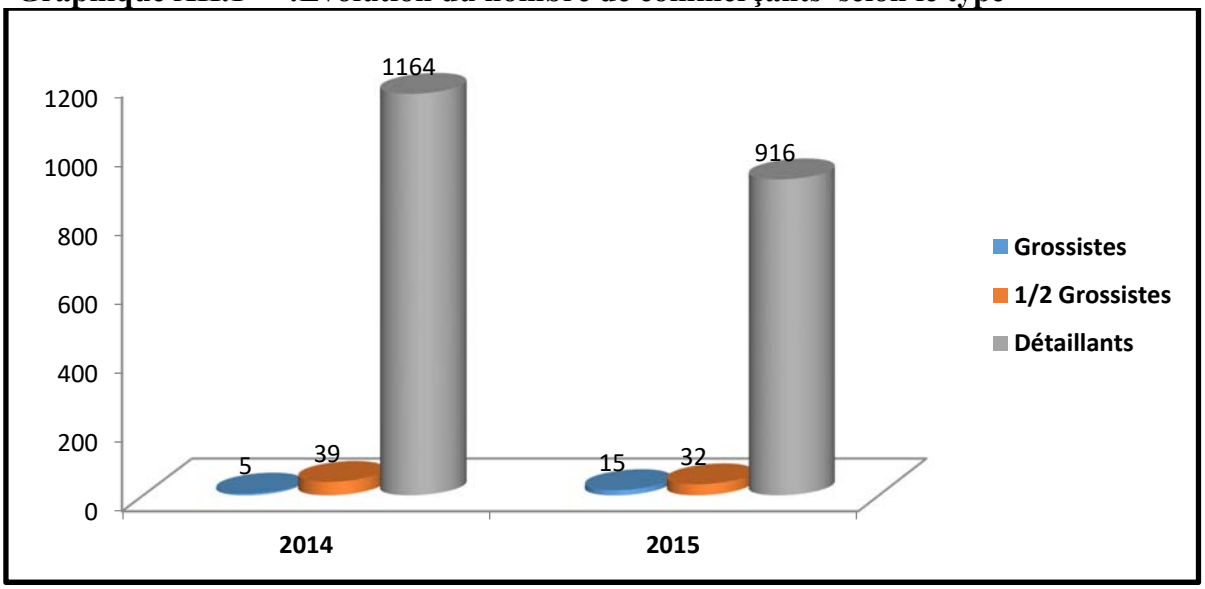
Tableau XII.2 : Evolution du nombre de commerçants selon le type, par circonscription administrative

Circonscriptions administratives	Année	Grossistes	½ Grossistes	Détaillants	Total
Département de Bakel	**2014**	0	22	702	724
	2015	4	11	253	268
Département de Goudiry	**2014**	1	5	106	112
	2015	0	2	108	110
Département de Koumpentoum	**2014**	0	3	132	135
	2015	0	3	134	137
Département de Tambacounda	**2014**	4	9	224	237
	2015	11	16	421	448
Région	**2014**	5	39	1164	1208
	2015	15	32	916	963
	Variation %	200	-18	-21	-20

Source :Service régional du commerce de Tambacounda

En 2015 comme en 2014, les détaillants occupent le premier rang en termes d'effectif ensuite viennent les demi-grossistes et enfin les grossistes. En termes d'évolution, les détaillants et les demi-grossistes inscrits en 2014 au service régional du commerce sont plus nombreux que ceux répertoriés en 2015. Pour les grossîtes, ceux inscrits en 2015 sont trois fois plus nombreux que ceux de l'année 2014.

Graphique XII.1 :Evolution du nombre de commerçants selon le type



Source :Service régional du commerce de Tambacounda

XII.1.3. Evolution des indicateurs de performance du commerce

Les importations en provenance de la sous-région ont diminué de 13,8%, une baisse qui s'explique par la situation d'insécurité qui prévaut toujours dans certaines localités de la région de Tambacounda.

Par contre les marchandises en transit ont augmenté de 14,8% en 2015, situation qui s'explique par la stabilité politique et institutionnelle qui encourage les opérateurs économiques d'un pays continental comme le Mali à préférer le Sénégal à d'autres pays.

Tableau XII.3 : Evolution de quelques indicateurs du commerce

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015 (3)	Ecart / Taux de réalisations de 2015 (2)/(3)	Ecart entre 2014 et 2015 (réalisations) (2) - (1)
	2014 (1)	2015 (2)			
Taux de croissance des recettes douanières en valeur	-	2.766.047.788			
Recettes fiscales	2.562.605.088	2.601.759.827	+39.154.739	+1,52%	39 154739
Evolution du volume (en tonnage et en valeur) des marchandises en transit par la région vers la sous-région	172.731 Tonnes	202.760 Tonnes	ND	14.81%	30.029 Tonnes
Evolution du volume (en tonnage et en valeur) des marchandises provenant de la sous-région	117.360 Tonnes	101.180 Tonnes	ND	-13.78%	-16.180 Tonnes

Source : Direction Régionale des Douanes du Sud-Est

XII.1.4. Les prix et l'approvisionnement du marché

XII.1.4.1. La politique des prix

L'année 2015 est marquée par une stabilité des prix des produits de grande consommation, surtout ceux faisant l'objet de fixation comme le pain, l'huile, le sucre, le riz brisé non parfumé, la farine et les hydrocarbures.

En conséquence les consommateurs se sont approvisionnés à des prix respectant le seuil fixé par la règlementation ou même parfois en dessous.

XII.1.4.2. L'approvisionnement du marché

L'approvisionnement du marché a été correct et régulier dans le temps et dans l'espace en dépit de quelques tensions notées sur les produits maraichers du fait des aléas saisonniers. Les principales contraintes du secteur du commerce dans la région de Tambacounda sont :

- l'éloignement des grands centres de distribution ;
- l'enclavement et les difficultés d'accès à certaines localités régionales ;
- les nombreux intermédiaires présents dans les circuits de distribution ;
- les ruptures dans les chaines de conservation des produits ;
- la faiblesse et les difficultés de financement des activités économiques .

CONCLUSION

Globalement la région de Tambacounda est marquée en 2015 par une prédominance des commerçants détaillants. Le niveau des prix a connu une stabilité qui s'accompagne de la baisse des importations de certains produits.

Chapitre XIII : TOURISME

INTRODUCTION

La région de Tambacounda est une destination privilégiée pour le tourisme de vision ou chasse avec ses zones amodiées et la présence du Parc National du NIOKOLO KOBA. La région dispose d'une gamme variée de réceptifs (hôtels, auberges, campements touristiques) de standings différents mais accessibles à différents types de clientèle.

Les principaux hôtels peuvent être classés à la catégorie trois étoiles. La région compte 34 réceptifs d'hébergement d'une capacité d'accueil de 440 chambres pour 774 lits.

XIII.1. Situation des réceptifs

On constate que sur les 34 réceptifs que compte la région de Tambacounda, les campements représentent 52%, les auberges 24% et les hôtels 24%. Autrement dit, plus de la moitié des réceptifs est constituée de campements. De plus, la majeure partie de ces réceptifs de la région se trouvent dans le département de Tambacounda.

Tableau XIII1. : Situation des réceptifs en 2015

N°	Nom de l'établissement	Catégorie	Localisation	Nombre de chambres	Nombre de lits
01	Hôtel AstaKébé	Hôtel	Tambacounda	28	51
02	Niji	Hôtel	Tambacounda	50	94
03	Oasis club	Hôtel	Tambacounda	19	25
04	Relais de Tamba	Hôtel	Tambacounda	23	29
05	Hôtel du Boundou	Hôtel	Bakel	11	21
06	Etoile du Boundou	Hôtel	Kidira	10	13
07	Hôtel Simenti	Hôtel	PNNK	36	76
08	Complexe légal Pont	Hôtel	Tambacounda	08	16
09	KeurKhoudia	Auberge	Tambacounda	08	16
10	Auberge la Maison Blanche	Auberge	Tambacounda	06	10
11	Auberge NinkiNanka	Auberge	Tambacounda	06	12
12	Auberge Saré Aminata Paaté	Auberge	Tambacounda	08	14
13	Annexe Auberge Saré Aminata Paaté	Auberge	Tambacounda	08	08
14	Auberge le Bloc GADEC	Auberge	Tambacounda	07	13
15	Auberge ISRA	Auberge	Tambacounda	10	11
16	Auberge Islam	Auberge	Bakel	05	10

N°	Nom de l'établissement	Catégorie	Localisation	Nombre de chambres	Nombre de lits
17	Campement DimbaGnima	Campement	TambaSocé Tambacounda	05	14
18	Campement wassadou	Campement	Wassadou Tambacounda	18	32
19	Campement des Amis de la Nature	Campement	Dialacoto Tambacounda	08	16
20	Campement Dar Salam	Campement	Dar Salam Tambacounda	16	32
21	Campement du Lion	Campement	PNNK Tambacounda	16	32
22	Campement MayelDibi	Campement de chasse	Tambacounda	12	12
23	Campement Missira	Campement de chasse	Tambacounda	10	20
24	Campement Dianah	Campement de chasse	Tambacounda	08	16
25	Campement de DiankéMakha	Campement de chasse	Tambacounda	09	18
26	Campement Fanira	Campement de chasse	Kidira	07	14
27	Campement Bantanani	Campement de chasse	Goudiry	07	14
28	Campement Guénoto	Campement de chasse	Tambacounda	09	18
29	Campement de Maka Sao	Campement de chasse	MakaCoulibantang	09	11
30	Campement le Bouky	Campement de chasse	MakaCoulibantang	11	12
31	Campement le Baobab	Campement de chasse	Tambacounda Balla	16	24
32	Campement Savane Safari	Campement de chasse	Goudiry	14	26
33	Campement Ndomboto	Campement de chasse	Tambacounda	10	20
34	Campement touristique et de chassse de djinkoré	Campement de chasse	Tambacounda	12	24

Source : Service Régional du Tourisme de Tambacounda

Sur les 774 lits disponibles dans la région pour 440 chambres, on note en moyenne 2 lits par chambre. Les campements de chasses constituent également un atout qui accroit la demande touristique dans la région.

XIII.2. Arrivées selon la nationalité en 2014 et 2015

En 2015, les arrivées enregistrées dans les réceptifs de la région de Tambacounda ont connu une hausse notamment pour les pays comme ceux de la Guinée Bissau, de l'Amérique du sud, de l'Espagne et des autres pays d'Afrique avec respectivement plus du triple, 60%, 7% et 3%. Les baisses les plus importantes ont été observées pour les ressortissants des pays de l'Europe de l'EST, du Niger et de la Cote d'Ivoire avec respectivement 100%, 84% et 80%. Ce mouvement touristique montre que la région de Tambacounda constitue un site attractif de par sa position stratégique qui est frontalière à plusieurs pays comme la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Mali.

Tableau XIII2. Arrivées selon la nationalité entre 2014 et 2015

Pays	Année 2014	Année 2015	Variation en %
Bénin	24	11	-54
Burkina Faso	38	16	-58
Cote d'ivoire	40	8	-80
Guinée Bissau	5	16	220
Mali	94	75	-20
Niger	32	5	-84
Togo	5	5	0
Autres pays Afrique	4 962	5 118	3
Amérique Sud	5	8	60
USA	392	247	-37
Canada	83	67	-19
Allemagne	107	59	-45
Benelux	129	121	-6
Grande Bretagne	54	40	-26
Espagne	298	319	7
France	805	799	-1
Italie	156	86	-45
Pays scandinaves	13	11	-15
Suisse	48	30	-38
Pays de l'Est	5	0	-100
Portugal	32	13	-59
Autres pays d'Europe	338	172	-49
Proche Moyen Orient	43	3	-93
Extrême Orient	105	72	-31
Reste du monde	91	78	-14
Total Non-Résidents	**7 905**	**7 379**	-7

SOURCE : Enquête AD Conseil/MTTA 2016 - (Données Réceptifs)

XIII.3. Patrimoine culturel

XIII.3.1. Patrimoine matériel

Sur le plan du patrimoine historique, la région dispose des sites et des monuments tels que :

- le fort de Bakel construit en 1820 a marqué la présence coloniale dans la zone. Classé patrimoine historique, ce fort qui abrite la Préfecture croule lentement sous le poids de son âge. Il doit son visage actuel à Faidherbe qui en fit un principal centre de résistance contre El Hadj Omar ;
- le Pavillon René Caillé construit en 1825, édifice militaire aurait abrité le célèbre explorateur sur sa route en partance vers Tombouctou. Construit sur une colline, il surplombe la ville;
- la tour du « Mont des singes » où se perchaient les sentinelles pour guetter d'éventuels ennemis qui viendraient attaquer les nombreuses compagnies commerciales françaises ;
- le fort de Sénédebou bâti en 1845 au sud-est de Bakel dans l'actuelle commune de Kidira fut attaqué et brûlé en 1886 par le marabout Mamadou Lamine Dramé ;
- le chemin de fer et l'hôtel de la gare aussi appelé l'hôtel Restaurant Océan Niger avec 13 chambres et une salle de billard qui n'est plus fonctionnelle et fait partie des sites ou monuments protégés par la région ;
- la préfecture de Tambacounda qui rappelle le passé colonial éprouve le besoin d'être réhabilitée ;

Nous avons en plus du patrimoine historique les sites traditionnels témoins d'une riche civilisation :

- le cimetière des 99 circoncis morts après avoir mangé le fruit d'un arbre à Bakel ;
- les mégalithes qui témoignent de la richesse préhistorique de la région ;

XIII.4. DIAGNOSTIC DU SECTEUR

La région de Tambacounda dispose d'un patrimoine historique très riche. Sa position stratégique fait d'elle l'une des régions du Sénégal dont la diversité culturelle est très remarquable.

XIII.4.1. Atouts et potentialités

Parmi les nombreux atouts culturels nous avons principalement :

1. Une richesse culturelle
2. L'existence d'un aéroport et deux pistes d'atterrissage ;
3. L'artisanat traditionnel riche et varié
4. L'existence de sites historiques (pavillon de René Caillé de Bakel, fort de sénédougou)
5. Tourisme de vision et de chasse (PNNK, zones amodiées, zone d'intérêt cynégétique (ZIC) et les réserves naturelles)

XIII.4.2. Contraintes

Les principales contraintes dont souffre le secteur de la culture de la région de Tambacounda sont :

1. Faiblesse de la promotion touristique
2. Insuffisance de la desserte de la région.
3. Enclavement interne de la région
4. Inexistence d'agenda culturel
5. Dégradation avancée de certains sites historiques
6. Inscription du parc sur la liste des sites en péril
7. Coût élevé du transport aérien

XIII.4.3. Perspectives

De nombreuses perspectives sont envisagées en vue de développer le secteur culturel de la région. Parmi lesquelles nous avons :

1. Réhabiliter les édifices du patrimoine classé
2. Recenser tous les sites touristiques

3. Disposer d'un agenda cultuel régional
4. Renforcer les capacités du personnel de l'hôtellerie et du tourisme
5. Faciliter l'accès aux sites touristiques par l'ouverture de pistes
6. Desservir l'aéroport de Tambacounda d'un vol régulier
7. Organiser un Eductour pour présenter les potentialités touristiques de la région
8. Aider à la promotion du village artisanal par l'organisation des journées portes ouvertes, la formation des artisans et la collecte quotidienne des ordures du marché.

CONCLUSION :

Il apparait donc clairement que la région de Tambacounda est caractérisée par une présence dominante des campements qui représentent plus de la moitié du total des réceptifs de la région (52%). La « destination Tambacounda » a enregistré une hausse en termes d'arrivées par rapport à l'année 2014, montrant ainsi par-là, la capacité attractive de la région, vue sa position stratégique.

CONCLUSION GENERALE

La population de la région de Tambacounda est majoritairement jeune. Le département de Tambacounda regroupe 44 % de la population. La région de Tambacounda a une densité de population relativement faible. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes. Elle est aussi essentiellement rurale, malgré une légère amorce d'urbanisation. Cette tendance se poursuivra certainement avec le désenclavement de certaines localités et la mise en œuvre de grands projets structurants.

La population est inégalement répartie, certains départements ont un poids démographique inégalement réparti par rapport à l'étendue de leurs superficies, par conséquent un habitat dispersé et des densités encore faibles.

L'existence d'une diaspora comme source de développement de partenariats féconds, l'importance des disponibilités foncières, la possibilité de diversifier l'offre éducative avec l'implantation d'écoles franco-arabes constituent d'énormes potentialités susceptibles de développer le secteur éducatif de la région. Au niveau de la santé, le soutien actif des autorités administratives, l'accompagnement des partenaires au développement sont autant d'éléments qui appuient le système sanitaire de la région. L'agriculture, l'élevage, le commerce et la pêche constituent les principales activités économiques de la région. Le réseau forestier et les opérations importantes en faveur de la préservation de l'environnement (évaluation environnemental stratégique, étude d'impact environnemental) au niveau de la région constituent autant de facteurs favorables à un développement durable.

ANNEXE

ANNEXE XIII.7 : DEMOGRAPHIE

Tableau : Répartition de la population de Tambacounda en 2015

NOM LOCALITE	2015		
	Homme	Femme	Ensemble
REGION TAMBACOUNDA	369255	361218	730473
ZONE URBAINE	90098	88137	178235
ZONE RURALE	279157	273081	552238
DEPARTEMENT BAKEL	**75352**	**73535**	**148888**
COM. BAKEL	7618	6673	14291
COM. DIAWARA	3982	4103	8084
COM .KIDIRA	5958	4833	10791
ARRONDISSEMENT KENIABA	**10088**	**9946**	**20034**
CR. GATHIARY	1573	1685	3258
CR. MADINA FOULBE	1251	1239	2491
CR. SADATOU	5468	5084	10552
CR. TOUMBOURA	1796	1939	3734
ARRONDISSEMENT BELE ex KIDIRA	**13493**	**13644**	**27137**
CR. BELE	9101	9110	18212
CR. SINTHIOU-FISSA	4392	4534	8927
ARRONDISSEMENT MOUDERY	**34214**	**34336**	**68550**
CR. BALLOU	11406	11479	22885
CR. GABOU	10356	10017	20373
CR. MOUDERY	12451	12840	25291
DEPARTEMENT TAMBACOUNDA	**161900**	**158850**	**320750**
COM. TAMBACOUNDA	57923	57112	115035
ARRONDISSEMNT KOUSSANAR	**25402**	**24307**	**49709**
CR. KOUSSANAR	14257	14007	28264
CR. SINTHIOU MALEM	11145	10300	21445
ARRONDISSEMENT MAKACOULIBANTANG	**37261**	**36397**	**73657**
CR. MAKACOULIBATANG	20069	20215	40283
CR. N'DOGA BABACAR	11083	10524	21607
CR. NIANI TOUCOULEUR	6109	5657	11766
ARRONDISSEMENT MISSIRAH	**41315**	**41035**	**82349**
CR. DIALACOTO	9138	8500	17637
CR. MISSIRAH	22288	22377	44665
CR. NETTE BOULOU	9888	10158	20045
DEPARTEMENT GOUDIRY	**61330**	**61805**	**123134**
COM. GOUDIRY	3811	3551	7363
COM. KOTHIARY	2331	2219	4550
ARRONDISSEMENT BALA	**10659**	**10663**	**21322**

CR. BALA	3372	3223	6595
CR. GOUMBAYEL	2861	2740	5601
CR. KOAR	4427	4699	9126
AR.RONDISSEMENT BOYNGUEL BAMBA	**21328**	**21795**	**43123**
CR. DOUGUE	3834	3942	7775
CR. BOYNGUEL BAMBA	6071	6349	12420
CR. KOUSSAN	4039	4215	8253
CR. SINTHIOU MAMADOU BOUBOU	7386	7289	14675
ARRONDISSEMENT DIANKE MAKHA	**13956**	**14604**	**28560**
CR. BANI ISRAEL	2730	3036	5765
CR. BOUTOUCOUFARA	3102	3047	6149
CR. DIANKE MAKHA	3736	3885	7622
CR. KOMOTI	4389	4636	9024
ARRONDISSEMENT KOULOR	**9243**	**8973**	**18216**
CR. KOULOR	6276	6203	12479
CR. SINTHIOU BOCAR ALI	2968	2769	5737
DEPARTEMENT KOUMPENTOUM	**70749**	**66952**	**137701**
COM. KOUMPENTOUM	5342	5403	10745
COM. MALEM NIANI	1147	1082	2229
ARRONDISSEMENT BAMBA THIALENE	**29469**	**28537**	**58006**
CR. BAMBA THIALENE	8381	8540	16921

Source : ANSD projections démographiques 2015

ANNEXE XIII.8 : URBANISME,CONSTRUCTION ET HABITAT

Tableau : nombre d'autorisations de construire délivrées en 2015

	Rez de chaussée	Etage	Total
Lieux d'habitation	154	38	192
Lieux de cuits	5		
Etablissements commerciaux	0		
Etablissements touristiques	1		
Autres	54		
Total	**214**	**38**	**192**

Source : Service régional urbanisme de Tambacounda

Tableau : nombre d'autorisations de construire délivrées en 2015 par département

Départements	Lieux commerciaux	Lieux d'habitation		Lieux de culte
Bakel	0	13		1
Goudiry	0	1		0
Koumpentoum	0	1		0
Tambacounda	5	177		0
Ensemble	**5**	**192**		**1**

Source : Service régional urbanisme de Tambacounda

ANNEXE XIII.9 : EDUCATION

Tableau : Effectif de la petite enfance en 2015

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2015 (3)	Ecart / Taux de réalisations de 2015 (2) / (3)	Ecart entre 2014-2015 (réalisations) (2) - (1)
	2014 (1)	2015 (2)			
Pourcentage d'élèves ayant atteint le seuil minimum de maîtrise au CI, CP et au CE2	**CI/Lec : ND CI/Mat : ND CP/Lec : 24.7 CP/Mat : 41.4 CE2/Lec : 32.7 CE2/Mat : 41.3**	**40.97% 57.83% ND ND ND ND**	**80% 80% 80% 80% 80% 80%**	**-39.07 -22.17 ND ND ND ND**	**ND ND ND ND ND ND**
Taux brut de préscolarisation (TBPS)	**12.28%**	**12.2%**	**14.6%**	**-2.4**	**-0.08**
Taux brut d'admission au CI (TBA)	92.9%	104.43%	99.8%	+4.63	+11.53
Taux brut de scolarisation à l'élémentaire (TBS)	73.9%	79.57%	84%	-4.43	+5.67
Taux d'achèvement au primaire (TAP)	71.2%	54.8%	73.4%	-18.6	-16.4
Taux d'achèvement au moyen (TAM)	**24.51%**	**55%**	**31.3%**	**+23.7**	**+30.49**
Taux de survie en 3ème	**80.11**	**55%**	**83.5%**	**-28.5**	**-25.11**
Pourcentage d'élèves de 2nd orientés vers les filières scientifiques	**24.63%**	**36.41**	**26.21**	**+10.2**	**+11.78**
Taux de réussite au CFEE	19.3%	24.52%	70%	-45.48	+5.22
Taux de réussite au BFEM	48.9%	61.58%	60%	+1.58	+12.68
Taux de réussite au BAC	26.9%	27.59%	50%	-22.41	+0.69
Taux de réalisation du quantum horaire	74.7%	78.4%	100%	-21.6	3.7
Effectifs enrôlés dans les CAF	**1650**	**1650**	**1650**	**0**	**0**
Nombre d'enfants fréquentant les daaras modernes	**ND**	**ND**	**ND**	**ND**	**ND**

Volume des ressources transférées aux écoles élémentaires	**-**	**261.597.100**	**261.597.100**	**0**	**-**
Pourcentage d'IEF ayant atteint au moins 80% de résultats de leur CDP	**-**	**75%**	**100%**	**-25%**	**-**
Formation professionnelle et Technique					
Taux de transition de la 3ème vers la FPT	**1%**	**1%**	**2.12%**	**-1.12**	**0**
Nbre d'apprenants des structures FPT / 100 000HBTS	106	131	80	+51	+25
Nbre de nouveaux apprenants enrôlés dans le dispositif de l'apprentissage rénové	ND	18	ND	ND	ND
Pourcentage de sortants du cycle fondamental inscrits à la FPT	1%	1.37%	2.12%	-0.75	+0.37
Effectif de travailleurs bénéficiaires de la formation continue	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de réussite au niveau IV (Bac Technique et BT)	-	42%	-	-	-
Taux de réussite au (BTS) niveau III	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de réussite aux examens du niveau V (CAP et BEP)	77.64%	83.66%	100%		
Flux de nouveaux diplômés d'Etat	ND	ND	ND	ND	ND
Enseignement supérieur					
Pourcentage de bacheliers orientés dans les universités publiques	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	ND	ND	ND	ND	ND
Part du privé dans les effectifs	ND	ND	ND	ND	ND
Flux sortant d'étudiants formés à un niveau intermédiaire (bac + 2) liés aux besoins du marché	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Inspection d'académie de Tambacounda

ANNEXE XIII.10 : SANTE

Tableau : Ressources Humaines disponibles dans le secteur parapublic* et privé*

Catégorie professionnelle	**Total**	**STATUT**	
		Etat	**Privé**
Médecin	8	1	7
Pharmacien	6		6
CHIRUR DENT	0	0	0
IDE/AS	23	17	6
SFE	12		12
TS Labo	1		1
TSO	2	1	1
PERS S	1		1
ASC	8		8
GEST DEPOT	1		1

Source : Région médicale de Tambacounda

Tableau : utilisation des méthodes PF lors des activités de masse en 2015

Méthodes PF	Nouvelles Utilisatrices	Quantités Distribuées
Pilule	14	17
Injectable	18	23
Implant	75	75
DIU	7	8
Collier	0	0
Condom M	0	0
Condom F	0	0
Spermicides	0	0
Total	**114**	123

Source : Région médicale de Tambacounda

Tableau : Performances de la gestion des accouchements au niveau des districts

	Bakel	Dianké Makha	Goudiry	Kidira	Koumpentoum	Maka Colibantang	Tambacounda	Région	Objectif
Taux d'accouchements effectués dans les structures sanitaires	65%	27%	47%	39%	46%	79%	65%	56%	
Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié (médecin, Sage-femme, infirmier)	63%	14%	38%	39%	40%	55%	60%	47%	65%
Taux d'accouchements à domicile enregistrés dans les structures sanitaires	8%	6%	7%	8%	8%	16%	9%	9%	
Césariennes	0,23%		0%				8%	3%	4%

Source : Région médicale de Tambacounda

ANNEXE XIII.11 : PECHE

Tableau : Mises à terre Tambacounda 2015

Especes	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juill
Alestes spp	5133	4287	4611	4191	327	0	0
Auchenoglanis biscutatus	4728	9087	9641	10064	9234	6748,38	4449,66
Bagrus spp	2395	8482	7442	8378	7787	515,05	203,73
Brycinus spp	2919	8397	8888	9973	9163	0	0
Chrysichthus spp	2815	4330	5190	5212	4630	787,85	1909,6
Citharinus citharus	2578	3046	3896	1938	1832	6346,02	4181,03
Clarias spp	11814	15947	13529	12936	13452	16755,79	12672,49
Distichodus spp	0	0	600	73	401	87	1345
Gymnarchus niloticus	195	0	350	0	9	751	315
Heterobranchus spp	2906	3849	2470	2904	2303	392	121
Hydrocynus forskalii	2812	3742	6807	6796	5871	8429,38	1464,1
Labeo spp	7585	11565	14101	15306	13884	5152,09	6458,48
Lates niloticus	2972	13858	14141	18188	15857	2197,86	3375,15
Mormyrops sp	1238	6264	2636	2539	3036	738,03	995,72
Synondontis spp	1685	2442	4551	4913	4533	5219,34	5054,29
Tilapia spp	16116	20380	17368	15961	18248	14284,74	8599,81
Divers	5335	8372	5547	5838	5800	2809,47	1683,94
Total	73226	124048	121768	125210	116367	71214	52829

Source : service régional de la pêche de Tambacounda

Suite mises à terre des espèces en 2015

août	sept	oct	nov	dec	Total	VCE (fcfa)
0	0	2105	3463	6944	25928	**15530500**
8973,13	5210	5615	9756	17880	96658,17	**50693085**
1281,24	1511	1615	3140	17325	57680,02	**90112530**
0	0	0	0	0	36421	**19670000**
5703,27	1931	2068	2678	4691	39130,72	**20972860**
0	1343	1932	6303	12730	43547,05	**57656312,5**
4506,46	12527	16180	33705	36723	188933,74	**250934675**
1723	2671	1411	6724	477	15512	19390000
419	33	36	21	64	1998	**3289500**
741	1001	510	2	523	14816	**26583000**
1036,47	4163	3984	6228	2748	51268,95	**67601187,5**
6038,92	12594	5799	5247	6076	102221,49	**137258113**
1983,72	1227	1312	3215	3297	78651,73	**163247460**
3973,04	8570	6513	12739	16690	64693,79	**32965895**
7433,12	8767	8737	15498	10929	78076,75	**39880875**
15971,69	26252	14408	11365	14082	176920,24	**289554360**
6494,94	7421	4077	7223	8468	63734,35	**60473293,1**
66279	95221	76302	127307	159647	1136192	1345813646

ANNEXE XIII.12 : RESSOURCES NATURELLES

Tableau : Situation des feux de brousse en 2015

Circonscription administrative	2015	
	Nb de cas	Superficies brûlées
Département de Bakel	09	788
Département de Koumpentoum	08	222,3
Département de Tambacounda	18	2525
Département de Goudiry	29	2812
Région	64	6347,3

Source : Inspection régionale des eaux et forêts

Tableau : répartition du nombre et des superficies des zones amodiées par circonscription administrative

Départements	Nombre de zones amodiées	Superficies en hectares
Département de Bakel	3	120000
Département de Koumpentoum	1	50000
Département de Tambacounda	5	327429
Département de Goudiry	10	497000
Région	20	994429

Source : Inspection régionale des eaux et forêts

ANNEXE XIII.13 : EMPLOI ET TRAVAIL

Objets		Nombre de demandeurs						
		Employeurs		Travailleurs		Autres		Ensemble
		Orales	Ecrites	Orales	Ecrites	Orales	Ecrites	
Contrat de travail / classification		19		16				35
Ruptures de contrats		01		05				06
Salaires et accessoires		14		16				30
Horaires de travail				01				01
Elections délégués du personnel								
Affichages réglementaires								
Déclarations réglementaires		04		02				06
Registres réglementaires								
Médecine du travail				02				02
Santé et sécurité au travail		03						03
Cotisations sociales et prestations		10		12				22
Congés				01				01
Sanctions								
Licenciements pour motif économique		02		02				04
Autres à préciser	Condition de création d'un syndicat.	01						01
	Repos hebdomadaire							
	Fêtes légales	01						01
	Prestation de service	01						01
	Retraite	02	02	05				09
	Stage	03						03
	Absences autorisées							
	Autres (Départ Négocié Règlement Intérieur)	02						02
Total		62	02	62				**126**

Source : Inspection régionale du travail et de la sécurité sociale

ANNEXE XIII.14 : TOURISME, CULTURE ET LOISIRS

Tableau : Nuitées des non-résidents selon le pays d'origine en 2015

Pays	Nuitées
Bénin	30
Burkina Faso	27
Cote d'ivoire	21
Guinée Bissau	21
Mali	105
Niger	5
Togo	11
Autres pays Afrique	10 375
Amérique Sud	8
USA	531
Canada	137
Allemagne	89
Benelux	333
Grande Bretagne	115
Espagne	459
France	1 347
Italie	131
Pays scandinaves	24
Suisse	35
Pays de l'Est	
Portugal	38
Autres pays d'Europe	223
Proche Moyen Orient	3
Extrême Orient	72
Reste du monde	193
Total Non-Résidents	**14 332**

Source : Service régional du tourisme de Tambacounda